

## ANNEXE 1

## Les comptes des administrations publiques locales (comptabilité nationale)

OLIVIER LÉON (DGCL)

En 2024, le besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques défini au sens de Maastricht se creuse à -168,6 Md€ (après -151,7 Md€ en 2023), soit 5,8 % du produit intérieur brut après 5,4 % (tableau 1).

Le déficit de l'État s'établit à -152,5 Md€ (après -151,9 Md€ en 2023) et celui des organismes divers d'administration centrale (ODAC) à -1,7 Md€. Le déficit des administrations publiques locales (APUL) se dégrade et s'établit à -16,7 Md€, porté par le déficit des collectivités locales (-11,4 Md€) et celui des organismes divers d'administration locale (-5,3 Md€). Les communes deviennent déficitaires (-2,6 Md€, après +0,6 Md€ en 2023), le solde des départements se dégrade (-5,5 Md€, après -3,3 Md€ en 2023), tout comme le solde des régions, à -3,0 Md€ (après -1,8 Md€ en 2023). Le déficit des organismes divers d'administration locale (unités à compétence spécialisée, comprenant notamment l'opérateur Île-de-France Mobilités et la Société des Grands Projets) augmente à 5,3 Md€ en 2024 après 4,5 Md€ en 2023.

Enfin, l'excédent des administrations de sécurité sociale (ASSO) décroît de 9,2 Md€ et s'établit à 2,3 Md€.

Tableau 1 - Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques

en milliards d'euros

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Administrations publiques centrales (État + ODAC)	-67,8	-154,9	-144,5	-133,1	-153,7	-154,1
Administrations de Sécurité sociale	+12,1	-48,3	-19,7	+8,5	+11,5	+2,3
<b>Administrations publiques locales</b>	<b>-2,5</b>	<b>-3,9</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,1</b>	<b>-9,5</b>	<b>-16,7</b>
<i>dont : collectivités locales</i>	<i>+0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>+4,5</i>	<i>+3,0</i>	<i>-5,0</i>	<i>-11,4</i>
<i>organismes divers d'administration locale</i>	<i>-2,5</i>	<i>-3,8</i>	<i>-5,4</i>	<i>-4,0</i>	<i>-4,5</i>	<i>-5,3</i>
<b>Total Administrations publiques</b>	<b>-58,2</b>	<b>-207,1</b>	<b>-165,1</b>	<b>-125,8</b>	<b>-153,9</b>	<b>-168,6</b>
Déficit public notifié (au sens du traité de Maastricht, en % du PIB)	-2,4	-8,9	-6,6	-4,7	-5,5	-5,8

Source : Insee, comptes nationaux - base 2020

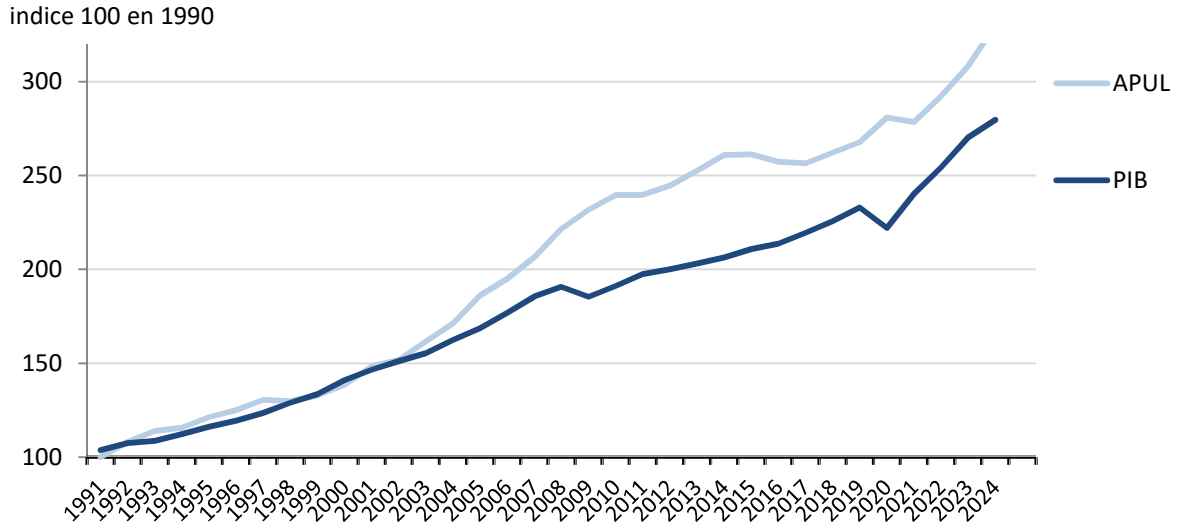
## APUL : une hausse des dépenses (4,4 %) supérieure à celle des recettes (+ 2,2 %)

Le montant des dépenses des APUL (+4,4 %) augmente plus vite que les recettes (+2,2 %). Les dépenses s'élèvent à 329,7 Md€ contre 315,6 Md€ en 2023. Elles progressent également plus rapidement que l'activité économique (+ 1,2 %) mesurée par la croissance du PIB en valeur (graphique 1). L'investissement ralentit mais reste dynamique (+7,8 % après +11,1 % en 2023), atteignant 67,9 Md€ (après 63,0 Md€ en 2023 graphique 2).

Le total des recettes des APUL (313,0 Md€) est en hausse de + 2,2 % en 2024, mais ralentit par rapport à 2023 (+4,2 %). Les prélèvements obligatoires des administrations publiques locales augmentent de 3,1 %, en progression par rapport à l'année précédente (+ 2,9 %) Ceux des départements pâtissent particulièrement, tout comme l'année précédente, du net recul des droits de mutation à titre onéreux (-12,9 %, après -22,0 % en 2023) lié à la poursuite du recul des volumes de transactions immobilières ainsi qu'à la baisse des prix. A contrario, l'évolution des recettes de la taxe foncière reste dynamique quoiqu'en ralentissement (+4,4 % après +10,3 % en 2023), en raison principalement de l'indexation mécanique des bases sur

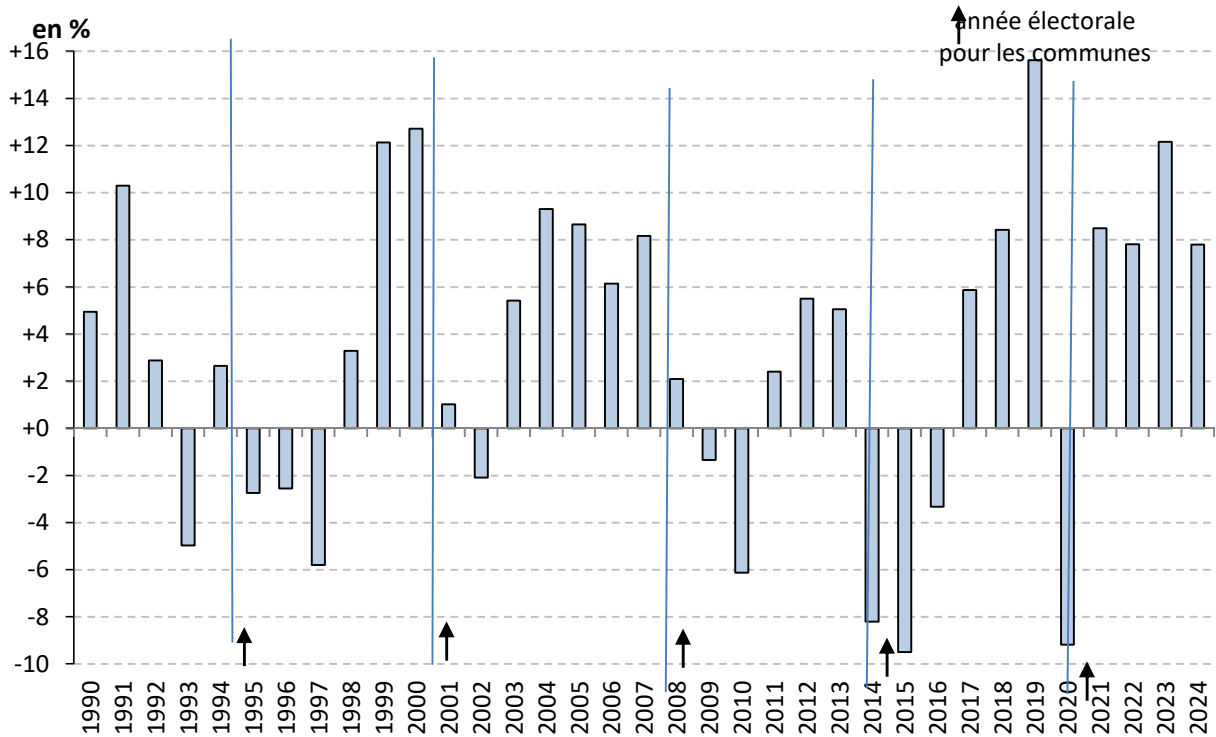
l'inflation. Globalement, les impôts perçus par les APUL s'établissent à 175,3 Md€ en 2024 et représentent 6,0 % du PIB (tableau 2), et 13,3 % de l'ensemble des prélèvements obligatoires.

**Graphique 1 - Évolution des dépenses des administrations publiques locales et du PIB depuis 1990**



Source : Insee, comptes nationaux - base 2020.

**Graphique 2 - Taux de croissance annuel de la formation brute de capital fixe des administrations publiques locales**



Source : Insee, comptes nationaux - base 2020.

Tableau 2 - Taux de prélèvements obligatoires

en % du PIB

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Impôts après transferts <sup>(1)</sup> perçus par</b>						
les administrations publiques centrales	13,1	12,8	12,6	13,1	12,1	11,9
<b>les administrations publiques locales</b>	<b>6,4</b>	<b>6,6</b>	<b>6,6</b>	<b>6,5</b>	<b>6,3</b>	<b>6,0</b>
les administrations de Sécurité sociale	9,5	10,0	10,1	10,2	10,0	10,1
les institutions de l'Union européenne	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
<b>Cotisations sociales effectives <sup>(2)</sup> perçues par :</b>						
l'État	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2
les administrations de Sécurité sociale	14,4	14,3	14,4	14,5	14,3	14,4
<b>Prélèvements obligatoires effectifs</b>	<b>44,0</b>	<b>44,3</b>	<b>44,2</b>	<b>45,0</b>	<b>43,2</b>	<b>42,8</b>

Les prélèvements obligatoires comprennent :

(1) les impôts après transferts (c'est-à-dire après transferts de recettes fiscales et nets des impôts dus non recouvrables) ;

(2) les cotisations sociales effectives (nettes des cotisations dues non recouvrables).

Source : Insee, comptes nationaux - base 2020.

La dette publique au sens de Maastricht augmente de 202,7 Md€ en 2024 et s'établit à 3 305,3 Md€. Le ratio de dette publique en point de PIB augmente à 113,2 %, après 109,8 % fin 2023. La contribution des APUL à la dette publique brute augmente plus fortement en 2024 qu'en 2023 (+13,8 Md€ après +5,2 Md€), principalement sous forme de titres de long terme (+6,1 Md€). De fait, la Société des Grands Projets (anciennement Société du Grand Paris) s'endette en titres de long terme à hauteur de 1,9 Md€ et Île-de-France Mobilités à hauteur de 1,4 Md€. Les collectivités locales s'endettent également, mais avec des prêts de long terme : la contribution des communes, des départements et des régions à la dette publique augmente (respectivement +3,2 Md€, +2,3 Md€ et +3,4 Md€ après +0,9 Md€, -0,2 Md€ et +1,2 Md€ en 2023), tandis que celle des syndicats des collectivités territoriales est stable. L'augmentation de la dette des APUL est inférieure à leur déficit parce que les APUL se financent en partie en utilisant leur trésorerie.

## La France dans l'Union européenne

Les dépenses des administrations publiques locales représentent en France 11,3 % du PIB en 2023 (tableau 3). Ce taux est inférieur à la moyenne européenne (17,1 % y compris les dépenses des États fédérés) et à celui d'autres grands pays, notamment ceux à l'organisation fédérale.

A la différence de 2023, la part de l'investissement des administrations publiques locales dans l'investissement public en France (53,5 % de la FBCF des APU) redevient supérieure à la moyenne européenne (52,5 %).

Par ailleurs, la dette des APUL qui représente en France 9,0 % du PIB en 2024, se situe à un niveau inférieur à la moyenne européenne (11,4 %).

Tableau 3 - Dépenses, FBCF et dette des administrations publiques locales (\*) en 2024

	Dépenses des administrations publiques locales		Formation brute de capital fixe des administrations publiques locales		Dette des administrations publiques locales	
	en % du PIB	part dans les APU (en %)	en % du PIB	part dans les APU (en %)	en % du PIB	part dans les APU (en %)
Allemagne	23,8	47,9	1,8	62,1	19,3	30,9
Autriche	20,3	36,0	1,7	43,6	10,8	13,2
Belgique	27,4	50,4	2,3	76,7	23,1	22,0
Bulgarie	8,3	20,9	1,3	43,3	0,9	3,5
Chypre	1,9	4,9	0,5	16,7	1,5	2,4
Croatie	11,8	24,6	1,8	35,3	1,3	2,3
Danemark	31,1	66,9	1,4	45,2	10,1	32,5
Espagne	22,8	50,2	1,9	70,4	22,5	22,1
Estonie	10,5	23,8	1,4	23,0	3,9	16,4
Finlande	23,7	41,1	2,5	56,8	13,8	16,8
<b>France</b>	<b>11,3</b>	<b>19,7</b>	<b>2,3</b>	<b>53,5</b>	<b>9,0</b>	<b>8,0</b>
Grèce	4,0	8,2	1,4	37,8	0,5	0,3
Hongrie	5,7	12,1	0,8	19,0	0,5	0,7
Irlande	2,5	10,5	0,9	33,3	2,3	5,7
Italie	14,3	28,3	1,9	54,3	5,0	3,7
Lettonie	11,3	24,7	1,5	26,3	5,7	12,2
Lituanie	9,9	25,0	1,2	28,6	0,8	2,1
Luxembourg	5,5	11,8	1,8	40,0	1,8	6,8
Malte	0,5	1,2	0,1	3,0	0,0	0,0
Pays-Bas	13,0	29,6	1,6	50,0	4,8	11,1
Pologne	14,4	29,2	2,1	42,9	3,4	6,1
Portugal	6,6	15,5	1,1	40,7	4,0	4,2
Roumanie	9,4	21,7	3,0	52,6	1,5	2,8
Slovaquie	7,9	16,8	1,0	27,8	2,0	3,4
Slovénie	8,9	18,9	1,9	37,3	1,7	2,6
Suède	25,4	50,7	2,7	50,0	13,9	41,5
Tchéquie	12,1	28,0	2,0	42,6	1,0	2,4
<b>Union européenne (à 27)</b>	<b>17,1</b>	<b>34,8</b>	<b>1,9</b>	<b>52,8</b>	<b>11,4</b>	<b>14,1</b>

(\*) Y compris "Administrations d'Etats fédérées" pour les Etats fédéraux

Source : Eurostat ; valeurs téléchargées le 3 juin 2025

## Définitions

Les comptes nationaux sont établis selon des concepts harmonisés au niveau européen, et qui sont revus à intervalles réguliers. Les données présentées ici sont conformes à la méthodologie de la « base 2020 », mise en œuvre pour la première fois avec les comptes nationaux publiés le 31 mai 2024.

Les administrations publiques locales (APUL) comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale (ODAL). Les collectivités locales regroupent les collectivités territoriales, leurs groupements à fiscalité propre, certains syndicats, ainsi que leurs services annexes. Les ODAL regroupent principalement des établissements publics locaux (centres communaux d'action sociale - CCAS, caisses des écoles, services départementaux d'incendie et de secours - SDIS), les établissements publics locaux

## ANNEXE 1 - LES COMPTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

d'enseignement (collèges, lycées d'enseignement général et professionnel – hors masse salariale des enseignants), les associations récréatives et culturelles financées majoritairement par les collectivités territoriales, les chambres consulaires. À l'inverse, certains syndicats de communes et les régies sont exclus du champ des APUL lorsque le produit de leurs ventes couvre plus de 50 % de leurs coûts de production.

*Pour en savoir plus*

"Le compte des administrations publiques en 2024 - Les recettes moins dynamiques que les dépenses, le déficit augmente, Insee Première n°2054, mai 2025

Pour les définitions des agrégats de la comptabilité nationale, cf. le site de l'Insee :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8068749>

## ANNEXE 2

## Les finances des collectivités locales

## 2A. Les budgets principaux des collectivités locales

BENOIT de LAPASSE, GUILLAUME LEFORESTIER (DGCL)

## 1. Une approche méthodologique privilégiant les opérations réelles

L'ensemble du rapport de l'Observatoire s'appuie désormais sur des agrégats comptables en ne prenant en compte que les opérations dites « réelles », c'est-à-dire correspondant à des transferts monétaires effectifs. La différence avec l'approche dite « budgétaire », publiée dans les éditions du rapport antérieures à 2017, correspond à des opérations qui retracent des mouvements entre lignes budgétaires sans encaissement ou décaissement effectifs. Les opérations réelles présentent ainsi une vision plus économique de l'activité des collectivités locales (*pour plus de détails, voir l'édition 2017 du rapport*).

Les budgets annexes ne sont pas intégrés au calcul des fiches financières de l'annexe 2A ; ils sont présentés dans l'annexe 2B. Les annexes 2C et 2D présentent les comptes consolidés, c'est-à-dire les comptes des budgets principaux et annexes, neutralisés des flux entre budgets (principaux et annexes) et entre les différentes personnes morales (régions, départements, groupements, communes, etc.). Les syndicats sont désormais inclus dans le champ de la consolidation, car ils représentent le même poids que les budgets annexes et jouent parfois des rôles complémentaires (*cf. BIS de la DGCL n°126, novembre 2018*).

## 2. Des évolutions calculées « à périmètres constants »

La transformation du paysage administratif des collectivités locales entraîne depuis plusieurs années des modifications du contour des différents niveaux de collectivités dans des proportions importantes. La métropole de Lyon a été créée en 2015, la métropole du Grand Paris en 2016, les collectivités territoriales uniques de Martinique et de Guyane en 2016 également et la collectivité de Corse en 2018, la Ville de Paris en 2019. Pour apprécier correctement l'évolution des finances des différents niveaux de collectivités (communes, GFP, départements, régions, CTU), il faut donc tenir compte des divers changements de périmètres que cela induit.

1) C'est le cas entre 2014 et 2015 du fait de la création de la métropole de Lyon. Bien qu'elle soit une collectivité locale à statut particulier, exerçant des compétences à la fois départementales et intercommunales, cette métropole est assimilée dans ce rapport à un GFP, comme cela est fait par l'Insee dans les comptes nationaux, en raison des flux importants qui existent entre la métropole de Lyon et ses communes membres, comme il en existe entre les GFP et leurs communes membres. Les montants des agrégats financiers de 2015 pour les GFP intègrent donc ceux de cette métropole particulière. En revanche, les évolutions entre 2014 et 2015 des agrégats concernant les départements et les GFP seraient artificiellement affectées par ce changement de périmètre. Pour calculer ces évolutions, on retire donc du champ des GFP en 2014 la communauté urbaine de Lyon, et en 2015 la métropole de Lyon ; de même, on retire du champ des départements le conseil départemental du Rhône en 2014 et en 2015. Pour les évolutions entre 2015 et 2016 en revanche, la métropole de Lyon est intégrée dans le champ des GFP sur les deux années.

2) Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Martinique et la Guyane se dotent d'une collectivité territoriale unique (CTU), dont les compétences recouvrent celles des régions et des départements. Pour établir les résultats de 2016, on choisit d'associer leurs comptes à ceux des régions. Mais, en suivant la même logique que pour la métropole de Lyon en 2015, il faut calculer les évolutions des comptes des départements et des régions entre 2015 et 2016 à périmètre constant : on retire donc en 2015 les départements et les régions de Martinique et Guyane, et en 2016 les collectivités territoriales uniques. Dans l'annexe 3, les données des trois départements, des deux régions et des deux CTU sont établies séparément.

**3)** La métropole du Grand Paris (MGP) a été créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016 ; elle regroupe 131 communes. Les 11 établissements publics territoriaux (EPT) prennent en 2016 la suite des GFP qui existaient en 2015 et intègrent les communes qui étaient jusqu'à présent isolées ; la situation de Paris reste particulière puisque la commune joue le rôle d'EPT. Dans les comptes du présent rapport, la MGP et ses EPT sont intégrés dans les groupements à fiscalité propre, Paris restant dans le compte des communes. Des flux financiers importants apparaissent alors à partir de 2016 entre les communes, les EPT et la MGP. Le traitement retenu varie selon les flux.

**a** - La loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République) garantit aux EPT le même niveau de ressources que les groupements à fiscalité propre préexistants. Selon les cas, c'est la MGP qui verse une dotation d'équilibre aux EPT, ou l'inverse ; les montants en jeu sont de l'ordre d'un milliard d'euros. Les montants sont déclarés en recettes ou moindres recettes par la MGP (comptes 74861 ou 74869 en M57) et par les EPT (comptes 7431 ou 7439 en M14). Il n'y a donc aucun traitement spécifique à faire puisque ces flux s'annulent au sein du même agrégat (« Autres recettes de fonctionnement ») dans le même niveau de collectivités (les GFP).

**b** - Une autre conséquence de la création de la MGP en 2016 est la mise en place du fonds de compensation des charges territoriales (FCCT), pour compenser le fait que les communes perçoivent aujourd'hui des recettes fiscales qui étaient auparavant perçues par les GFP (FB, TH, ex-part départementale de TH...). Compte tenu de la nature comptable des opérations, le versement des communes est enregistré dans leur compte 65541 en M14, comme une contribution, et en recettes des GFP (en compte 74752). Ce flux, de l'ordre d'un milliard d'euros, perturberait l'analyse de l'évolution des comptes si l'on considérait la contribution des communes comme une subvention versée, puisque cela augmenterait artificiellement leurs dépenses ; ce flux perturberait également les comparaisons entre communes, notamment par taille puisque ce flux concerne surtout des communes de plus de 20 000 habitants. Pour pouvoir mieux interpréter les comptes des communes, on décide donc dans ce rapport de neutraliser leur contribution au FCCT en ne la considérant pas comme une dépense, mais en la déduisant des recettes fiscales des communes ; dans le compte des GFP, on intègre symétriquement ces recettes perçues par les GFP non pas dans les subventions reçues, mais dans l'agrégat « fiscalité reversée » afin de privilégier une approche économique plutôt que strictement comptable. Les nouvelles spécifications des agrégats comptables décrites dans le tableau de définitions en fin de rapport précisent ces traitements.

**c** - Par ailleurs, d'autres flux apparaissent du fait que la MGP perçoit des ressources (DGF, impôts économiques) qui étaient perçues en 2015 par les GFP préexistants ou par les communes membres, et que, pour l'essentiel, la MGP reverse en 2016 aux communes. Ces flux n'affectent toutefois que quelques agrégats comptables au sein des recettes de fonctionnement : la fiscalité reversée reçue par les communes, les impôts locaux, la DGF, et par répercussion au niveau supérieur d'agrégation, les postes « Concours de l'État », et « Impôts et taxes ». Pour apprécier les évolutions de ces agrégats entre 2015 et 2016, il convient donc là encore de raisonner à périmètre géographique constant, c'est-à-dire de soustraire de l'analyse en 2015 et en 2016 les 131 communes et tous les EPCI touchés directement ou indirectement en 2016 par la création de la MGP. L'ensemble des recettes de fonctionnement n'est en revanche pas affecté, les flux se compensant à l'intérieur de cet ensemble pour chaque niveau de collectivité. Pour les postes qui ne sont pas affectés, il n'est pas nécessaire de présenter des évolutions « à périmètre constant, hors contour de la MGP ». Nous présentons donc les évolutions « hors contour de la MGP » seulement pour les agrégats cités ci-dessus, qui sont touchés par ces flux.

**4)** En 2018, l'analyse des budgets des départements et régions s'opère en neutralisant les effets de la fusion de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse sur les évolutions présentées. En niveaux, les montants agrègent la Corse avec les régions et les CTU à partir de 2018.

**5)** En 2019, l'analyse des communes et des départements s'opère en neutralisant les effets de la création de la Ville de Paris en lieu et place de la commune et du département. En niveaux, les montants agrègent la Ville de Paris avec les communes à partir de 2019.

**6)** L'analyse des départements s'opère en neutralisant les effets de la reprise par l'État du RSA en 2019 pour la Guyane et Mayotte, en 2020 pour la Réunion, en 2022 pour les Pyrénées-Orientales et la Seine-Saint-Denis et 2023 pour l'Ariège.

7) En 2022, l'analyse des syndicats s'opère en neutralisant les effets de la sortie du Sytral (syndicat transport pour le Rhône et l'agglomération Lyonnaise ) du périmètre des collectivités locales. Le Sytral prend la forme d'un établissement public local.

8) En 2024, l'analyse des régions s'opère en neutralisant les effets de la création pour deux d'entre elles de SPL ferroviaires. Cela touche notamment les évolutions du total des dépenses de fonctionnement, du total des recettes de fonctionnement, des achats et charges externes, des dépenses d'intervention et des ventes de biens et services. Les données de la Martinique ne sont elles aussi pas prises en compte.

### 3. Évolutions des instructions comptables

Contrairement aux années 2017 et 2018, les nomenclatures comptables n'ont pas connu de changements majeurs jusqu'en 2023. L'année 2024 a vu la généralisation de l'utilisation des nomenclatures M57 et M57A. Lors de ce changement de nomenclature, pour assurer une comparabilité des données entre 2023 et 2024, l'évolution de la Fraction de TVA pour les communes et les GFP a été calculée sur une base un peu plus large : pour 2023 en M14 on prend les comptes 7382 - Fraction TVA et 7388 - Autres taxes diverses ; pour 2024 en M57 on prend les comptes 735 - Fraction de TVA et 738 Autres impôts et taxe.

Cf. en ligne, joint avec le rapport, le tableau des définitions des agrégats de dépenses et de recettes selon les nomenclatures des collectivités.

## Fiches financières

## A1. Communes - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

Valeurs provisoires

Budgets principaux	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>71,52</b>	<b>+5,9 %</b>	<b>75,73</b>	<b>+5,0 %</b>	<b>79,49</b>	<b>+4,2 %</b>	<b>82,79</b>
Achats et charges externes	17,19	+11,1 %	19,10	+8,5 %	20,72	+4,1 %	21,58
Frais de personnel	39,39	+4,9 %	41,31	+3,6 %	42,81	+4,3 %	44,67
Charges financières	1,43	-6,1 %	1,34	+16,8 %	1,57	+9,3 %	1,71
Dépenses d'intervention	10,24	+3,1 %	10,56	+4,7 %	11,06	+4,7 %	11,58
Autres dépenses de fonctionnement	3,28	+4,0 %	3,41	-2,4 %	3,32	-2,2 %	3,25
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>84,69</b>	<b>+5,3 %</b>	<b>89,18</b>	<b>+5,6 %</b>	<b>94,14</b>	<b>+3,0 %</b>	<b>96,99</b>
Impôts et taxes	56,57	+4,6 %	59,17	+6,4 %	62,98	+2,6 %	64,60
- Impôts locaux	47,15	+3,6 %	48,87	+7,5 %	52,51	+4,3 %	54,79
dont : fiscalité reversée	10,82	-0,1 %	10,80	+0,4 %	10,84	+0,9 %	10,94
- Autres impôts et taxes	9,42	+9,3 %	10,30	+1,6 %	10,47	-6,4 %	9,80
dont : fraction de TVA <sup>(a)</sup>	0,68	+10,8 %	0,75	+82,1 %	1,36	-2,0 %	1,42
Concours de l'État	14,92	+2,3 %	15,26	+2,9 %	15,71	+3,3 %	16,23
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	11,82	+0,6 %	11,90	+2,6 %	12,21	+2,0 %	12,45
- Autres dotations	0,36	+8,0 %	0,39	+5,7 %	0,41	+4,8 %	0,43
- Péréquations et compensations fiscales	2,74	+8,5 %	2,97	+4,0 %	3,09	+8,2 %	3,35
Subventions reçues et participations	3,64	+7,2 %	3,91	+6,5 %	4,16	-0,3 %	4,15
Ventes de biens et services	6,04	+13,5 %	6,86	+5,8 %	7,25	+5,9 %	7,69
Autres recettes de fonctionnement	3,51	+13,4 %	3,98	+1,4 %	4,04	+7,4 %	4,34
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>13,17</b>	<b>+2,1 %</b>	<b>13,45</b>	<b>+9,0 %</b>	<b>14,65</b>	<b>-3,1 %</b>	<b>14,20</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>6,80</b>	<b>+4,7 %</b>	<b>7,12</b>	<b>+14,5 %</b>	<b>8,15</b>	<b>-5,0 %</b>	<b>7,74</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>22,50</b>	<b>+10,7 %</b>	<b>24,91</b>	<b>+9,4 %</b>	<b>27,25</b>	<b>+9,5 %</b>	<b>29,85</b>
Dépenses d'équipement	19,95	+12,5 %	22,45	+10,0 %	24,69	+10,1 %	27,18
Subventions d'équipement versées	1,60	-3,4 %	1,55	+7,5 %	1,66	+1,1 %	1,68
Autres dépenses d'investissement	0,95	-3,1 %	0,92	-2,9 %	0,89	+10,2 %	0,98
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>11,35</b>	<b>+5,3 %</b>	<b>11,95</b>	<b>+5,1 %</b>	<b>12,56</b>	<b>+4,3 %</b>	<b>13,10</b>
FCTVA	2,93	-4,9 %	2,79	+2,8 %	2,87	+11,0 %	3,18
Dotations et Subventions d'équipement	6,06	+5,9 %	6,41	+10,2 %	7,07	+6,0 %	7,50
Autres recettes d'investissement	2,36	+16,3 %	2,75	-4,5 %	2,63	-7,8 %	2,42
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>94,02</b>	<b>+7,0 %</b>	<b>100,64</b>	<b>+6,1 %</b>	<b>106,74</b>	<b>+5,5 %</b>	<b>112,64</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>96,04</b>	<b>+5,3 %</b>	<b>101,13</b>	<b>+5,5 %</b>	<b>106,70</b>	<b>+3,2 %</b>	<b>110,09</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+2,02</b>		<b>+0,49</b>		<b>-0,03</b>		<b>-2,54</b>
Remboursements de dette (8)	6,37	-0,6 %	6,33	+2,7 %	6,51	-0,8 %	6,46
Emprunts (9)	6,43	+15,7 %	7,44	-12,7 %	6,50	+12,4 %	7,31
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,06		+1,11		-0,01		+0,85
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>100,39</b>	<b>+6,6 %</b>	<b>106,97</b>	<b>+5,9 %</b>	<b>113,24</b>	<b>+5,2 %</b>	<b>119,10</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>102,48</b>	<b>+5,9 %</b>	<b>108,57</b>	<b>+4,3 %</b>	<b>113,20</b>	<b>+3,7 %</b>	<b>117,40</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+2,08		+1,60		-0,04		-1,69
<b>Dettes au 31 décembre (12) (b)</b>	<b>64,84</b>	<b>+1,3 %</b>	<b>65,66</b>	<b>-0,1 %</b>	<b>65,62</b>	<b>+1,4 %</b>	<b>66,53</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	15,6%	-0,5 pt	15,1%	+0,5 pt	15,6%	-0,9 pt	14,6%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	8,0%	-0,0 pt	8,0%	+0,7 pt	8,7%	-0,7 pt	8,0%
Taux d'endettement = (12) / (2)	76,6%	-2,9 pt	73,6%	-3,9 pt	69,7%	-1,1 pt	68,6%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,9 ans	-0,0 an	4,9 ans	-0,4 an	4,5 ans	+0,2 an	4,7 ans

(a) Évolution 2023/2024 calculée à champ comparable suite au changement de nomenclature M14 en M57

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles, calculés hors gestion active de la dette.

A2a. Groupements de communes à fiscalité propre <sup>(a)</sup> - Opérations réelles

Budgets principaux	Valeurs provisoires						
	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2023 / 2022	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>27,52</b>	<b>+5,6 %</b>	<b>29,05</b>	<b>+7,9 %</b>	<b>31,35</b>	<b>+4,8 %</b>	<b>32,86</b>
Achats et charges externes	7,24	+6,2 %	7,69	+9,5 %	8,43	+4,4 %	8,80
Frais de personnel	10,46	+6,7 %	11,17	+6,3 %	11,87	+5,9 %	12,58
Charges financières	0,52	-0,1 %	0,52	+36,0 %	0,71	+11,2 %	0,79
Dépenses d'intervention	7,93	+4,1 %	8,25	+5,5 %	8,71	+6,4 %	9,26
Autres dépenses de fonctionnement	1,36	+3,6 %	1,41	+15,5 %	1,63	-12,4 %	1,43
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>33,70</b>	<b>+6,8 %</b>	<b>35,99</b>	<b>+7,4 %</b>	<b>38,64</b>	<b>+4,3 %</b>	<b>40,29</b>
Impôts et taxes	18,44	+8,8 %	20,06	+9,7 %	22,01	+4,4 %	22,98
- Impôts locaux	5,38	+9,5 %	5,88	-62,7 %	2,19	+26,5 %	2,77
- Autres impôts et taxes	13,06	+8,5 %	14,17	+39,8 %	19,81	+2,0 %	20,21
<i>dont : fraction de TVA (b)</i>	7,44	+10,3 %	8,21	+55,6 %	12,77	+1,3 %	13,97
Concours de l'État	9,55	+0,2 %	9,57	+2,2 %	9,78	+2,4 %	10,02
- Dotation globale de fonctionnement (DGF)	6,51	-1,0 %	6,45	+0,1 %	6,46	+1,1 %	6,53
- Autres dotations	0,12	-0,1 %	0,12	+1,5 %	0,12	+8,7 %	0,13
- Péréquations et compensations fiscales	2,92	+2,8 %	3,01	+6,6 %	3,20	+4,8 %	3,36
Subventions reçues et participations	1,66	+7,3 %	1,78	+11,1 %	1,98	+7,1 %	2,12
Ventes de biens et services	3,14	+11,5 %	3,50	+6,1 %	3,71	+6,5 %	3,95
Autres recettes de fonctionnement	0,91	+18,7 %	1,08	+7,4 %	1,16	+4,6 %	1,21
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>6,18</b>	<b>+12,2 %</b>	<b>6,94</b>	<b>+5,1 %</b>	<b>7,29</b>	<b>+1,9 %</b>	<b>7,43</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>3,47</b>	<b>+20,8 %</b>	<b>4,20</b>	<b>+8,0 %</b>	<b>4,53</b>	<b>+2,5 %</b>	<b>4,65</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>10,60</b>	<b>+7,6 %</b>	<b>11,40</b>	<b>+7,9 %</b>	<b>12,30</b>	<b>+12,4 %</b>	<b>13,82</b>
Dépenses d'équipement	7,72	+4,9 %	8,10	+9,6 %	8,87	+12,9 %	10,02
Subventions d'équipement versées	2,03	+9,9 %	2,22	+7,0 %	2,38	+11,6 %	2,66
Autres dépenses d'investissement	0,85	+26,6 %	1,08	-2,6 %	1,05	+9,2 %	1,15
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>4,50</b>	<b>+2,0 %</b>	<b>4,59</b>	<b>+4,9 %</b>	<b>4,82</b>	<b>+8,3 %</b>	<b>5,22</b>
FCTVA	1,19	-15,4 %	1,01	+5,7 %	1,07	+14,4 %	1,22
Dotations et Subventions d'équipement	2,31	+9,9 %	2,53	+2,9 %	2,61	+8,8 %	2,84
Autres recettes d'investissement	1,00	+4,5 %	1,05	+9,2 %	1,14	+1,5 %	1,16
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>38,12</b>	<b>+6,1 %</b>	<b>40,45</b>	<b>+7,9 %</b>	<b>43,65</b>	<b>+6,9 %</b>	<b>46,69</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>38,21</b>	<b>+6,2 %</b>	<b>40,58</b>	<b>+7,1 %</b>	<b>43,46</b>	<b>+4,7 %</b>	<b>45,51</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+0,09</b>		<b>+0,13</b>		<b>-0,19</b>		<b>-1,18</b>
Remboursements de dette (8)	2,71	+1,2 %	2,74	+0,6 %	2,76	+0,7 %	2,78
Emprunts (9)	2,94	+13,8 %	3,34	-3,4 %	3,23	+26,1 %	4,08
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,23		+0,60		+0,47		+1,30
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>40,83</b>	<b>+5,8 %</b>	<b>43,20</b>	<b>+7,4 %</b>	<b>46,41</b>	<b>+6,6 %</b>	<b>49,47</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>41,15</b>	<b>+6,8 %</b>	<b>43,93</b>	<b>+6,3 %</b>	<b>46,69</b>	<b>+6,2 %</b>	<b>49,59</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,32		+0,73		+0,28		+0,12
<b>Dettes au 31 décembre (12) <sup>(c)</sup></b>	<b>28,16</b>	<b>+2,0 %</b>	<b>28,71</b>	<b>+2,4 %</b>	<b>29,39</b>	<b>+5,0 %</b>	<b>30,85</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	18,3%	+0,9 pt	19,3%	-0,4 pt	18,9%	-0,4 pt	18,4%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	10,3%	+1,4 pt	11,7%	+0,1 pt	11,7%	-0,2 pt	11,5%
Taux d'endettement = (12) / (2)	83,5%	-3,8 pt	79,8%	-3,7 pt	76,1%	+0,5 pt	76,6%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,6 ans	-0,4 an	4,1 ans	-0,1 an	4,0 ans	+0,1 an	4,2 ans

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

(b) Évolution 2023/2024 calculée à champ comparable suite au changement de nomenclature M14 en M57

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

**A2b. Groupements de communes à fiscalité propre, par type de groupement - Opérations réelles***(en millions d'euros)*

Budgets principaux - 2024	Métropoles <sup>(a)</sup>	Communautés urbaines (CU)	Communautés d'agglomération (CA)	Communautés de communes (CC)	Ensemble des GFP <sup>(a)</sup>
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>11 326</b>	<b>1 672</b>	<b>11 286</b>	<b>8 580</b>	<b>32 863</b>
Achats et charges externes	2 893	436	3 156	2 313	8 798
Frais de personnel	3 839	688	4 460	3 589	12 576
Charges financières	405	50	233	105	793
Dépenses d'intervention	3 657	435	2 950	2 222	9 265
Autres dépenses de fonctionnement	531	63	486	350	1 430
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>13 990</b>	<b>2 198</b>	<b>13 742</b>	<b>10 360</b>	<b>40 289</b>
Impôts et taxes	7 340	1 258	8 177	6 211	22 985
- Impôts locaux	122	414	859	1 378	2 773
- Autres impôts et taxes	7 218	844	7 318	4 832	20 212
<i>dont : fraction de TVA</i>	<i>5 184</i>	<i>727</i>	<i>4 853</i>	<i>3 201</i>	<i>13 965</i>
Concours de l'État	4 078	610	3 239	2 091	10 018
- Dotation globale de fonctionnement (DGF)	3 033	348	2 053	1 097	6 530
- Autres dotations	46	10	45	29	131
- Péréquations et compensations fiscales	1 000	252	1 141	965	3 357
Subventions reçues et participations	581	44	694	800	2 119
Ventes de biens et services	1 418	179	1 325	1 031	3 953
Autres recettes de fonctionnement	572	106	308	227	1 214
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>2 664</b>	<b>526</b>	<b>2 456</b>	<b>1 780</b>	<b>7 426</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>1 375</b>	<b>343</b>	<b>1 580</b>	<b>1 349</b>	<b>4 647</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>5 923</b>	<b>950</b>	<b>4 235</b>	<b>2 717</b>	<b>13 824</b>
Dépenses d'équipement	4 204	697	2 986	2 136	10 023
Subventions d'équipement versées	1 227	152	909	368	2 656
Autres dépenses d'investissement	492	101	340	212	1 146
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>2 098</b>	<b>386</b>	<b>1 569</b>	<b>1 168</b>	<b>5 221</b>
FCTVA	472	93	369	288	1 222
Autres dotations et Subventions d'équipement	1 184	217	794	643	2 838
Autres recettes d'investissement	441	76	406	237	1 161
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>17 248</b>	<b>2 621</b>	<b>15 521</b>	<b>11 297</b>	<b>46 687</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>16 088</b>	<b>2 584</b>	<b>15 311</b>	<b>11 528</b>	<b>45 510</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>-1161</b>	<b>-38</b>	<b>-210</b>	<b>+231</b>	<b>-1177</b>
Remboursements de dette (8)	1 289	183	876	431	2 779
Emprunts (9)	2 538	231	963	344	4 076
Flux net de dette = (9)-(8)	1 249	49	86	-88	1 297
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>18 537</b>	<b>2 804</b>	<b>16 397</b>	<b>11 728</b>	<b>49 466</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>18 625</b>	<b>2 815</b>	<b>16 273</b>	<b>11 871</b>	<b>49 586</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+88	+11	-124	+143	+119
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>15 359</b>	<b>2 016</b>	<b>9 229</b>	<b>4 246</b>	<b>30 850</b>
<b>Ratios</b>					
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	19,0%	23,9%	17,9%	17,2%	18,4%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	9,8%	15,6%	11,5%	13,0%	11,5%
Taux d'endettement = (12) / (2)	109,8%	91,7%	67,2%	41,0%	76,6%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	5,8 ans	3,8 ans	3,8 ans	2,4 ans	4,2 ans

*(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.**Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.*

**A3. Secteur communal** (communes, groupements à fiscalité propre)<sup>(a)</sup> - Opérations réelles

(en milliards d'euros)							Valeurs provisoires	
Budgets principaux	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024	
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>99,04</b>	<b>+5,8%</b>	<b>104,78</b>	<b>+5,8 %</b>	<b>110,84</b>	<b>+4,3 %</b>	<b>115,7</b>	
Achats et charges externes	24,43	+9,7%	26,79	+8,8 %	29,15	+4,2 %	30,4	
Frais de personnel	49,85	+5,3%	52,48	+4,2 %	54,68	+4,7 %	57,2	
Charges financières	1,95	-4,5%	1,87	+22,2 %	2,28	+9,9 %	2,5	
Dépenses d'intervention	18,17	+3,6%	18,82	+5,0 %	19,77	+5,5 %	20,8	
Autres dépenses de fonctionnement	4,64	+3,9%	4,82	+2,8 %	4,96	-5,5 %	4,7	
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>118,39</b>	<b>+5,7%</b>	<b>125,17</b>	<b>+6,1 %</b>	<b>132,78</b>	<b>+3,4 %</b>	<b>137,3</b>	
Impôts et taxes	75,01	+5,6%	79,23	+7,3 %	84,98	+3,1 %	87,6	
- Impôts locaux	52,52	+4,2%	54,75	-0,1 %	54,70	+5,2 %	57,6	
- Autres impôts et taxes	22,49	+8,8%	24,47	+23,7 %	30,28	-0,9 %	30,0	
dont : fraction de TVA (b)	8,12	+10,3 %	8,96	+57,8 %	14,14	+1,0 %	15,4	
Concours de l'État	24,48	+1,5%	24,83	+2,7 %	25,49	+3,0 %	26,2	
- Dotation globale de fonctionnement (DGF)	18,33	+0,1%	18,35	+1,7 %	18,66	+1,7 %	19,0	
- Autres dotations	0,48	+6,0%	0,51	+4,7 %	0,53	+5,7 %	0,6	
- Péréquations et compensations fiscales	5,66	+5,6%	5,98	+5,3 %	6,30	+6,5 %	6,7	
Subventions reçues et participations	5,30	+7,2%	5,69	+8,0 %	6,14	+2,1 %	6,3	
Ventes de biens et services	9,18	+12,8%	10,36	+5,9 %	10,97	+6,1 %	11,6	
Autres recettes de fonctionnement	4,42	+14,5%	5,06	+2,7 %	5,20	+6,7 %	5,5	
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>19,35</b>	<b>+5,4%</b>	<b>20,39</b>	<b>+7,6 %</b>	<b>21,94</b>	<b>-1,4 %</b>	<b>21,6</b>	
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>10,27</b>	<b>+10,1%</b>	<b>11,31</b>	<b>+12,1 %</b>	<b>12,68</b>	<b>-2,3 %</b>	<b>12,4</b>	
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>33,10</b>	<b>+9,7%</b>	<b>36,31</b>	<b>+8,9 %</b>	<b>39,55</b>	<b>+10,4 %</b>	<b>43,7</b>	
Dépenses d'équipement	27,67	+10,4%	30,55	+9,9 %	33,57	+10,8 %	37,2	
Subventions d'équipement versées	3,63	+4,0%	3,77	+7,2 %	4,04	+7,3 %	4,3	
Autres dépenses d'investissement	1,80	+10,9%	2,00	-2,7 %	1,94	+9,7 %	2,1	
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>15,86</b>	<b>+4,3%</b>	<b>16,54</b>	<b>+5,1 %</b>	<b>17,38</b>	<b>+5,4 %</b>	<b>18,3</b>	
FCTVA	4,13	-7,9%	3,80	+3,6 %	3,93	+11,9 %	4,4	
Dotations et Subventions d'équipement	8,36	+7,0%	8,95	+8,2 %	9,68	+6,8 %	10,3	
Autres recettes d'investissement	3,37	+12,8%	3,80	-0,7 %	3,77	-5,0 %	3,6	
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>132,14</b>	<b>+6,8%</b>	<b>141,09</b>	<b>+6,6 %</b>	<b>150,39</b>	<b>+5,9 %</b>	<b>159,3</b>	
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>134,25</b>	<b>+5,6%</b>	<b>141,71</b>	<b>+6,0 %</b>	<b>150,16</b>	<b>+3,6 %</b>	<b>155,6</b>	
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+2,11</b>		<b>+0,62</b>		<b>-0,23</b>		<b>-3,7</b>	
Remboursements de dette (8)	9,08	-0,1%	9,08	+2,1 %	9,27	-0,3 %	9,2	
Emprunts (9)	9,37	+15,1%	10,79	-9,8 %	9,73	+17,0 %	11,4	
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,29		+1,71		+0,46		+2,15	
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>141,22</b>	<b>+6,3%</b>	<b>150,17</b>	<b>+6,3 %</b>	<b>159,66</b>	<b>+5,6 %</b>	<b>168,6</b>	
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>143,62</b>	<b>+6,2%</b>	<b>152,50</b>	<b>+4,9 %</b>	<b>159,89</b>	<b>+4,4 %</b>	<b>167,0</b>	
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+2,40		+2,33		+0,24		-1,6	
<b>Dette au 31 décembre (12)<sup>(c)</sup></b>	<b>92,99</b>	<b>+1,5%</b>	<b>94,36</b>	<b>+0,7 %</b>	<b>95,01</b>	<b>+2,5 %</b>	<b>97,4</b>	
<b>Ratios</b>								
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,3%	-0,1 pt	16,3%	+0,2 pt	16,5%	-0,8 pt	15,8%	
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	8,7%	+0,4 pt	9,0%	+0,5 pt	9,5%	-0,5 pt	9,0%	
Taux d'endettement = (12) / (2)	78,5%	-3,2 pt	75,4%	-3,8 pt	71,6%	-0,6 pt	70,9%	
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,8 ans	- 0,2 an	4,6 ans	- 0,3 an	4,3 ans	+ 0,2 an	4,5 ans	

Montants non consolidés entre les différents niveaux de collectivités ; la consolidation est présentée à l'annexe 2D en incluant les budgets principaux et annexes

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

(b) Évolution 2023/2024 calculée à champ comparable suite au changement de nomenclature M14 en M57

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

A4. Départements<sup>(a)</sup> - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

Budgets principaux	Valeurs provisoires						
	2021	2022 / 2021 (b)	2022	2023 / 2022 (c)	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>57,84</b>	<b>+3,9 %</b>	<b>59,50</b>	<b>+6,5 %</b>	<b>63,33</b>	<b>+3,9 %</b>	<b>65,79</b>
Achats et charges externes	3,73	+8,3 %	4,04	+9,6 %	4,43	+1,3 %	4,49
Frais de personnel	12,34	+5,1 %	12,96	+7,0 %	13,87	+3,3 %	14,33
Charges financières	0,58	-1,2 %	0,57	+30,7 %	0,75	+11,8 %	0,84
Dépenses d'intervention	40,42	+3,2 %	41,10	+5,7 %	43,39	+4,2 %	45,23
Autres dépenses de fonctionnement	0,77	+8,2 %	0,83	+7,1 %	0,89	+1,3 %	0,90
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>69,16</b>	<b>+4,1 %</b>	<b>71,41</b>	<b>-1,2 %</b>	<b>70,54</b>	<b>+0,2 %</b>	<b>70,67</b>
Impôts et taxes	51,55	+4,3 %	53,28	-3,2 %	51,54	-1,6 %	50,71
- Impôts locaux	7,33	-1,2 %	7,20	-48,3 %	3,72	-2,9 %	3,61
- Autres impôts et taxes	44,23	+5,2 %	46,08	+3,8 %	47,82	-1,5 %	47,10
dont : fraction de TVA	14,70	+9,5 %	16,09	+26,7 %	20,38	+0,0 %	20,69
: DMTO	14,35	+2,4 %	14,60	-21,8 %	11,40	-13,5 %	9,86
: TICPE	5,44	+0,8 %	5,18	-0,3 %	5,15	+0,8 %	5,19
: TSCA	7,93	+4,7 %	8,30	+7,3 %	8,91	+5,8 %	9,42
Concours de l'État	10,21	-0,1 %	10,02	-0,6 %	9,95	+0,1 %	9,96
- Dotation globale de fonctionnement (DGF)	7,98	+0,2 %	7,81	-0,0 %	7,80	-0,0 %	7,80
- Autres dotations	0,46	+1,7 %	0,47	-1,0 %	0,46	-0,3 %	0,46
- Péréquations et compensations fiscales	1,78	-1,8 %	1,75	-3,2 %	1,69	+0,5 %	1,70
Subventions reçues et participations	4,98	+13,0 %	5,59	+14,6 %	6,40	+11,7 %	7,15
Ventes de biens et services	0,42	+7,1 %	0,45	+4,8 %	0,47	+10,2 %	0,52
Autres recettes de fonctionnement	1,99	-0,2 %	2,07	+5,1 %	2,18	+7,3 %	2,33
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>11,33</b>	<b>+5,1 %</b>	<b>11,91</b>	<b>-39,6 %</b>	<b>7,21</b>	<b>-32,2 %</b>	<b>4,88</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>7,81</b>	<b>+10,8 %</b>	<b>8,59</b>	<b>-54,2 %</b>	<b>3,95</b>	<b>-55,4 %</b>	<b>1,76</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>11,39</b>	<b>+7,1 %</b>	<b>12,25</b>	<b>+2,4 %</b>	<b>12,54</b>	<b>-2,9 %</b>	<b>12,18</b>
Dépenses d'équipement	7,39	+8,0 %	7,99	+2,7 %	8,21	-2,4 %	8,01
Subventions d'équipement versées	3,73	+4,9 %	3,93	+2,2 %	4,03	-2,9 %	3,91
Autres dépenses d'investissement	0,27	+12,4 %	0,32	-3,7 %	0,31	-16,4 %	0,26
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>2,63</b>	<b>+8,0 %</b>	<b>2,86</b>	<b>+12,5 %</b>	<b>3,22</b>	<b>+0,9 %</b>	<b>3,25</b>
FCTVA	1,00	+6,9 %	1,07	+11,0 %	1,19	+1,9 %	1,21
Dotations et subventions d'investissement	1,23	+14,0 %	1,42	+19,2 %	1,70	+0,5 %	1,71
Autres recettes d'investissement	0,40	-6,5 %	0,37	-9,1 %	0,33	-1,0 %	0,33
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>69,22</b>	<b>+4,5 %</b>	<b>71,75</b>	<b>+5,8 %</b>	<b>75,88</b>	<b>+2,8 %</b>	<b>77,97</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>71,79</b>	<b>+4,3 %</b>	<b>74,27</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>73,76</b>	<b>+0,2 %</b>	<b>73,92</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+2,56</b>		<b>+2,52</b>		<b>-2,12</b>		<b>-4,05</b>
Remboursements de dette (8)	3,52	-7,5 %	3,32	-2,1 %	3,26	-4,2 %	3,12
Emprunts (9)	2,89	-19,1 %	2,38	+22,0 %	2,90	+82,1 %	5,28
Flux net de dette =(9)-(8)	-0,63		-0,94		-0,36		+2,16
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>72,74</b>	<b>+3,9 %</b>	<b>75,07</b>	<b>+5,5 %</b>	<b>79,14</b>	<b>+2,5 %</b>	<b>81,09</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>74,68</b>	<b>+3,4 %</b>	<b>76,65</b>	<b>+0,1 %</b>	<b>76,66</b>	<b>+3,3 %</b>	<b>79,20</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+1,93		+1,58		-2,48		-1,89
<b>Dettes au 31 décembre (12)<sup>(d)</sup></b>	<b>31,78</b>	<b>-3,1%</b>	<b>30,81</b>	<b>-0,9%</b>	<b>30,52</b>	<b>+7,1%</b>	<b>32,68</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,4%	+0,2 pt	16,7%	-6,5 pt	10,2%	-3,3 pt	6,9%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	11,3%	+0,7 pt	12,0%	-6,4 pt	5,6%	-3,1 pt	2,5%
Taux d'endettement = (12) / (2)	45,9%	-3,2 pt	43,1%	+0,1 pt	43,3%	+3,0 pt	46,2%
Délai de désendettement = (12) / (3)	2,8 ans	- 0,2 an	2,6 ans	+ 1,7 an	4,2 ans	+ 2,5 ans	6,7 ans

(a) Hors collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane et collectivité de Corse et hors Ville de Paris.

(b) Hors Pyrénées-Orientales et Seine-Saint-Denis dont le RSA a été recentralisé à partir du 1er janvier 2022.

(c) Hors Ariège dont le RSA a été recentralisé à partir du 1er janvier 2023.

(d) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

A5. Régions et collectivités territoriales uniques (CTU) <sup>(a)</sup> - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

Budgets principaux	Valeurs provisoires						
	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023 (c)	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>22,56</b>	<b>+3,0 %</b>	<b>23,24</b>	<b>+5,2 %</b>	<b>24,44</b>	<b>+1,1 %</b>	<b>24,97</b>
Achats et charges externes	4,15	+4,4 %	4,34	+15,1 %	4,99	+1,5 %	6,29
Frais de personnel	4,28	+3,5 %	4,43	+4,8 %	4,64	+3,6 %	4,81
Charges financières	0,56	+0,1 %	0,56	+52,9 %	0,86	+27,2 %	1,08
Dépenses d'intervention	12,96	+4,2 %	13,50	+0,2 %	13,52	-0,8 %	12,43
Autres dépenses de fonctionnement	0,62	-32,7 %	0,41	+3,4 %	0,43	-17,9 %	0,35
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>28,32</b>	<b>+4,0 %</b>	<b>29,46</b>	<b>+2,9 %</b>	<b>30,32</b>	<b>+1,1 %</b>	<b>30,92</b>
Impôts et taxes	22,64	+5,5 %	23,88	+2,4 %	24,46	+3,9 %	25,39
- Impôts locaux	-1,28	-7,6 %	-1,18	-0,6 %	-1,17	-1,6 %	-1,16
- Autres impôts et taxes	23,92	+4,8 %	25,06	+2,3 %	25,64	+3,6 %	26,56
dont : fraction de TVA	14,65	+8,3 %	15,86	+3,0 %	16,34	+0,3 %	16,41
: cartes grises	2,16	-12,6 %	1,89	+7,6 %	2,03	+16,2 %	2,36
: TICPE	5,14	+3,7 %	5,33	+2,2 %	5,45	+13,1 %	6,14
Concours de l'État	2,21	+2,4 %	2,26	+4,3 %	2,36	-22,6 %	1,86
- Dotation globale de fonctionnement (DGF)	0,31	-0,2 %	0,30	+0,0 %	0,30	+0,0 %	0,30
- Autres dotations	1,03	+0,8 %	1,03	+0,6 %	1,04	-0,7 %	1,03
- Péréquations et compensations fiscales	0,87	+5,3 %	0,92	+9,9 %	1,01	-48,2 %	0,53
Subventions reçues et participations	2,67	+3,7 %	2,77	-2,3 %	2,71	-12,7 %	2,24
Ventes de biens et services	0,17	+13,7 %	0,19	+69,2 %	0,32	+6,5 %	0,76
Autres recettes de fonctionnement	0,64	-43,5 %	0,36	+29,4 %	0,47	+43,0 %	0,66
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>5,76</b>	<b>+8,1 %</b>	<b>6,22</b>	<b>-5,6 %</b>	<b>5,88</b>	<b>+1,1 %</b>	<b>5,95</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>4,01</b>	<b>+3,0 %</b>	<b>4,12</b>	<b>-11,8 %</b>	<b>3,64</b>	<b>-7,6 %</b>	<b>3,37</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>13,23</b>	<b>-1,0 %</b>	<b>13,09</b>	<b>+4,7 %</b>	<b>13,71</b>	<b>+6,1 %</b>	<b>14,54</b>
Dépenses d'équipement	3,89	+0,2 %	3,90	+5,3 %	4,11	-5,2 %	3,89
Subventions d'équipement versées	8,63	-0,3 %	8,60	+4,9 %	9,02	+8,1 %	9,76
Autres dépenses d'investissement	0,71	-16,0 %	0,59	-1,7 %	0,58	+52,5 %	0,88
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>5,33</b>	<b>+0,4 %</b>	<b>5,35</b>	<b>+14,5 %</b>	<b>6,13</b>	<b>+3,9 %</b>	<b>6,32</b>
FCTVA	0,57	+5,5 %	0,60	-1,7 %	0,59	+7,4 %	0,63
Dotations et subventions d'investissement	4,20	+0,7 %	4,23	+17,8 %	4,99	+2,0 %	5,05
Autres recettes d'investissement	0,56	-7,2 %	0,52	+6,8 %	0,55	+17,0 %	0,64
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>35,79</b>	<b>+1,5 %</b>	<b>36,33</b>	<b>+5,0 %</b>	<b>38,15</b>	<b>+3,0 %</b>	<b>39,50</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>33,65</b>	<b>+3,5 %</b>	<b>34,82</b>	<b>+4,7 %</b>	<b>36,45</b>	<b>+1,6 %</b>	<b>37,24</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>-2,14</b>		<b>-1,52</b>		<b>-1,70</b>		<b>-2,26</b>
Remboursements de dette (8)	1,75	+19,9 %	2,10	+6,7 %	2,24	+15,5 %	2,58
Emprunts (9)	4,06	-15,7 %	3,42	+1,7 %	3,48	+40,1 %	4,83
Flux net de dette = (9)-(8)	+2,31		+1,32		+1,24		+2,25
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>37,54</b>	<b>+2,4 %</b>	<b>38,43</b>	<b>+5,1 %</b>	<b>40,39</b>	<b>+3,7 %</b>	<b>42,09</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>37,71</b>	<b>+1,4 %</b>	<b>38,24</b>	<b>+4,4 %</b>	<b>39,93</b>	<b>+5,0 %</b>	<b>42,08</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,17		-0,19		-0,46		-0,01
<b>Dette au 31 décembre (12) <sup>(b)</sup></b>	<b>32,93</b>	<b>+3,8 %</b>	<b>34,19</b>	<b>+3,6 %</b>	<b>35,42</b>	<b>+6,2 %</b>	<b>37,58</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	20,3%	+0,8 pt	21,1%	-1,7 pt	19,4%	-0,0 pt	19,2%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	14,1%	-0,1 pt	14,0%	-2,0 pt	12,0%	-1,1 pt	10,9%
Taux d'endettement = (12) / (2)	116,3%	-0,2 pt	116,1%	+0,8 pt	116,8%	+5,9 pt	121,6%
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,7 ans	-0,2 an	5,5 ans	+0,5 an	6,0 ans	+0,3 an	6,3 ans

(a) Y compris collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane à partir de 2016 et de Corse à partir de 2018.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) les évolutions sont calculées hors CTU Martinique (données provisoires à date de parution) et hors impact des nouvelles inscriptions dans 2 régions des recettes tarifaires ferroviaires avec leur contrepartie en dépenses.

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

**A6. Ensemble des collectivités locales (hors syndicats) - Opérations réelles**Communes, groupements à fiscalité propre, départements, collectivités territoriales uniques et régions <sup>(a)</sup>

(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	Valeurs provisoires	
						2024 / 2023 (b)	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>179,44</b>	<b>+4,5 %</b>	<b>187,52</b>	<b>+5,9 %</b>	<b>198,61</b>	<b>+3,9 %</b>	<b>206,41</b>
Achats et charges externes	32,31	+8,8 %	35,17	+9,7 %	38,57	+3,6 %	41,15
Frais de personnel	66,46	+5,1 %	69,86	+4,8 %	73,19	+4,4 %	76,38
Charges financières	3,09	-3,0 %	3,00	+29,6 %	3,89	+13,9 %	4,43
Dépenses d'intervention	71,55	+2,6 %	73,42	+4,4 %	76,68	+3,8 %	78,52
Autres dépenses de fonctionnement	6,02	+0,7 %	6,07	+3,5 %	6,28	-5,4 %	5,94
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>215,87</b>	<b>+4,7 %</b>	<b>226,04</b>	<b>+3,4 %</b>	<b>233,64</b>	<b>+2,2 %</b>	<b>238,87</b>
Impôts et taxes	149,20	+4,8 %	156,40	+2,9 %	160,99	+1,7 %	163,68
- Impôts locaux	58,57	+3,8 %	60,77	-5,8 %	57,25	+4,8 %	60,02
- Autres impôts et taxes	90,63	+5,5 %	95,62	+8,5 %	103,74	-0,1 %	103,67
Concours de l'État	36,90	+0,6 %	37,11	+1,9 %	37,80	+0,7 %	38,07
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	26,62	-0,6 %	26,46	+1,2 %	26,77	+1,2 %	27,08
- Autres dotations	1,96	+2,3 %	2,01	+1,2 %	2,03	+0,9 %	2,05
- Péréquations et compensations fiscales	8,32	+4,0 %	8,65	+4,1 %	9,00	-0,8 %	8,93
Subventions reçues et participations	12,96	+8,4 %	14,04	+8,6 %	15,25	+2,7 %	15,66
Ventes de biens et services	9,76	+12,6 %	10,99	+7,0 %	11,76	+6,3 %	12,92
Autres recettes de fonctionnement	7,05	+6,2 %	7,49	+4,7 %	7,84	+9,0 %	8,55
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>36,44</b>	<b>+5,7 %</b>	<b>38,52</b>	<b>-9,1 %</b>	<b>35,03</b>	<b>-7,3 %</b>	<b>32,46</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>22,08</b>	<b>+8,8 %</b>	<b>24,02</b>	<b>-15,6 %</b>	<b>20,26</b>	<b>-13,6 %</b>	<b>17,52</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>57,71</b>	<b>+6,8 %</b>	<b>61,65</b>	<b>+6,7 %</b>	<b>65,81</b>	<b>+7,0 %</b>	<b>70,38</b>
Dépenses d'équipement	38,95	+9,0 %	42,44	+8,1 %	45,88	+7,0 %	49,10
Subventions d'équipement versées	15,99	+2,0 %	16,30	+4,8 %	17,09	+5,4 %	18,01
Autres dépenses d'investissement	2,78	+4,9 %	2,91	-2,6 %	2,84	+15,4 %	3,28
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>23,82</b>	<b>+3,9 %</b>	<b>24,76</b>	<b>+8,0 %</b>	<b>26,73</b>	<b>+4,3 %</b>	<b>27,89</b>
FCTVA	5,70	-4,0 %	5,47	+4,4 %	5,71	+9,3 %	6,25
Dotations et Subventions d'équipement	13,79	+5,9 %	14,60	+12,0 %	16,36	+4,5 %	17,09
Autres recettes d'investissement	4,32	+8,3 %	4,68	-0,5 %	4,65	-2,2 %	4,55
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>237,15</b>	<b>+5,1 %</b>	<b>249,17</b>	<b>+6,1 %</b>	<b>264,42</b>	<b>+4,7 %</b>	<b>276,79</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>239,69</b>	<b>+4,6 %</b>	<b>250,79</b>	<b>+3,8 %</b>	<b>260,37</b>	<b>+2,5 %</b>	<b>266,76</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+2,54</b>		<b>+1,62</b>		<b>-4,05</b>		<b>-10,03</b>
Remboursements de dette (8)	14,35	+1,0 %	14,50	+1,9 %	14,76	+1,2 %	14,94
Emprunts (9)	16,32	+1,6 %	16,59	-2,9 %	16,11	+33,5 %	21,50
Flux net de dette = (9)-(8)	+1,97		+2,09		+1,35		+6,56
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>251,51</b>	<b>+4,8 %</b>	<b>263,67</b>	<b>+5,9 %</b>	<b>279,18</b>	<b>+4,5 %</b>	<b>291,74</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>256,01</b>	<b>+4,4 %</b>	<b>267,38</b>	<b>+3,4 %</b>	<b>276,48</b>	<b>+4,3 %</b>	<b>288,27</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+4,51		+3,71		-2,70		-3,47
<b>Dette au 31 décembre (12) (c)</b>	<b>157,71</b>	<b>+1,1 %</b>	<b>159,37</b>	<b>+1,0 %</b>	<b>160,95</b>	<b>+4,2 %</b>	<b>167,64</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,9%	+0,2 pt	17,0%	-2,0 pt	15,0%	-1,4 pt	13,6%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	10,2%	+0,4 pt	10,6%	-2,0 pt	8,7%	-1,3 pt	7,3%
Taux d'endettement = (12) / (2)	73,1%	-2,6 pt	70,5%	-1,6 pt	68,9%	+1,3 pt	70,2%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,3 ans	-0,2 an	4,1 ans	+0,5 an	4,6 ans	+0,6 an	5,2 ans

Montants non consolidés entre les différents niveaux de collectivités ; la consolidation est présentée à l'annexe 2D en incluant les budgets principaux et annexes

(a) Y compris les établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du grand Paris (MGP).

(b) Les évolutions des Achats et charges externes, des Dépenses d'intervention et des Ventes de biens et services sont calculées hors CTU Martinique et régions Grand-Est et PACA suite à des modifications d'inscriptions comptables importantes.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités, sauf reversements fiscaux.

A7. Syndicats <sup>(a)</sup> - Opérations réelles

Budgets principaux	Valeurs provisoires						
	2021	2022 / 2021 (b)	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>10,32</b>	<b>+6,4 %</b>	<b>10,40</b>	<b>+8,5 %</b>	<b>11,29</b>	<b>+0,9 %</b>	<b>11,39</b>
Achats et charges externes	5,45	+7,7 %	5,34	+7,0 %	5,72	+3,2 %	5,90
Frais de personnel	2,65	+6,2 %	2,80	+5,9 %	2,96	+4,6 %	3,10
Charges financières	0,37	-6,1 %	0,33	+10,8 %	0,36	+16,2 %	0,42
Dépenses d'intervention	0,97	+2,1 %	0,99	+10,9 %	1,10	-4,9 %	1,05
Autres dépenses de fonctionnement	0,87	+9,3 %	0,94	+21,5 %	1,15	-19,7 %	0,92
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>13,59</b>	<b>+5,1 %</b>	<b>13,47</b>	<b>+7,7 %</b>	<b>14,51</b>	<b>+2,0 %</b>	<b>14,81</b>
Impôts et taxes	2,15	+6,5 %	1,89	+15,9 %	2,18	+0,2 %	2,19
- Impôts locaux	0,19	+1,4 %	0,19	+2,2 %	0,19	+29,1 %	0,25
- Autres impôts et taxes	1,97	+7,1 %	1,70	+17,4 %	1,99	-2,6 %	1,94
Concours de l'État	0,05	-17,8 %	0,04	+22,1 %	0,05	+22,5 %	0,06
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	0,02	-68,0 %	0,01	+7,9 %	0,01	+161,3 %	0,02
- Autres dotations	0,02	+19,1 %	0,03	+22,5 %	0,03	+1,1 %	0,03
- Péréquations et compensations fiscales	0,01	+0,4 %	0,01	+32,6 %	0,01	-0,5 %	0,01
Subventions reçues et participations	5,41	+4,5 %	5,47	+5,2 %	5,75	+2,3 %	5,88
Ventes de biens et services	4,83	+5,8 %	4,90	+4,9 %	5,14	+4,9 %	5,39
Autres recettes de fonctionnement	1,15	+3,2 %	1,18	+17,6 %	1,39	-7,7 %	1,28
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>3,28</b>	<b>+0,8 %</b>	<b>3,07</b>	<b>+5,1 %</b>	<b>3,23</b>	<b>+6,0 %</b>	<b>3,42</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>1,98</b>	<b>-1,8 %</b>	<b>1,78</b>	<b>+9,8 %</b>	<b>1,95</b>	<b>+8,0 %</b>	<b>2,11</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>5,93</b>	<b>+10,3 %</b>	<b>6,21</b>	<b>+8,9 %</b>	<b>6,76</b>	<b>+3,3 %</b>	<b>6,98</b>
Dépenses d'équipement	5,15	+9,0 %	5,28	+11,7 %	5,90	+1,0 %	5,96
Subventions d'équipement versées	0,28	+7,1 %	0,30	+4,8 %	0,32	-3,2 %	0,31
Autres dépenses d'investissement	0,50	+24,2 %	0,62	-12,4 %	0,55	+31,8 %	0,72
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>2,82</b>	<b>+4,4 %</b>	<b>2,93</b>	<b>+3,8 %</b>	<b>3,04</b>	<b>+6,7 %</b>	<b>3,24</b>
FCTVA	0,26	-12,0 %	0,23	+10,0 %	0,25	+10,3 %	0,27
Dotations et Subventions d'équipement	1,98	+7,7 %	2,12	+0,7 %	2,13	+6,9 %	2,28
Autres recettes d'investissement	0,58	+0,3 %	0,59	+12,6 %	0,66	+5,0 %	0,69
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>16,25</b>	<b>+7,8 %</b>	<b>16,61</b>	<b>+8,6 %</b>	<b>18,05</b>	<b>+1,8 %</b>	<b>18,37</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>16,41</b>	<b>+4,9 %</b>	<b>16,40</b>	<b>+7,0 %</b>	<b>17,55</b>	<b>+2,9 %</b>	<b>18,06</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+0,17</b>		<b>-0,21</b>		<b>-0,49</b>		<b>-0,31</b>
Remboursements de dette (8)	1,29	+4,7 %	1,30	-1,3 %	1,28	+3,0 %	1,32
Emprunts (9)	1,65	+8,3 %	1,76	+4,5 %	1,84	+17,4 %	2,16
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,36		+0,46		+0,56		+0,84
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>17,54</b>	<b>+7,6 %</b>	<b>17,91</b>	<b>+7,9 %</b>	<b>19,33</b>	<b>+1,9 %</b>	<b>19,69</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>18,07</b>	<b>+5,3 %</b>	<b>18,16</b>	<b>+6,8 %</b>	<b>19,39</b>	<b>+4,2 %</b>	<b>20,21</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,53		+0,25		+0,07		+0,53
<b>Dette au 31 décembre (12) (c)</b>	<b>13,91</b>	<b>+2,5 %</b>	<b>13,45</b>	<b>+3,8 %</b>	<b>13,96</b>	<b>+5,6 %</b>	<b>14,74</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	24,1%	-1,0 pt	22,8%	-0,6 pt	22,3%	+0,9 pt	23,1%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	14,6%	-0,9 pt	13,2%	+0,3 pt	13,4%	+0,8 pt	14,2%
Taux d'endettement = (12) / (2)	102,3%	-2,5 pt	99,8%	-3,6 pt	96,2%	+3,3 pt	99,5%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,2 ans	+ 0,1 an	4,4 ans	- 0,1 an	4,3 ans	- 0,0 an	4,3 ans

(a) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).

(b) Les évolutions sont calculées en 2022 en neutralisant les effets de la sortie du Sytral (syndicat transport pour le Rhône et l'agglomération Lyonnaise) du périmètre des collectivités locales. Le Sytral prend la forme d'un établissement public local.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

**A8. Ensemble des collectivités locales y compris syndicats <sup>(a)</sup> - Opérations réelles**

Budgets principaux	Valeurs provisoires						
	2021	2022 / 2021 (b)	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023 (c)	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>189,76</b>	<b>+4,6 %</b>	<b>197,92</b>	<b>+6,1 %</b>	<b>209,89</b>	<b>+3,8 %</b>	<b>217,80</b>
Achats et charges externes	37,77	+8,7 %	40,51	+9,3 %	44,28	+3,5 %	47,05
Frais de personnel	69,11	+5,2 %	72,66	+4,8 %	76,16	+4,4 %	79,48
Charges financières	3,46	-3,3 %	3,33	+27,8 %	4,25	+14,1 %	4,85
Dépenses d'intervention	72,52	+2,6 %	74,41	+4,5 %	77,78	+3,7 %	79,56
Autres dépenses de fonctionnement	6,90	+1,8 %	7,01	+5,9 %	7,42	-7,6 %	6,86
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>229,47</b>	<b>+4,7 %</b>	<b>239,51</b>	<b>+3,6 %</b>	<b>248,15</b>	<b>+2,2 %</b>	<b>253,68</b>
Impôts et taxes	151,36	+4,8 %	158,28	+3,1 %	163,17	+1,7 %	165,87
- Impôts locaux	58,76	+3,8 %	60,96	-5,8 %	57,44	+4,9 %	60,26
- Autres impôts et taxes	92,60	+5,5 %	97,32	+8,6 %	105,73	-0,1 %	105,61
Concours de l'État	36,94	+0,6 %	37,15	+1,9 %	37,85	+0,7 %	38,13
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	26,63	-0,6 %	26,46	+1,2 %	26,77	+1,2 %	27,10
- Autres dotations	1,99	+2,5 %	2,03	+1,5 %	2,07	+0,9 %	2,08
- Péréquations et compensations fiscales	8,32	+4,0 %	8,66	+4,1 %	9,01	-0,8 %	8,94
Subventions reçues et participations	18,37	+7,3 %	19,51	+7,6 %	21,00	+2,6 %	21,54
Ventes de biens et services	14,60	+10,4 %	15,89	+6,3 %	16,90	+5,9 %	18,31
Autres recettes de fonctionnement	8,21	+5,8 %	8,67	+6,4 %	9,23	+6,5 %	9,83
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>39,71</b>	<b>+5,4 %</b>	<b>41,59</b>	<b>-8,0 %</b>	<b>38,26</b>	<b>-6,2 %</b>	<b>35,89</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>24,07</b>	<b>+8,0 %</b>	<b>25,80</b>	<b>-13,9 %</b>	<b>22,21</b>	<b>-11,7 %</b>	<b>19,62</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>63,64</b>	<b>+7,1 %</b>	<b>67,86</b>	<b>+6,9 %</b>	<b>72,57</b>	<b>+6,6 %</b>	<b>77,37</b>
Dépenses d'équipement	44,09	+9,0 %	47,72	+8,5 %	51,78	+6,3 %	55,06
Subventions d'équipement versées	16,27	+2,1 %	16,60	+4,8 %	17,40	+5,2 %	18,31
Autres dépenses d'investissement	3,28	+7,9 %	3,54	-4,3 %	3,38	+18,1 %	4,00
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>26,64</b>	<b>+4,0 %</b>	<b>27,68</b>	<b>+7,5 %</b>	<b>29,77</b>	<b>+4,6 %</b>	<b>31,14</b>
FCTVA	5,96	-4,4 %	5,70	+4,7 %	5,96	+9,4 %	6,52
Dotations et Subventions d'équipement	15,78	+6,1 %	16,72	+10,6 %	18,50	+4,7 %	19,37
Autres recettes d'investissement	4,90	+7,4 %	5,27	+0,9 %	5,31	-1,3 %	5,24
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>253,40</b>	<b>+5,2 %</b>	<b>265,78</b>	<b>+6,3 %</b>	<b>282,47</b>	<b>+4,5 %</b>	<b>295,16</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>256,11</b>	<b>+4,7 %</b>	<b>267,20</b>	<b>+4,0 %</b>	<b>277,92</b>	<b>+2,5 %</b>	<b>284,82</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+2,70</b>		<b>+1,41</b>		<b>-4,54</b>		<b>-10,34</b>
Remboursements de dette (8)	15,64	+1,3 %	15,79	+1,6 %	16,04	+1,4 %	16,26
Emprunts (9)	17,97	+2,2 %	18,35	-2,2 %	17,95	+31,8 %	23,66
Flux net de dette = (9)-(8)	+2,33		+2,55		+1,91		+7,40
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>269,05</b>	<b>+5,0 %</b>	<b>281,58</b>	<b>+6,0 %</b>	<b>298,51</b>	<b>+4,3 %</b>	<b>311,42</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>274,08</b>	<b>+4,5 %</b>	<b>285,54</b>	<b>+3,6 %</b>	<b>295,87</b>	<b>+4,3 %</b>	<b>308,48</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+5,03		+3,97		-2,64		-2,94
<b>Dette au 31 décembre (12) (d)</b>	<b>171,61</b>	<b>+1,2 %</b>	<b>172,82</b>	<b>+1,2 %</b>	<b>174,91</b>	<b>+4,3 %</b>	<b>182,38</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	17,3%	+0,1 pt	17,4%	-1,9 pt	15,4%	-1,3 pt	14,1%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	10,5%	+0,3 pt	10,8%	-1,8 pt	9,0%	-1,2 pt	7,7%
Taux d'endettement = (12) / (2)	74,8%	-2,5 pt	72,2%	-1,7 pt	70,5%	+1,4 pt	71,9%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,3 ans	- 0,2 an	4,2 ans	+ 0,4 an	4,6 ans	+ 0,5 an	5,1 ans

(a) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).

(b) Les évolutions sont calculées en 2022 en neutralisant les effets de la sortie du Sytral (syndicat transport pour le Rhône et l'agglomération Lyonnaise) du périmètre des collectivités locales. Le Sytral prend la forme d'un établissement public local.

(c) Les évolutions des Achats et charges externes, des Dépenses d'intervention et des Ventes de biens et services sont calculées hors CTU Martinique et régions Grand-Est et PACA suite à des modifications d'inscriptions comptables importantes.

(d) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants calculés hors gestion active de la dette.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités, sauf reversements fiscaux.

## 2B. Les budgets annexes des collectivités locales

BENOIT de LAPASSE (DGCL)

### 1. Budgets annexes : définitions et précaution d'utilisation

Parallèlement au budget principal qu'elles élaborent, les collectivités locales peuvent créer des régies pour suivre l'exploitation directe d'un service public industriel et commercial (SPIC) ou pour individualiser la gestion d'un service public administratif (SPA) relevant de leurs compétences. Ces régies ont pour objet d'établir le coût réel d'un service et, s'agissant des SPIC, de s'assurer qu'il est financé par les ressources liées à l'exploitation de l'activité. On peut alors qualifier de "budget annexe" le budget d'une régie, créé en vertu des dispositions de l'article L. 2221-1 et suivants du CGCT, distinct du budget proprement dit, mais voté par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale. Il se distingue en cela des budgets « autonomes », ou « propres », qui sont votés par l'organe délibérant de la régie. Il n'existe pas de définition législative des budgets annexes.

Les organes délibérants peuvent créer une régie dotée de la seule autonomie financière pour la gestion de ses services publics. Pour suivre toute compétence d'un SPA, les collectivités peuvent, si elles le souhaitent, créer un budget, alors soumis à l'instruction budgétaire de la collectivité de rattachement (ex : M14 pour les communes). S'agissant d'un SPIC, le recours au budget annexe constitue en revanche une obligation (article L. 2224-1 et L. 3241-4 du CGCT). Ces budgets doivent être équilibrés et sont soumis à une instruction spécifique M4. Les collectivités ne peuvent pas prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre du SPIC.

L'interprétation de certains ratios doit se faire avec précaution, du fait de la structure particulière des comptes des budgets annexes. Ces budgets sont en effet créés pour gérer certaines activités précises, dont l'équilibre budgétaire peut être très spécifique. Par exemple, une activité de lotissement, associée à des opérations d'aménagement qui s'étalent sur plusieurs années, va entraîner des dépenses sans contrepartie pendant plusieurs années puis une recette importante l'année de revente du terrain une fois aménagé. Les ratios d'endettement qui en résultent peuvent en être artificiellement affectés, selon l'année considérée.

Les définitions des agrégats comptables selon les différentes nomenclatures comptables (instructions budgétaires) sont détaillées dans le tableau mis en ligne avec l'ouvrage.

### 2. Principaux résultats

Avec un montant de 35,4 Md€, les dépenses totales des budgets annexes des collectivités locales représentent (y compris remboursements d'emprunts) l'équivalent de 12 % des dépenses totales de leurs budgets principaux. Pour les groupements de communes à fiscalité propre cette proportion est beaucoup plus importante (48 %), de même que pour les syndicats (25 %). Les budgets annexes des communes sont en revanche nettement moins conséquents (4 %) ; ceux des départements (2 %) et des régions (1 %) restent marginaux.

En 2023, les dépenses de fonctionnement des budgets annexes des collectivités (y compris les syndicats) augmentent plus vite (+8,7 %) que celles des budgets principaux (+6,0 %) comme les deux dernières années.

**Poids des budgets annexes (exercice 2024)**

Exercice 2024		Nombre de budgets	Dépenses totales (y compris remboursements d'emprunts)	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement (hors remboursements d'emprunts)
<b>Ensemble des collectivités locales (y compris syndicats)</b>	<b>Budgets principaux (BP)</b>	<b>45 059</b>	<b>311,4 Md€</b>	<b>217,8 Md€</b>	<b>77,4 Md€</b>
	<b>Budgets annexes (BA)</b>	<b>33 619</b>	<b>36,8 Md€</b>	<b>23,0 Md€</b>	<b>10,7 Md€</b>
	<b>BA / BP (en %)</b>	<b>75%</b>	<b>12%</b>	<b>11%</b>	<b>14%</b>
dont : Communes	Budgets principaux (BP)	34 935	119,1 Md€	82,8 Md€	29,8 Md€
	Budgets annexes (BA)	23 865	5,0 Md€	3,0 Md€	1,5 Md€
	BA / BP (en %)	68%	4%	4%	5%
GFP	Budgets principaux (BP)	1 266	49,5 Md€	32,9 Md€	13,8 Md€
	Budgets annexes (BA)	7 727	24,1 Md€	15,9 Md€	6,3 Md€
	BA / BP (en %)	610%	49%	48%	46%
Départements	Budgets principaux (BP)	95	81,1 Md€	65,8 Md€	12,2 Md€
	Budgets annexes (BA)	346	2,0 Md€	1,4 Md€	0,5 Md€
	BA / BP (en %)	364%	2%	2%	4%
Régions et CTU	Budgets principaux (BP)	17	42,1 Md€	25,0 Md€	14,5 Md€
	Budgets annexes (BA)	21	0,8 Md€	0,1 Md€	0,6 Md€
	BA / BP (en %)	124%	2%	1%	4%
Syndicats	Budgets principaux (BP)	8 746	19,7 Md€	11,4 Md€	7,0 Md€
	Budgets annexes (BA)	1 660	4,87 Md€	2,54 Md€	1,82 Md€
	BA / BP (en %)	19%	25%	22%	26%

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

**B1. Budgets annexes – Communes - Opérations réelles***(en milliards d'euros)**Valeurs provisoires*

budgets annexes	Valeurs provisoires						
	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>2,63</b>	<b>+9,6%</b>	<b>2,89</b>	<b>+3,3%</b>	<b>2,98</b>	<b>+0,7%</b>	<b>3,01</b>
Achats et charges externes	1,41	+13,2%	1,60	+3,1%	1,65	+1,0%	1,66
Frais de personnel	0,72	+6,7%	0,77	+4,0%	0,80	+2,3%	0,82
Charges financières	0,12	-4,3%	0,12	+10,1%	0,13	+5,2%	0,14
Dépenses d'intervention	0,03	+17,1%	0,03	+3,6%	0,03	+7,3%	0,04
Autres dépenses de fonctionnement	0,35	+5,7%	0,37	+0,5%	0,37	-5,7%	0,35
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>3,61</b>	<b>+6,2%</b>	<b>3,84</b>	<b>-3,4%</b>	<b>3,71</b>	<b>-0,8%</b>	<b>3,68</b>
Impôts et taxes	0,01	-8,5%	0,01	-5,6%	0,01	+4,9%	0,01
Concours de l'État	0,00	+107,7%	0,01	-9,4%	0,01	+17,2%	0,01
Subventions reçues et participations	0,64	+3,2%	0,67	+2,5%	0,68	-1,8%	0,67
Ventes de biens et services	2,29	+9,1%	2,50	-7,3%	2,31	-2,0%	2,27
Autres recettes de fonctionnement	0,66	-1,0%	0,66	+5,7%	0,69	+3,7%	0,72
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>0,98</b>	<b>-2,9%</b>	<b>0,95</b>	<b>-23,7%</b>	<b>0,73</b>	<b>-7,3%</b>	<b>0,67</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>1,28</b>	<b>-1,6%</b>	<b>1,25</b>	<b>+11,4%</b>	<b>1,40</b>	<b>+3,9%</b>	<b>1,45</b>
Dépenses d'équipement	1,19	+0,2%	1,20	+12,6%	1,35	+1,0%	1,36
Subventions d'équipement versées	0,01	-61,9%	0,00	-70,3%	0,00	+134,3%	0,00
Autres dépenses d'investissement	0,07	-22,8%	0,05	-9,2%	0,05	+78,3%	0,09
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>0,61</b>	<b>-5,3%</b>	<b>0,57</b>	<b>+8,5%</b>	<b>0,62</b>	<b>+5,3%</b>	<b>0,66</b>
FCTVA	0,06	-2,6%	0,06	+0,5%	0,06	+2,1%	0,06
Dotations et Subventions d'équipement	0,40	+6,1%	0,43	+5,8%	0,45	+7,7%	0,49
Autres recettes d'investissement	0,14	-38,7%	0,09	+27,3%	0,11	-2,7%	0,11
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>3,91</b>	<b>+6,0%</b>	<b>4,14</b>	<b>+5,7%</b>	<b>4,38</b>	<b>+1,7%</b>	<b>4,46</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>4,22</b>	<b>+4,6%</b>	<b>4,41</b>	<b>-1,8%</b>	<b>4,33</b>	<b>+0,0%</b>	<b>4,33</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+0,31</b>		<b>+0,27</b>		<b>-0,05</b>		<b>-0,12</b>
Remboursements de dette (8)	0,61	+3,0%	0,63	-2,1%	0,62	-4,5%	0,59
Emprunts (9)	0,69	+7,2%	0,74	-23,8%	0,56	+10,6%	0,62
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,08		+0,11		-0,05		+0,03
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>4,52</b>	<b>+5,6%</b>	<b>4,77</b>	<b>+4,7%</b>	<b>5,00</b>	<b>+1,0%</b>	<b>5,05</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>4,91</b>	<b>+4,9%</b>	<b>5,15</b>	<b>-5,0%</b>	<b>4,90</b>	<b>+1,3%</b>	<b>4,96</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,39		+0,38		-0,10		-0,09
<b>Dettes au 31 décembre (12) <sup>(a)</sup></b>	<b>5,77</b>	<b>+0,3%</b>	<b>5,79</b>	<b>-2,7%</b>	<b>5,63</b>	<b>-2,7%</b>	<b>5,48</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	27,1%	-2,3 pt	24,8%	-5,2 pt	19,6%	-1,3 pt	18,3%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	10,2%	-1,8 pt	8,3%	-5,4 pt	2,9%	-0,7 pt	2,3%
Taux d'endettement = (12) / (2)	159,7%	-8,9 pt	150,8%	+1,0 pt	151,9%	-2,8 pt	149,1%
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,9 ans	+0,2 an	6,1 ans	+1,7 an	7,8 ans	+0,4 an	8,2 ans

(a) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette

**B2. Budgets annexes – Groupements de communes à fiscalité propre<sup>(a)</sup> - Opérations réelles**

Budgets annexes	Valeurs provisoires						
	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>12,80</b>	<b>+9,0 %</b>	<b>13,95</b>	<b>+9,2 %</b>	<b>15,23</b>	<b>+4,6 %</b>	<b>15,92</b>
Achats et charges externes	7,48	+11,0 %	8,31	+10,1 %	9,14	+5,3 %	9,62
Frais de personnel	2,24	+6,3 %	2,38	+4,7 %	2,50	+6,5 %	2,66
Charges financières	0,42	-4,1 %	0,41	+26,5 %	0,51	+11,2 %	0,57
Dépenses d'intervention	1,42	+9,8 %	1,56	+10,5 %	1,72	-1,0 %	1,71
Autres dépenses de fonctionnement	1,23	+5,1 %	1,29	+4,9 %	1,35	+0,8 %	1,37
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>16,56</b>	<b>+8,3 %</b>	<b>17,94</b>	<b>+6,6 %</b>	<b>19,12</b>	<b>+4,1 %</b>	<b>19,90</b>
Impôts et taxes	5,40	+19,1 %	6,43	+11,1 %	7,15	+6,5 %	7,61
Concours de l'État	0,02	+15,4 %	0,02	+14,7 %	0,02	-2,0 %	0,02
Subventions reçues et participations	2,37	-12,0 %	2,09	-7,5 %	1,93	+0,5 %	1,94
Ventes de biens et services	7,20	+7,6 %	7,74	+4,3 %	8,07	+5,2 %	8,49
Autres recettes de fonctionnement	1,58	+5,4 %	1,66	+17,1 %	1,95	-5,5 %	1,84
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>3,76</b>	<b>+6,2 %</b>	<b>3,99</b>	<b>-2,7 %</b>	<b>3,89</b>	<b>+2,3 %</b>	<b>3,98</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>5,14</b>	<b>+9,0 %</b>	<b>5,60</b>	<b>+3,5 %</b>	<b>5,80</b>	<b>+8,6 %</b>	<b>6,30</b>
Dépenses d'équipement	4,65	+10,3 %	5,13	+8,6 %	5,57	+8,5 %	6,05
Subventions d'équipement versées	0,06	-37,7 %	0,04	+22,9 %	0,04	-9,0 %	0,04
Autres dépenses d'investissement	0,43	+0,4 %	0,43	-59,0 %	0,18	+15,7 %	0,21
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>1,94</b>	<b>-0,9 %</b>	<b>1,92</b>	<b>-11,3 %</b>	<b>1,70</b>	<b>+2,2 %</b>	<b>1,74</b>
FCTVA	0,18	-11,8 %	0,16	+6,1 %	0,17	+11,2 %	0,18
Dotations et Subventions d'équipement	1,06	+1,3 %	1,07	+13,3 %	1,22	+3,5 %	1,26
Autres recettes d'investissement	0,70	-1,4 %	0,69	-53,8 %	0,32	-7,7 %	0,29
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>17,94</b>	<b>+9,0 %</b>	<b>19,55</b>	<b>+7,6 %</b>	<b>21,03</b>	<b>+5,7 %</b>	<b>22,22</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>18,49</b>	<b>+7,4 %</b>	<b>19,86</b>	<b>+4,8 %</b>	<b>20,82</b>	<b>+3,9 %</b>	<b>21,64</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+0,55</b>		<b>+0,31</b>		<b>-0,21</b>		<b>-0,58</b>
Remboursements de dette (8)	1,76	+2,1 %	1,80	+3,7 %	1,86	-0,0 %	1,86
Emprunts (9)	1,67	+24,1 %	2,07	+1,0 %	2,09	+4,8 %	2,19
Flux net de dette = (9)-(8)	-0,10		+0,27		+0,22		+0,32
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>19,70</b>	<b>+8,3 %</b>	<b>21,35</b>	<b>+7,2 %</b>	<b>22,89</b>	<b>+5,2 %</b>	<b>24,08</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>20,16</b>	<b>+8,8 %</b>	<b>21,92</b>	<b>+4,5 %</b>	<b>22,90</b>	<b>+4,0 %</b>	<b>23,83</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,46		+0,58		+0,02		-0,25
<b>Dette au 31 décembre (12)<sup>(b)</sup></b>	<b>20,63</b>	<b>+3,0 %</b>	<b>21,24</b>	<b>+1,4 %</b>	<b>21,55</b>	<b>+3,1 %</b>	<b>22,21</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	22,7%	-0,4 pt	22,3%	-1,9 pt	20,3%	-0,3 pt	20,0%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	12,1%	+0,2 pt	12,2%	-1,7 pt	10,6%	+0,0 pt	10,6%
Taux d'endettement = (12) / (2)	124,6%	-6,2 pt	118,4%	-5,7 pt	112,7%	-1,1 pt	111,6%
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,5 ans	-0,2 an	5,3 ans	+0,2 an	5,5 ans	+0,0 an	5,6 ans

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du Grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

**B3. Budgets annexes – Secteur communal** (communes, groupements à fiscalité propre)<sup>(a)</sup> - Opérations réelles*(en milliards d'euros)**Valeurs provisoires*

Budgets annexes	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>15,43</b>	<b>+9,1%</b>	<b>16,83</b>	<b>+8,2%</b>	<b>18,21</b>	<b>+3,9%</b>	<b>18,93</b>
Achats et charges externes	8,90	+11,3%	9,90	+8,9%	10,79	+4,6%	11,29
Frais de personnel	2,96	+6,4%	3,15	+4,6%	3,30	+5,5%	3,48
Charges financières	0,55	-4,1%	0,52	+22,8%	0,64	+10,0%	0,71
Dépenses d'intervention	1,45	+9,9%	1,59	+10,3%	1,76	-0,9%	1,74
Autres dépenses de fonctionnement	1,58	+5,2%	1,66	+3,9%	1,73	-0,6%	1,72
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>20,17</b>	<b>+8,0%</b>	<b>21,78</b>	<b>+4,8%</b>	<b>22,83</b>	<b>+3,3%</b>	<b>23,58</b>
Impôts et taxes	5,41	+19,1%	6,44	+11,1%	7,16	+6,5%	7,62
Concours de l'État	0,02	+31,6%	0,03	+8,0%	0,03	+2,5%	0,03
Subventions reçues et participations	3,02	-8,7%	2,75	-5,1%	2,61	-0,1%	2,61
Ventes de biens et services	9,48	+7,9%	10,24	+1,5%	10,39	+3,6%	10,76
Autres recettes de fonctionnement	2,24	+3,5%	2,32	+13,9%	2,64	-3,1%	2,56
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>4,74</b>	<b>+4,3%</b>	<b>4,94</b>	<b>-6,7%</b>	<b>4,61</b>	<b>+0,8%</b>	<b>4,65</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>6,42</b>	<b>+6,8%</b>	<b>6,86</b>	<b>+4,9%</b>	<b>7,19</b>	<b>+7,7%</b>	<b>7,75</b>
Dépenses d'équipement	5,85	+8,3%	6,33	+9,4%	6,92	+7,1%	7,41
Subventions d'équipement versées	0,07	-41,9%	0,04	+12,3%	0,05	-4,7%	0,04
Autres dépenses d'investissement	0,50	-2,8%	0,49	-53,4%	0,23	+29,2%	0,29
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>2,54</b>	<b>-1,9%</b>	<b>2,49</b>	<b>-6,7%</b>	<b>2,32</b>	<b>+3,0%</b>	<b>2,39</b>
FCTVA	0,24	-9,5%	0,21	+4,6%	0,22	+8,8%	0,24
Autres dotations et Subventions d'équipement	1,47	+2,6%	1,50	+11,2%	1,67	+4,7%	1,75
Autres recettes d'investissement	0,84	-7,7%	0,77	-44,6%	0,43	-6,4%	0,40
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>21,85</b>	<b>+8,4%</b>	<b>23,69</b>	<b>+7,2%</b>	<b>25,41</b>	<b>+5,0%</b>	<b>26,68</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>22,71</b>	<b>+6,9%</b>	<b>24,27</b>	<b>+3,6%</b>	<b>25,15</b>	<b>+3,3%</b>	<b>25,97</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+0,86</b>		<b>+0,58</b>		<b>-0,26</b>		<b>-0,70</b>
Remboursements de dette (8)	2,37	+2,3%	2,43	+2,2%	2,48	-1,1%	2,45
Emprunts (9)	2,36	+19,1%	2,81	-5,5%	2,65	+6,1%	2,81
Flux net de dette = (9)-(8)	-0,02		+0,38		+0,17		+0,36
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>24,23</b>	<b>+7,8%</b>	<b>26,12</b>	<b>+6,8%</b>	<b>27,89</b>	<b>+4,5%</b>	<b>29,13</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>25,07</b>	<b>+8,0%</b>	<b>27,08</b>	<b>+2,7%</b>	<b>27,80</b>	<b>+3,5%</b>	<b>28,79</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,84		+0,96		-0,09		-0,34
<b>Dette au 31 décembre (12)<sup>(b)</sup></b>	<b>26,40</b>	<b>+2,4%</b>	<b>27,03</b>	<b>+0,5%</b>	<b>27,18</b>	<b>+1,9%</b>	<b>27,70</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	23,5%	-0,8 pt	22,7%	-2,5 pt	20,2%	-0,5 pt	19,7%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	11,7%	-0,2 pt	11,6%	-2,2 pt	9,3%	-0,0 pt	9,3%
Taux d'endettement = (12) / (2)	130,9%	-6,8 pt	124,1%	-5,1 pt	119,1%	-1,6 pt	117,5%
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,6 ans	- 0,1 an	5,5 ans	+ 0,4 an	5,9 ans	+ 0,1 an	6,0 ans

Montants non consolidés ; la consolidation est présentée dans la partie C en incluant les budgets principaux et annexes.

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

**B4. Budgets annexes – Départements <sup>(a)</sup> - Opérations réelles***(en milliards d'euros)**Valeurs provisoires*

Budgets annexes	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>1,20</b>	<b>-0,2 %</b>	<b>1,20</b>	<b>+10,6 %</b>	<b>1,32</b>	<b>+6,2 %</b>	<b>1,41</b>
Achats et charges externes	0,40	-14,2 %	0,35	+5,8 %	0,37	+5,7 %	0,39
Frais de personnel	0,72	+7,8 %	0,78	+11,3 %	0,87	+6,3 %	0,92
Charges financières	0,01	+11,5 %	0,01	+99,2 %	0,01	+22,5 %	0,02
Dépenses d'intervention	0,04	+5,4 %	0,05	+15,8 %	0,05	-0,6 %	0,05
Autres dépenses de fonctionnement	0,02	-17,5 %	0,02	+28,1 %	0,02	+17,6 %	0,03
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>1,40</b>	<b>+2,4 %</b>	<b>1,43</b>	<b>+7,8 %</b>	<b>1,54</b>	<b>+6,5 %</b>	<b>1,65</b>
Impôts et taxes	0,03	-1,2 %	0,03	+7,2 %	0,03	-41,2 %	0,02
Concours de l'État	0,03	+0,5 %	0,03	-1,5 %	0,02	+1,3 %	0,03
Subventions reçues et participations	0,94	+15,5 %	1,08	+4,2 %	1,13	+7,4 %	1,21
Ventes de biens et services	0,54	-10,9 %	0,48	-3,6 %	0,46	+2,2 %	0,47
Autres recettes de fonctionnement	-0,13	+41,6 %	-0,18	-44,5 %	-0,10	-20,3 %	-0,08
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>0,20</b>	<b>+17,4 %</b>	<b>0,24</b>	<b>-6,5 %</b>	<b>0,22</b>	<b>+8,5 %</b>	<b>0,24</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>0,41</b>	<b>+16,9 %</b>	<b>0,48</b>	<b>+5,6 %</b>	<b>0,51</b>	<b>-7,3 %</b>	<b>0,47</b>
Dépenses d'équipement	0,40	+7,1 %	0,42	-4,0 %	0,41	-9,9 %	0,37
Subventions d'équipement versées	0,01	+911,6 %	0,05	+57,0 %	0,09	-16,9 %	0,07
Autres dépenses d'investissement	0,01	-75,7 %	0,00	+532,9 %	0,02	+114,6 %	0,03
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>0,15</b>	<b>+49,2 %</b>	<b>0,23</b>	<b>+46,2 %</b>	<b>0,33</b>	<b>-44,0 %</b>	<b>0,19</b>
FCTVA	0,01	-9,8 %	0,01	+13,0 %	0,01	+54,0 %	0,01
Dotations et subventions d'investissement	0,13	+58,3 %	0,21	+27,3 %	0,27	-37,2 %	0,17
Autres recettes d'investissement	0,01	-12,5 %	0,01	+448,4 %	0,06	-89,5 %	0,01
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>1,61</b>	<b>+4,2 %</b>	<b>1,68</b>	<b>+9,2 %</b>	<b>1,83</b>	<b>+2,5 %</b>	<b>1,88</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>1,55</b>	<b>+7,0 %</b>	<b>1,66</b>	<b>+13,1 %</b>	<b>1,88</b>	<b>-2,4 %</b>	<b>1,83</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>-0,06</b>		<b>-0,02</b>		<b>+0,04</b>		<b>-0,05</b>
Remboursements de dette (8)	0,04	+170,7 %	0,12	-16,5 %	0,10	+14,5 %	0,11
Emprunts (9)	0,13	+31,6 %	0,17	-29,5 %	0,12	+47,4 %	0,17
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,08		+0,05		+0,02		+0,06
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>1,65</b>	<b>+8,5 %</b>	<b>1,79</b>	<b>+7,5 %</b>	<b>1,93</b>	<b>+3,1 %</b>	<b>1,99</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>1,68</b>	<b>+8,8 %</b>	<b>1,83</b>	<b>+9,2 %</b>	<b>1,99</b>	<b>+0,5 %</b>	<b>2,00</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,02		+0,03		+0,06		+0,02
<b>Dettes au 31 décembre (12) <sup>(b)</sup></b>	<b>0,59</b>	<b>+27,1 %</b>	<b>0,74</b>	<b>+0,3 %</b>	<b>0,75</b>	<b>+8,2 %</b>	<b>0,81</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	14,4%	+2,1 pt	16,5%	-2,2 pt	14,3%	+0,3 pt	14,5%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	11,3%	-2,9 pt	8,4%	-0,4 pt	8,0%	-0,2 pt	7,8%
Taux d'endettement = (12) / (2)	41,8%	+10,1 pt	51,9%	-3,6 pt	48,3%	+0,8 pt	49,0%
Délai de désendettement = (12) / (3)	2,9 ans	+0,2 an	3,2 ans	+0,2 an	3,4 ans	-0,0 an	3,4 ans

*(a) Hors collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane et collectivité de Corse, métropole de Lyon et Ville de Paris.**(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles**Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.*

**B5. Budgets annexes – Régions et collectivités territoriales uniques (CTU)<sup>(a)</sup> - Opérations réelles***(en milliards d'euros)**Valeurs provisoires*

Budgets annexes	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>0,119</b>	<b>-2,6 %</b>	<b>0,116</b>	<b>+30,1 %</b>	<b>0,151</b>	<b>-10,8 %</b>	<b>0,134</b>
Achats et charges externes	0,032	+3,6 %	0,033	+16,2 %	0,038	+3,6 %	0,040
Frais de personnel	0,011	+2,7 %	0,011	-13,9 %	0,010	+1,9 %	0,010
Charges financières	0,000	-2,9 %	0,000	-2,5 %	0,000	-0,2 %	0,000
Dépenses d'intervention	0,075	-6,3 %	0,070	+43,8 %	0,101	-19,2 %	0,082
Autres dépenses de fonctionnement	0,001	+17,5 %	0,001	+31,4 %	0,001	+108,2 %	0,003
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>0,113</b>	<b>+3,8 %</b>	<b>0,117</b>	<b>+18,1 %</b>	<b>0,138</b>	<b>+11,4 %</b>	<b>0,154</b>
Impôts et taxes	0,000	+0,0 %	0,000	-	0,000	-	0,000
Concours de l'État	0,000	-	0,000	-	0,000	-	0,000
Subventions reçues et participations	0,100	+2,8 %	0,103	+23,8 %	0,127	+9,3 %	0,139
Ventes de biens et services	0,005	+29,7 %	0,007	-33,3 %	0,004	+44,9 %	0,006
Autres recettes de fonctionnement	0,008	+0,5 %	0,008	-14,4 %	0,006	+29,3 %	0,008
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>-0,006</b>	<b>-</b>	<b>0,001</b>	<b>-</b>	<b>-0,012</b>	<b>-257,9 %</b>	<b>0,020</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>0,247</b>	<b>+15,7 %</b>	<b>0,286</b>	<b>+77,4 %</b>	<b>0,507</b>	<b>+27,3 %</b>	<b>0,646</b>
Dépenses d'équipement	0,003	+132,0 %	0,006	+154,4 %	0,016	-46,4 %	0,008
Subventions d'équipement versées	0,234	+16,8 %	0,274	+77,5 %	0,486	+29,1 %	0,628
Autres dépenses d'investissement	0,010	-41,2 %	0,006	-6,3 %	0,006	+70,1 %	0,009
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>0,241</b>	<b>+7,4 %</b>	<b>0,259</b>	<b>+49,0 %</b>	<b>0,387</b>	<b>+83,2 %</b>	<b>0,708</b>
FCTVA	0,000	-	0,000	-83,6 %	0,000	-100,0 %	0,000
Dotations et subventions d'investissement	0,241	+7,3 %	0,259	+49,1 %	0,386	+82,7 %	0,705
Autres recettes d'investissement	0,000	+203,8 %	0,000	+18,1 %	0,001	+423,5 %	0,003
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>0,366</b>	<b>+9,7 %</b>	<b>0,402</b>	<b>+63,8 %</b>	<b>0,658</b>	<b>+18,5 %</b>	<b>0,780</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>0,354</b>	<b>+6,3 %</b>	<b>0,376</b>	<b>+39,4 %</b>	<b>0,525</b>	<b>+64,3 %</b>	<b>0,862</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>-0,012</b>	<b>-</b>	<b>-0,025</b>	<b>-</b>	<b>-0,133</b>	<b>-</b>	<b>0,082</b>
Remboursements de dette (8)	0,000	+1,5 %	0,000	+0,8 %	0,000	+8694,6 %	0,016
Emprunts (9)	0,034	-63,6 %	0,012	+24,9 %	0,015	-100,0 %	0,000
Flux net de dette =(9)-(8)	0,034	-	0,012	-	0,015	-	-0,016
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>0,366</b>	<b>+9,7 %</b>	<b>0,402</b>	<b>+63,8 %</b>	<b>0,658</b>	<b>+20,9 %</b>	<b>0,796</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>0,388</b>	<b>+0,2 %</b>	<b>0,389</b>	<b>+38,9 %</b>	<b>0,540</b>	<b>+59,6 %</b>	<b>0,862</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	0,022	-	-0,013	-	-0,118	-	0,067
<b>Dettes au 31 décembre (12)<sup>(b)</sup></b>	<b>0,078</b>	<b>+15,4 %</b>	<b>0,091</b>	<b>+16,8 %</b>	<b>0,106</b>	<b>-14,7 %</b>	<b>0,090</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	-5,5%	+6,5 pt	1,1%	-10,1 pt	-9,0%	+21,7 pt	12,7%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	-5,6%	+6,6 pt	0,9%	-10,0 pt	-9,1%	+11,8 pt	2,7%
Taux d'endettement = (12) / (2)	69,6%	+7,8 pt	77,3%	-0,9 pt	76,4%	-17,9 pt	58,5%
Délai de désendettement = (12) / (3)	-	-	71,7 ans	-	-	+ 13,1 an	4,6 ans

*(a) Y compris collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique, de Guyane et de Corse.**(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.**Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M2). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la*

**B6. Budgets annexes – Ensemble des collectivités locales<sup>(a)</sup> - Opérations réelles***(en milliards d'euros)**Valeurs provisoires*

Budgets annexes	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>16,75</b>	<b>+8,3 %</b>	<b>18,15</b>	<b>+8,5 %</b>	<b>19,69</b>	<b>+4,0 %</b>	<b>20,47</b>
Achats et charges externes	9,33	+10,2 %	10,28	+8,8 %	11,19	+4,6 %	11,71
Frais de personnel	3,70	+6,6 %	3,94	+5,8 %	4,17	+5,7 %	4,41
Charges financières	0,55	-4,0 %	0,53	+23,8 %	0,66	+10,2 %	0,72
Dépenses d'intervention	1,57	+9,0 %	1,71	+11,8 %	1,91	-1,8 %	1,88
Autres dépenses de fonctionnement	1,60	+4,9 %	1,68	+4,2 %	1,75	-0,3 %	1,75
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>21,69</b>	<b>+7,6 %</b>	<b>23,33</b>	<b>+5,1 %</b>	<b>24,51</b>	<b>+3,6 %</b>	<b>25,38</b>
Impôts et taxes	5,44	+18,9 %	6,47	+11,0 %	7,19	+6,3 %	7,64
Concours de l'État	0,05	+14,5 %	0,05	+3,4 %	0,05	+1,9 %	0,06
Subventions reçues et participations	4,05	-2,8 %	3,94	-1,8 %	3,87	+2,4 %	3,96
Ventes de biens et services	10,03	+6,9 %	10,72	+1,2 %	10,85	+3,5 %	11,23
Autres recettes de fonctionnement	2,12	+1,2 %	2,14	+18,8 %	2,55	-2,3 %	2,49
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>4,93</b>	<b>+5,0 %</b>	<b>5,18</b>	<b>-6,9 %</b>	<b>4,82</b>	<b>+1,8 %</b>	<b>4,91</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>7,08</b>	<b>+7,7 %</b>	<b>7,63</b>	<b>+7,7 %</b>	<b>8,21</b>	<b>+8,0 %</b>	<b>8,86</b>
Dépenses d'équipement	6,25	+8,2 %	6,76	+8,7 %	7,34	+6,0 %	7,79
Subventions d'équipement versées	0,31	+19,1 %	0,37	+67,3 %	0,62	+20,3 %	0,74
Autres dépenses d'investissement	0,52	-4,9 %	0,50	-50,0 %	0,25	+35,5 %	0,34
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>2,93</b>	<b>+1,5 %</b>	<b>2,98</b>	<b>+2,1 %</b>	<b>3,04</b>	<b>+8,1 %</b>	<b>3,29</b>
FCTVA	0,24	-9,5 %	0,22	+4,9 %	0,23	+10,4 %	0,26
Dotations et Subventions d'équipement	1,84	+7,2 %	1,97	+17,9 %	2,32	+12,8 %	2,62
Autres recettes d'investissement	0,85	-7,7 %	0,79	-38,1 %	0,49	-15,7 %	0,41
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>23,83</b>	<b>+8,2 %</b>	<b>25,77</b>	<b>+8,2 %</b>	<b>27,90</b>	<b>+5,1 %</b>	<b>29,33</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>24,62</b>	<b>+6,9 %</b>	<b>26,31</b>	<b>+4,7 %</b>	<b>27,55</b>	<b>+4,0 %</b>	<b>28,67</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+0,79</b>		<b>+0,53</b>		<b>-0,35</b>		<b>-0,67</b>
Remboursements de dette (8)	2,42	+5,3 %	2,54	+1,3 %	2,58	+0,0 %	2,58
Emprunts (9)	2,52	+18,6 %	2,98	-6,7 %	2,78	+7,2 %	2,98
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,10		+0,44		+0,21		+0,41
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>26,24</b>	<b>+7,9 %</b>	<b>28,32</b>	<b>+7,6 %</b>	<b>30,47</b>	<b>+4,7 %</b>	<b>31,91</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>27,14</b>	<b>+7,9 %</b>	<b>29,29</b>	<b>+3,6 %</b>	<b>30,33</b>	<b>+4,3 %</b>	<b>31,65</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,89		+0,97		-0,14		-0,26
<b>Dette au 31 décembre (12)<sup>(b)</sup></b>	<b>27,07</b>	<b>+3,0 %</b>	<b>27,87</b>	<b>+0,6 %</b>	<b>28,03</b>	<b>+2,0 %</b>	<b>28,60</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	22,8%	-0,5 pt	22,2%	-2,5 pt	19,7%	-0,3 pt	19,3%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	11,6%	-0,3 pt	11,3%	-2,2 pt	9,2%	+0,0 pt	9,2%
Taux d'endettement = (12) / (2)	124,8%	-5,4 pt	119,5%	-5,1 pt	114,4%	-1,7 pt	112,7%
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,5 ans	- 0,1 an	5,4 ans	+ 0,4 an	5,8 ans	+ 0,0 an	5,8 ans

Montants non consolidés entre les différents niveaux de collectivités. La consolidation est présentée à l'annexe 2D en incluant les budgets principaux.

(a) Y compris les établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du Grand Paris (MGP).

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette

**B7. Syndicats<sup>(a)</sup> - Opérations réelles**

(en milliards d'euros)

Valeurs provisoires

Budgets annexes	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2023 / 2022	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>2,02</b>	<b>+13,6 %</b>	<b>2,30</b>	<b>+10,5 %</b>	<b>2,54</b>	<b>+0,1 %</b>	<b>2,54</b>
Achats et charges externes	1,10	+26,8 %	1,40	+11,1 %	1,55	+2,1 %	1,58
Frais de personnel	0,47	+7,0 %	0,51	+6,4 %	0,54	+0,2 %	0,54
Charges financières	0,11	+2,0 %	0,11	+40,3 %	0,15	+2,7 %	0,16
Dépenses d'intervention	0,14	-52,4 %	0,07	+11,3 %	0,08	-2,1 %	0,07
Autres dépenses de fonctionnement	0,20	+10,7 %	0,22	+1,1 %	0,22	-15,5 %	0,19
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>2,84</b>	<b>+7,0 %</b>	<b>3,04</b>	<b>+10,1 %</b>	<b>3,34</b>	<b>-3,2 %</b>	<b>3,24</b>
Impôts et taxes	0,12	+8,2 %	0,13	+9,1 %	0,14	+2,9 %	0,15
Concours de l'État	0,00	+5,8 %	0,00	+28,5 %	0,00	-27,8 %	0,00
Subventions reçues et participations	0,63	+1,7 %	0,64	+9,4 %	0,70	+7,0 %	0,75
Ventes de biens et services	1,55	+11,9 %	1,74	+8,9 %	1,89	-1,6 %	1,86
Autres recettes de fonctionnement	0,53	-1,2 %	0,52	+15,4 %	0,60	-21,6 %	0,47
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>0,82</b>	<b>-9,4 %</b>	<b>0,74</b>	<b>+9,0 %</b>	<b>0,80</b>	<b>-13,6 %</b>	<b>0,70</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>1,84</b>	<b>+2,5 %</b>	<b>1,89</b>	<b>-1,9 %</b>	<b>1,85</b>	<b>-1,9 %</b>	<b>1,82</b>
Dépenses d'équipement	1,69	+4,0 %	1,76	-3,8 %	1,69	+0,2 %	1,70
Subventions d'équipement versées	0,03	-19,2 %	0,03	-2,3 %	0,03	-73,2 %	0,01
Autres dépenses d'investissement	0,11	-13,1 %	0,10	+32,3 %	0,13	-14,4 %	0,11
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>0,93</b>	<b>+2,8 %</b>	<b>0,96</b>	<b>-6,8 %</b>	<b>0,89</b>	<b>-4,5 %</b>	<b>0,85</b>
FCTVA	0,03	+5,0 %	0,03	-4,1 %	0,03	-7,1 %	0,03
Dotations et Subventions d'équipement	0,77	-0,6 %	0,76	-1,1 %	0,76	-5,7 %	0,71
Autres recettes d'investissement	0,14	+21,0 %	0,17	-33,3 %	0,11	+4,0 %	0,11
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>3,86</b>	<b>+8,3 %</b>	<b>4,18</b>	<b>+4,9 %</b>	<b>4,39</b>	<b>-0,7 %</b>	<b>4,36</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>3,77</b>	<b>+6,0 %</b>	<b>3,99</b>	<b>+6,1 %</b>	<b>4,24</b>	<b>-3,5 %</b>	<b>4,09</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>-0,09</b>		<b>-0,19</b>		<b>-0,15</b>		<b>-0,27</b>
Remboursements de dette (8)	0,40	+18,1 %	0,47	+2,8 %	0,48	+5,4 %	0,51
Emprunts (9)	0,60	+12,8 %	0,67	-12,8 %	0,59	-2,2 %	0,57
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,20		+0,20		+0,10		+0,06
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>4,26</b>	<b>+9,2 %</b>	<b>4,65</b>	<b>+4,7 %</b>	<b>4,87</b>	<b>-0,1 %</b>	<b>4,87</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>4,37</b>	<b>+6,9 %</b>	<b>4,67</b>	<b>+3,4 %</b>	<b>4,82</b>	<b>-3,3 %</b>	<b>4,66</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,11		+0,01		-0,05		-0,20
<b>Dette au 31 décembre (12)<sup>(b)</sup></b>	<b>5,27</b>	<b>+3,8 %</b>	<b>5,48</b>	<b>+1,6 %</b>	<b>5,56</b>	<b>-0,3 %</b>	<b>5,55</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	28,7%	-4,4 pt	24,3%	-0,3 pt	24,1%	-2,6 pt	21,5%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	14,7%	-5,9 pt	8,8%	+0,8 pt	9,6%	-3,9 pt	5,7%
Taux d'endettement = (12) / (2)	185,9%	-5,5 pt	180,4%	-13,9 pt	166,5%	+5,0 pt	171,4%
Délai de désendettement = (12) / (3)	6,5 ans	+ 0,9 an	7,4 ans	- 0,5 an	6,9 ans	+ 1,1 an	8,0 ans

(a) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

**B8. Ensemble des collectivités locales y compris syndicats<sup>(a)</sup> - Opérations réelles**

Budgets annexes	(en milliards d'euros)					Valeurs provisoires		
	2020	2021 / 2020	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2023 / 2019
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>17,99</b>	<b>+4,4 %</b>	<b>18,77</b>	<b>+8,9 %</b>	<b>20,44</b>	<b>+8,7 %</b>	<b>22,22</b>	<b>+23,5 %</b>
Achats et charges externes	9,78	+6,7 %	10,43	+12,0 %	11,68	+9,1 %	12,74	+28,7 %
Frais de personnel	4,03	+3,4 %	4,17	+6,7 %	4,45	+5,9 %	4,71	+21,0 %
Charges financières	0,72	-8,6 %	0,66	-3,0 %	0,64	+26,4 %	0,81	+11,1 %
Dépenses d'intervention	1,67	+2,8 %	1,71	+3,8 %	1,78	+11,8 %	1,99	+26,7 %
Autres dépenses de fonctionnement	1,79	+0,7 %	1,80	+5,6 %	1,90	+3,8 %	1,97	+3,5 %
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>23,05</b>	<b>+6,4 %</b>	<b>24,52</b>	<b>+7,5 %</b>	<b>26,36</b>	<b>+5,3 %</b>	<b>27,77</b>	<b>+20,8 %</b>
Impôts et taxes	5,17	+7,6 %	5,56	+18,7 %	6,60	+11,0 %	7,33	+41,9 %
Concours de l'État	0,04	+13,5 %	0,05	+14,2 %	0,05	+4,4 %	0,06	-49,6 %
Subventions reçues et participations	4,59	+2,0 %	4,69	-2,2 %	4,58	-1,3 %	4,52	+2,4 %
Ventes de biens et services	10,72	+8,0 %	11,58	+7,6 %	12,46	+2,1 %	12,72	+14,7 %
Autres recettes de fonctionnement	2,52	+4,9 %	2,65	+0,7 %	2,66	+17,9 %	3,14	+42,7 %
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>5,06</b>	<b>+13,6 %</b>	<b>5,75</b>	<b>+3,0 %</b>	<b>5,92</b>	<b>-6,2 %</b>	<b>5,55</b>	<b>+11,2 %</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>8,12</b>	<b>+9,8 %</b>	<b>8,92</b>	<b>+6,7 %</b>	<b>9,51</b>	<b>+5,8 %</b>	<b>10,06</b>	<b>+6,6 %</b>
Dépenses d'équipement	7,12	+11,5 %	7,94	+7,3 %	8,52	+6,1 %	9,04	+7,4 %
Subventions d'équipement versées	0,32	+6,9 %	0,34	+15,4 %	0,40	+62,5 %	0,64	+219,8 %
Autres dépenses d'investissement	0,68	-6,5 %	0,64	-6,4 %	0,60	-36,1 %	0,38	-53,6 %
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>3,46</b>	<b>+11,9 %</b>	<b>3,87</b>	<b>+1,8 %</b>	<b>3,94</b>	<b>-0,0 %</b>	<b>3,94</b>	<b>+6,1 %</b>
FCTVA	0,21	+28,7 %	0,27	-8,0 %	0,25	+3,8 %	0,26	+22,5 %
Dotations et Subventions d'équipement	2,32	+12,5 %	2,61	+4,9 %	2,74	+12,5 %	3,08	+28,3 %
Autres recettes d'investissement	0,93	+6,6 %	0,99	-3,8 %	0,95	-37,2 %	0,60	-45,6 %
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>26,11</b>	<b>+6,1 %</b>	<b>27,69</b>	<b>+8,2 %</b>	<b>29,96</b>	<b>+7,8 %</b>	<b>32,28</b>	<b>+17,7 %</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>26,50</b>	<b>+7,1 %</b>	<b>28,39</b>	<b>+6,7 %</b>	<b>30,30</b>	<b>+4,6 %</b>	<b>31,71</b>	<b>+18,8 %</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+0,39</b>		<b>+0,70</b>		<b>+0,34</b>		<b>-0,57</b>	
Remboursements de dette (8)	2,70	+4,2 %	2,81	+7,1 %	3,01	+1,5 %	3,06	+14,2 %
Emprunts (9)	3,35	-7,1 %	3,11	+17,5 %	3,66	-7,8 %	3,37	-13,6 %
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,65		+0,30		+0,64		+0,31	
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>28,81</b>	<b>+5,9 %</b>	<b>30,50</b>	<b>+8,1 %</b>	<b>32,97</b>	<b>+7,2 %</b>	<b>35,34</b>	<b>+17,4 %</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>29,85</b>	<b>+5,5 %</b>	<b>31,50</b>	<b>+7,8 %</b>	<b>33,96</b>	<b>+3,3 %</b>	<b>35,08</b>	<b>+14,6 %</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+1,04		+1,00		+0,99		-0,26	
<b>Dettes au 31 décembre (12)<sup>(b)</sup></b>	<b>32,44</b>	<b>-0,3 %</b>	<b>32,34</b>	<b>+3,1 %</b>	<b>33,34</b>	<b>+0,7 %</b>	<b>33,59</b>	<b>+7,2 %</b>
<b>Ratios</b>								
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	22,0%	+1,5 pt	23,4%	-1,0 pt	22,5%	-2,5 pt	20,0%	-1,7 pt
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	10,2%	+1,7 pt	12,0%	-0,9 pt	11,0%	-2,0 pt	9,0%	-1,1 pt
Taux d'endettement = (12) / (2)	140,8%	-8,9 pt	131,9%	-5,4 pt	126,5%	-5,5 pt	121,0%	-15,3 pt
Délai de désendettement = (12) / (3)	6,4 ans	-0,8 an	5,6 ans	+0,0 an	5,6 ans	+0,4 an	6,0 ans	-0,2 an

Montants non consolidés entre les différents niveaux de collectivités. La consolidation est présentée à l'annexe 2D en incluant les budgets principaux.

(a) Non compris les établissements publics locaux.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

## 2C. Consolidation des budgets principaux et annexes des collectivités locales

BENOIT de LAPASSE (DGCL)

### 1. Neutraliser certains doubles comptes

La publication des comptes complets des collectivités locales implique de présenter les budgets annexes (BA), en plus de leurs budgets principaux (BP) (*cf. parties A et B*). Additionner simplement ces comptes négligerait cependant le fait que certaines dépenses et recettes correspondent en réalité à des flux entre le budget principal et ses budgets annexes. C'est par exemple le cas pour le remboursement des frais correspondant à une mise à disposition de personnel. Les subventions aux établissements chargés d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC) peuvent aussi, sous certaines conditions, être versées à des budgets annexes. En additionnant ces montants, on surestimerait les dépenses et les recettes globales des collectivités.

Un groupe de travail a été constitué en 2018 par la DGCL et l'OFGL pour élaborer et documenter une méthode permettant d'estimer le montant des flux à neutraliser. Il a rassemblé des membres de la DGFIP, de la Cour des comptes, de la Caisse des dépôts, de La Banque postale, de l'AdCF ainsi que des représentants du monde universitaire, et des personnalités qualifiées (*cf. l'édition 2018 du rapport de l'OFGL pour le détail des méthodes adoptées*). On identifie les comptes à neutraliser et on soustrait, en dépenses et en recettes, le montant de ces flux entre le budget principal et ses budgets annexes.

### 2. Intégrer les syndicats dans le champ global des comptes consolidés

Présenter un compte consolidé des collectivités locales nécessite aussi de lui intégrer les syndicats. D'une part, ils représentent un volume de dépenses du même ordre de grandeur que les budgets annexes, et d'autre part, ils leur sont en quelque sorte complémentaires : tandis que les dépenses des budgets annexes augmentent beaucoup plus vite que celles des budgets principaux, les dépenses des syndicats ont baissé en 2016 et 2017. La complémentarité la plus évidente s'observe pour les activités de transports, de voirie et le traitement des déchets. Cumulées, les dépenses des budgets annexes et des syndicats évoluaient ainsi comme celles des seuls budgets principaux. Négliger les syndicats reviendrait alors à biaiser l'évolution des dépenses (et des recettes) des collectivités (*cf. le bulletin d'information statistique de la DGCL BIS n°126, novembre 2018*).

### 3. Précautions d'utilisation et d'interprétation

Ce travail doit être considéré comme une approche « statistique » de la consolidation des flux entre BP et BA et non comme une instruction comptable. Il arrive en effet que des collectivités affectent des montants dans des comptes non prévus à cet usage, ou dont le libellé reste ambigu. Par exemple, une somme déclarée une année en « Subvention de fonctionnement versée aux établissements à caractère administratif » (compte 657363) peut l'année suivante être affectée, après réflexion de la collectivité, au compte 6521 : « Prise en charge du déficit du BA ». Si dans le même temps le BA a correctement enregistré chaque année ce flux dans le compte 7552 : « Prise en charge du déficit par le BP », les règles de neutralisation préconisées ici peuvent générer des apparences d'irrégularités comptables. D'autres collectivités présentent des cas symétriques, et sur un nombre suffisamment grand de collectivités les aléas d'enregistrement comptable se compensent, comme dans toute approche statistique. Appliquées à une seule collectivité, ces règles perdraient en revanche leur robustesse.

## Consolidation entre budgets principaux et annexes : définitions

Pour obtenir le compte consolidé, on soustrait à la somme des BP et des BA le montant correspondant aux opérations suivantes :

ANNEXE 2C - LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES (CONSOLIDATIONS DES BP ET DES BA)

Nature des flux	Communes (BP+BA)	GFP (BP+BA)	Départements (BP+BA)	Régions (BP+BA)	CTU (BP+BA)
<b>Dépenses de fonctionnement</b>					
<b>Achats et charges externes</b>					
Remboursements de frais des BP aux BA :	Crédit net du 70871 des BA	Crédit net du 70871 des BA	Débit net du 62872 des BP	Crédit net du 70871 des BA	Crédit net du 70871 des BA
Remboursements de frais des BA aux BP :	Débit net du 62871(M14) et 6287 (M14A et M4+) des BA	Débit net du 62871 (M14, M57) et 6287 (M14A et M4+) des BA	Crédit net du 70872 des BP	Débit net du 62871 (M71, M57) et 6287 (M14A et M4+) des BA	Débit net du 62871 (M71, M57) et 6287 (M14A et M4+) des BA
<b>Frais de personnel</b>					
Personnel facturé aux BA :	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA	Crédit net du 70842 des BP	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA
<b>Charges financières</b>					
Remboursements d'intérêts aux BP :	Débit net du 661133 des BA	Débit net du 661133 des BA			
<b>Dépenses d'intervention</b>					
Subventions de fonctionnement des BP aux BA :	Débit net du 6573621 et 6573622 des BP	Débit net du 6573621 et 6573622 (65736221 en M57) des BP	Débit net du 6573621 et 6573622 (65736221 en M57) des BP	Crédit net du 7472 (M71, M43) et 747 (M49) des BA	Crédit net du 7472, 7473 (M71, M43) et 747 (M49) des BA
<b>Autres dépenses de fonctionnement</b>					
Prise en charge par le BP du déficit des BA :	Débit net du 6521 des BP	Débit net du 6521 (65821 en M57) des BP	Débit net du 65821 des BP	Crédit net du 75822 des BA	Crédit net du 75822 des BA
Reversement au BP de l'excédent des BA :	Débit net du 6522 (M14 et M14A) et 672 (M4+) des BA	Débit net du 6522 (M14 et M14A), 65822 (M57) et 672 (M4+) des BA	Crédit net du 75821 et 75861 des BP	Débit net du 65822 (M71, M57) et 672 (M4+) des BA	Débit net du 65822 (M71, M57) et 672 (M4+) des BA
Subventions exceptionnelles aux BA :	Débit net du 67441 des BP	Débit net du 67441 (67431 en M57 avant 2018) des BP	Débit net du 6743 des BP	Crédit net du 7748 (M71, M57) et 774 (M4+) des BA	Crédit net du 7748 (M71, M57) et 774 (M4+) des BA
<b>Recettes de fonctionnement</b>					
<b>Impôts et taxes</b>					
<b>Concours de l'État</b>					
<b>Subventions reçues et participations</b>					
Subventions de fonctionnement des BP aux BA :	Débit net du 6573621 et 6573622 des BP	Débit net du 6573621 et 6573622 (65736221 en M57) des BP	Débit net du 6573621 et 6573622 (65736221 en M57) des BP	Crédit net du 7472 (M71, M43) et 747 (M49) des BA	Crédit net du 7472, 7473 (M71, M43) et 747 (M49) des BA
<b>Ventes de biens et services</b>					
Remboursements de frais des BP aux BA :	Crédit net du 70871 des BA	Crédit net du 70871 des BA	Débit net du 62872 des BP	Crédit net du 70871 des BA	Crédit net du 70871 des BA
Remboursements de frais des BA aux BP :	Débit net du 62871(M14) et 6287 (M14A et M4+) des BA	Débit net du 62871 (M14, M57) et 6287 (M14A et M4+) des BA	Crédit net du 70872 des BP	Débit net du 62871 (M71, M57) et 6287 (M14A et M4+) des BA	Débit net du 62871 (M71, M57) et 6287 (M14A et M4+) des BA
Personnel facturé aux BA :	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA	Crédit net du 70842 des BP	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA	Débit net du 6215 (M14) et 6511 (M57) des BA
<b>Autres recettes de fonctionnement</b>					
Remboursements d'intérêts aux BP :	Débit net du 661133 des BA	Débit net du 661133 des BA			
Prise en charge par le BP du déficit des BA :	Débit net du 6521 des BP	Débit net du 6521 (65821 en M57) des BP	Débit net du 65821 des BP	Crédit net du 75822 des BA	Crédit net du 75822 des BA
Reversement au BP de l'excédent des BA :	Débit net du 6522 (M14 et M14A) et 672 (M4+) des BA	Débit net du 6522 (M14 et M14A), 65822 (M57) et 672 (M4+) des BA	Crédit net du 75821 et 75861 des BP	Débit net du 65822 (M71, M57) et 672 (M4+) des BA	Débit net du 65822 (M71, M57) et 672 (M4+) des BA
Subventions exceptionnelles aux BA :	Débit net du 67441 des BP	Débit net du 67441 (67431 en M57 avant 2018) des BP	Débit net du 6743 des BP	Crédit net du 7748 (M71, M57) et 774 (M4+) des BA	Crédit net du 7748 (M71, M57) et 774 (M4+) des BA

## ANNEXE 2C - LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES (CONSOLIDATIONS DES BP ET DES BA)

Nature des flux	Communes (BP+BA)	GFP (BP+BA)	Départements (BP+BA)	Régions (BP+BA)	CTU (BP+BA)
		2018) des BP		(M4+) des BA	(M4+) des BA
Dépenses d'investissement hors remboursements					
Dépenses d'équipement					
Subventions d'équipement versées					
Subventions d'investissement des BP aux BA :	Débit du 204163 et 204164 des BP	Débit du 204163 et 204164 des BP	Crédit du 1313, 1323 et 1383 des BA	Crédit du 1312, 1322 et 1382 des BA	Crédit du 1312, 1322, 1382 et 1313, 1323 et 1383 des BA
Autres dépenses d'investissement					
Emprunts des BA aux BP :	Crédit du 168741 et 168748 des BA	Crédit du 168751 et 168758 des BA			
Recettes d'investissement hors emprunts					
FCTVA					
Autres dotations et subventions d'équipement					
Subventions d'investissement des BP aux BA :	Débit du 204163 et 204164 des BP	Débit du 204163 et 204164 des BP	Crédit du 1313, 1323 et 1383 des BA	Crédit du 1312, 1322 et 1382 des BA	Crédit du 1312, 1322, 1382 et 1313, 1323 et 1383 des BA
Autres recettes d'investissement					
Remboursements des emprunts par les BA :	Débit du 168741 et 168748 des BA	Débit du 168751 et 168758 des BA			
Remboursements de dette					
Remboursements des emprunts par les BA :	Débit du 168741 et 168748 des BA	Débit du 168751 et 168758 des BA			
Emprunts					
Emprunts des BA aux BP :	Crédit du 168741 et 168748 des BA	Crédit du 168751 et 168758 des BA			

*Lecture : les achats et charges externes des communes sont égaux à la somme des achats et charges externes des BP et des BA, de laquelle on soustrait les remboursements de frais entre BP et BA. Les remboursements de frais des BP vers les BA sont estimés par le crédit net du compte 70871 des BA ; les remboursements de frais des BA vers les BP sont estimés par le débit net des comptes 62871 des BA en M14, 6287 des BA en M14A et M4, M41, M42, M43, M49, M22. Ces remboursements de frais versés respectivement par le BP et par le BA se retrouvent par symétrie en recette du BA et du BP, et ils sont donc soustraits aussi du montant des « ventes de biens et services » des communes.*

Les montants soustraits étant identiques en recettes et en dépenses, la consolidation est neutre sur l'épargne brute et sur la variation du fonds de roulement. Les flux croisés sont donc nuls sur ces lignes dans les tableaux des résultats. Les différences entre l'épargne brute avant et après consolidation, et entre variations du fonds de roulement avant et après consolidation, ne proviennent que de l'ajout des budgets annexes.

## C1. Consolidation BP et BA des communes

(en milliards d'euros)

BP et BA consolidés	Valeurs provisoires						
	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>73,28</b>	<b>+6,0%</b>	<b>77,70</b>	<b>+4,9%</b>	<b>81,48</b>	<b>+4,5%</b>	<b>85,11</b>
Achats et charges externes	18,56	+11,3%	20,65	+8,1%	22,32	+3,8%	23,17
Frais de personnel	39,96	+4,9%	41,92	+3,5%	43,41	+4,7%	45,45
Charges financières	1,55	-6,0%	1,46	+16,2%	1,70	+9,0%	1,85
Dépenses d'intervention	9,91	+3,1%	10,22	+4,1%	10,64	+5,4%	11,22
Autres dépenses de fonctionnement	3,29	+4,5%	3,44	-0,8%	3,42	+0,2%	3,42
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>87,43</b>	<b>+5,3%</b>	<b>92,10</b>	<b>+5,2%</b>	<b>96,86</b>	<b>+3,2%</b>	<b>99,98</b>
Impôts et taxes	56,59	+4,6%	59,18	+6,4%	62,99	+2,6%	64,61
Concours de l'État	14,93	+2,3%	15,27	+2,9%	15,72	+3,3%	16,24
Subventions reçues et participations	3,93	+6,9%	4,20	+4,5%	4,39	+0,7%	4,42
Ventes de biens et services	8,14	+12,4%	9,15	+1,8%	9,31	+5,8%	9,85
Autres recettes de fonctionnement	3,84	+12,0%	4,31	+3,3%	4,45	+9,5%	4,87
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>14,15</b>	<b>+1,8%</b>	<b>14,40</b>	<b>+6,8%</b>	<b>15,38</b>	<b>-3,3%</b>	<b>14,87</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>23,65</b>	<b>+10,1%</b>	<b>26,05</b>	<b>+9,3%</b>	<b>28,47</b>	<b>+9,4%</b>	<b>31,16</b>
Dépenses d'équipement	21,14	+11,8%	23,64	+10,2%	26,04	+9,6%	28,54
Subventions d'équipement versées	1,53	-3,5%	1,48	+4,8%	1,55	+3,1%	1,60
Autres dépenses d'investissement	0,97	-5,0%	0,92	-4,5%	0,88	+15,5%	1,02
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>11,84</b>	<b>+4,8%</b>	<b>12,41</b>	<b>+5,0%</b>	<b>13,03</b>	<b>+4,7%</b>	<b>13,64</b>
FCTVA	2,99	+4,9%	2,84	+2,7%	2,92	+10,9%	3,24
Dotations et subventions d'équipement	6,38	+6,1%	6,77	+9,4%	7,41	+6,6%	7,90
Autres recettes d'investissement	2,47	+12,9%	2,79	-3,5%	2,69	-7,2%	2,50
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>96,93</b>	<b>+7,0%</b>	<b>103,75</b>	<b>+6,0%</b>	<b>109,95</b>	<b>+5,7%</b>	<b>116,27</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>99,27</b>	<b>+5,3%</b>	<b>104,51</b>	<b>+5,1%</b>	<b>109,88</b>	<b>+3,4%</b>	<b>113,62</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+2,35</b>		<b>+0,76</b>		<b>-0,07</b>		<b>-2,65</b>
Remboursements de dette (8)	6,95	-0,5%	6,92	+2,3%	7,08	-0,9%	7,02
Emprunts (9)	7,08	+15,0%	8,13	-13,9%	7,00	+12,5%	7,88
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,12		+1,21		-0,07		+0,86
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>103,88</b>	<b>+6,5%</b>	<b>110,67</b>	<b>+5,8%</b>	<b>117,03</b>	<b>+5,3%</b>	<b>123,29</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>106,35</b>	<b>+5,9%</b>	<b>112,64</b>	<b>+3,8%</b>	<b>116,89</b>	<b>+3,9%</b>	<b>121,51</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+2,47		+1,98		-0,14		-1,78
<b>Dette au 31 décembre (12) <sup>(a)</sup></b>	<b>70,61</b>	<b>+1,2%</b>	<b>71,45</b>	<b>-0,3%</b>	<b>71,25</b>	<b>+1,1%</b>	<b>72,02</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,2%	-0,5 pt	15,6%	+0,2 pt	15,9%	-1,0 pt	14,9%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	8,2%	-0,1 pt	8,1%	+0,4 pt	8,6%	-0,7 pt	7,9%
Taux d'endettement = (12) / (2)	80,8%	-3,2 pt	77,6%	-4,0 pt	73,6%	-1,5 pt	72,0%
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,0 ans	-0,0 an	5,0 ans	-0,3 an	4,6 ans	+0,2 an	4,8 ans

(a) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes y compris EPSM (en M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

**C2. - Consolidation BP et BA des Groupements de communes à fiscalité propre <sup>(a)</sup>***(en milliards d'euros)**Valeurs provisoires*

BP et BA consolidés	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>38,00</b>	<b>+6,7%</b>	<b>40,54</b>	<b>+8,7%</b>	<b>44,08</b>	<b>+6,3%</b>	<b>46,87</b>
Achats et charges externes	14,46	+8,6%	15,71	+9,8%	17,24	+4,8%	18,07
Frais de personnel	12,17	+6,7%	12,98	+6,0%	13,75	+9,4%	15,04
Charges financières	0,95	-1,9%	0,93	+31,9%	1,23	+11,2%	1,36
Dépenses d'intervention	8,34	+5,2%	8,77	+6,8%	9,37	+6,2%	9,95
Autres dépenses de fonctionnement	2,09	+3,1%	2,15	+15,6%	2,49	-1,8%	2,44
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>47,94</b>	<b>+7,4%</b>	<b>51,47</b>	<b>+7,4%</b>	<b>55,26</b>	<b>+5,5%</b>	<b>58,27</b>
Impôts et taxes	23,84	+11,1%	26,49	+10,1%	29,15	+5,0%	30,59
Concours de l'État	9,57	+0,2%	9,59	+2,2%	9,80	+2,4%	10,04
Subventions reçues et participations	3,02	-6,4%	2,83	+0,8%	2,85	+6,8%	3,04
Ventes de biens et services	9,53	+8,8%	10,37	+4,5%	10,84	+9,7%	11,89
Autres recettes de fonctionnement	1,98	+10,5%	2,19	+19,1%	2,61	+3,7%	2,70
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>9,94</b>	<b>+9,9%</b>	<b>10,93</b>	<b>+2,2%</b>	<b>11,18</b>	<b>+2,0%</b>	<b>11,40</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>15,55</b>	<b>+7,9%</b>	<b>16,78</b>	<b>+6,7%</b>	<b>17,91</b>	<b>+11,2%</b>	<b>19,93</b>
Dépenses d'équipement	12,37	+6,9%	13,23	+9,2%	14,45	+11,2%	16,07
Subventions d'équipement versées	1,95	+8,9%	2,13	+8,0%	2,30	+12,2%	2,58
Autres dépenses d'investissement	1,22	+16,3%	1,42	-17,9%	1,17	+9,5%	1,28
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>6,27</b>	<b>+0,8%</b>	<b>6,32</b>	<b>-0,2%</b>	<b>6,31</b>	<b>+7,8%</b>	<b>6,80</b>
FCTVA	1,37	-14,9%	1,17	+5,7%	1,23	+13,9%	1,41
Dotations et subventions d'équipement	3,24	+7,3%	3,47	+6,4%	3,70	+7,6%	3,98
Autres recettes d'investissement	1,66	+0,9%	1,68	-18,1%	1,38	+2,8%	1,41
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>53,55</b>	<b>+7,0%</b>	<b>57,32</b>	<b>+8,2%</b>	<b>61,99</b>	<b>+7,7%</b>	<b>66,80</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>54,22</b>	<b>+6,6%</b>	<b>57,79</b>	<b>+6,5%</b>	<b>61,57</b>	<b>+5,7%</b>	<b>65,07</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+0,67</b>		<b>+0,47</b>		<b>-0,43</b>		<b>-1,72</b>
Remboursements de dette (8)	4,44	+1,1%	4,48	+1,2%	4,54	+1,4%	4,60
Emprunts (9)	4,54	+17,1%	5,32	-1,2%	5,26	+17,7%	6,19
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,11		+0,84		+0,72		+1,59
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>57,98</b>	<b>+6,6%</b>	<b>61,80</b>	<b>+7,7%</b>	<b>66,53</b>	<b>+7,3%</b>	<b>71,40</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>58,76</b>	<b>+7,4%</b>	<b>63,11</b>	<b>+5,9%</b>	<b>66,82</b>	<b>+6,6%</b>	<b>71,26</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,77		+1,31		+0,29		-0,14
<b>Dette au 31 décembre (12) <sup>(b)</sup></b>	<b>48,79</b>	<b>+2,4%</b>	<b>49,95</b>	<b>+2,0%</b>	<b>50,94</b>	<b>+4,2%</b>	<b>53,06</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	20,7%	+0,5 pt	21,2%	-1,0 pt	20,2%	-0,7 pt	19,6%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	11,5%	+1,0 pt	12,5%	-0,5 pt	12,0%	-0,3 pt	11,7%
Taux d'endettement = (12) / (2)	101,8%	-4,7 pt	97,0%	-4,9 pt	92,2%	-1,1 pt	91,1%
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,9 ans	-0,3 an	4,6 ans	-0,0 an	4,6 ans	+0,1 an	4,7 ans

*(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du Grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.**(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.**Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes y compris EPSM (en M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.*

**C3. Consolidation BP et BA des Départements** <sup>(a)</sup>

(en milliards d'euros)

Valeurs provisoires

BP et BA consolidés	2021	2022 / 2021 (b)	2022	2023 / 2022 (c)	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>58,65</b>	<b>+2,8%</b>	<b>60,30</b>	<b>+6,6%</b>	<b>64,24</b>	<b>+4,0%</b>	<b>66,82</b>
Achats et charges externes	4,12	+6,1%	4,37	+9,4%	4,77	+1,6%	4,85
Frais de personnel	13,04	+5,2%	13,71	+7,3%	14,71	+3,6%	15,24
Charges financières	0,58	-0,7%	0,58	+31,6%	0,76	+12,0%	0,85
Dépenses d'intervention	40,40	+1,7%	41,10	+5,7%	43,41	+4,3%	45,27
Autres dépenses de fonctionnement	0,51	+5,8%	0,54	+8,5%	0,58	+2,6%	0,60
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>70,17</b>	<b>+3,2%</b>	<b>72,44</b>	<b>-1,0%</b>	<b>71,67</b>	<b>+0,4%</b>	<b>71,94</b>
Impôts et taxes	51,58	+3,4%	53,31	-3,2%	51,57	-1,6%	50,73
Concours de l'État	10,24	-1,9%	10,05	-0,6%	9,98	+0,1%	9,99
Subventions reçues et participations	5,85	+13,2%	6,63	+13,1%	7,50	+11,3%	8,34
Ventes de biens et services	0,91	-3,5%	0,88	+0,5%	0,89	+8,5%	0,96
Autres recettes de fonctionnement	1,58	-0,8%	1,57	+10,7%	1,74	+10,3%	1,92
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>11,53</b>	<b>+5,3%</b>	<b>12,14</b>	<b>-39,0%</b>	<b>7,43</b>	<b>-31,0%</b>	<b>5,12</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>11,77</b>	<b>+7,4%</b>	<b>12,64</b>	<b>+2,5%</b>	<b>12,97</b>	<b>-2,7%</b>	<b>12,62</b>
Dépenses d'équipement	7,78	+8,1%	8,42	+2,3%	8,61	-2,8%	8,37
Subventions d'équipement versées	3,71	+5,2%	3,90	+3,1%	4,03	-1,8%	3,95
Autres dépenses d'investissement	0,28	+16,2%	0,33	+0,3%	0,33	-10,2%	0,29
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>2,75</b>	<b>+9,2%</b>	<b>3,00</b>	<b>+15,2%</b>	<b>3,46</b>	<b>-1,8%</b>	<b>3,40</b>
FCTVA	1,01	+6,6%	1,08	+11,0%	1,20	+2,3%	1,22
Dotations et subventions d'équipement	1,33	+16,6%	1,55	+21,0%	1,88	-1,8%	1,84
Autres recettes d'investissement	0,41	-8,2%	0,38	+3,5%	0,39	-14,0%	0,33
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>70,41</b>	<b>+3,6%</b>	<b>72,94</b>	<b>+5,9%</b>	<b>77,21</b>	<b>+2,9%</b>	<b>79,44</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>72,92</b>	<b>+3,5%</b>	<b>75,44</b>	<b>-0,4%</b>	<b>75,13</b>	<b>+0,3%</b>	<b>75,34</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+2,50</b>		<b>+2,50</b>		<b>-2,08</b>		<b>-4,09</b>
Remboursements de dette (8)	3,56	-3,6%	3,44	-2,6%	3,36	-3,6%	3,23
Emprunts (9)	3,02	-15,6%	2,54	+18,6%	3,02	+80,7%	5,46
Flux net de dette =(9)-(8)	-0,55		-0,89		-0,34		+2,22
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>73,98</b>	<b>+3,2%</b>	<b>76,38</b>	<b>+5,5%</b>	<b>80,57</b>	<b>+2,6%</b>	<b>82,67</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>75,94</b>	<b>+2,7%</b>	<b>77,98</b>	<b>+0,2%</b>	<b>78,15</b>	<b>+3,4%</b>	<b>80,80</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+1,96		+1,61		-2,41		-1,87
<b>Dettes au 31 décembre (12) <sup>(b)</sup></b>	<b>32,36</b>	<b>-2,5%</b>	<b>31,55</b>	<b>-0,9%</b>	<b>31,26</b>	<b>+7,1%</b>	<b>33,48</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,4%	+0,3 pt	16,8%	-6,4 pt	10,4%	-3,2 pt	7,1%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	11,3%	+0,7 pt	12,0%	-6,4 pt	5,7%	-3,1 pt	2,6%
Taux d'endettement = (12) / (2)	46,1%	-2,6 pt	43,6%	+0,1 pt	43,6%	+2,9 pt	46,5%
Délai de désendettement = (12) / (3)	2,8 ans	-0,2 an	2,6 ans	+1,6 an	4,2 ans	2,3 ans	6,5 ans

(a) Hors collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane et collectivité de Corse, métropole de Lyon et Ville de Paris.

(b) Évolution calculée à périmètre constant c'est-à-dire hors Pyrénées-Orientales et Seine-Saint-Denis suite à la recentralisation du RSA pour ces départements au 1er janvier 2022.

(c) Évolution calculée à périmètre constant c'est-à-dire hors Ariège suite à la recentralisation du RSA pour ce département au 1er janvier 2023.

(d) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes y compris EPSM (en M2). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

**C4. Consolidation BP et BA des régions et des CTU<sup>(a)</sup>***(en milliards d'euros)**Valeurs provisoires*

BP et BA consolidés	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>22,64</b>	<b>+3,0%</b>	<b>23,31</b>	<b>+5,3%</b>	<b>24,55</b>	<b>+2,1%</b>	<b>25,06</b>
Achats et charges externes	4,18	+4,4%	4,37	+15,1%	5,03	+25,8%	6,32
Frais de personnel	4,29	+3,5%	4,44	+4,8%	4,65	+3,7%	4,82
Charges financières	0,56	+0,1%	0,56	+52,9%	0,86	+26,3%	1,08
Dépenses d'intervention	13,00	+4,1%	13,54	+0,4%	13,59	-8,2%	12,48
Autres dépenses de fonctionnement	0,61	-32,9%	0,41	+3,5%	0,43	-17,1%	0,35
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>28,39</b>	<b>+4,0%</b>	<b>29,54</b>	<b>+3,0%</b>	<b>30,41</b>	<b>+2,0%</b>	<b>31,03</b>
Impôts et taxes	22,64	+5,5%	23,88	+2,4%	24,46	+3,8%	25,39
Concours de l'État	2,21	+2,4%	2,26	+4,3%	2,36	-21,0%	1,86
Subventions reçues et participations	2,74	+3,6%	2,84	-1,4%	2,80	-16,2%	2,35
Ventes de biens et services	0,17	+14,8%	0,19	+67,4%	0,32	+136,4%	0,76
Autres recettes de fonctionnement	0,64	-43,3%	0,36	+29,0%	0,47	+42,1%	0,66
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>5,75</b>	<b>+8,3%</b>	<b>6,23</b>	<b>-5,8%</b>	<b>5,86</b>	<b>+1,8%</b>	<b>5,97</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>13,47</b>	<b>-0,7%</b>	<b>13,38</b>	<b>+6,3%</b>	<b>14,22</b>	<b>+6,8%</b>	<b>15,18</b>
Dépenses d'équipement	3,89	+0,3%	3,91	+5,6%	4,12	-5,4%	3,90
Subventions d'équipement versées	8,86	+0,1%	8,87	+7,1%	9,51	+9,3%	10,39
Autres dépenses d'investissement	0,72	-16,3%	0,60	-1,7%	0,59	+51,8%	0,89
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>5,57</b>	<b>+0,7%</b>	<b>5,61</b>	<b>+16,1%</b>	<b>6,52</b>	<b>+7,9%</b>	<b>7,03</b>
FCTVA	0,57	+5,5%	0,60	-1,7%	0,59	+6,7%	0,63
Dotations et subventions d'équipement	4,44	+1,1%	4,49	+19,6%	5,37	+7,2%	5,76
Autres recettes d'investissement	0,56	-7,2%	0,52	+6,8%	0,55	+16,3%	0,64
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>36,11</b>	<b>+1,6%</b>	<b>36,69</b>	<b>+5,6%</b>	<b>38,76</b>	<b>+3,8%</b>	<b>40,24</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>33,97</b>	<b>+3,5%</b>	<b>35,15</b>	<b>+5,1%</b>	<b>36,93</b>	<b>+3,1%</b>	<b>38,06</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>-2,15</b>		<b>-1,54</b>		<b>-1,84</b>		<b>-2,18</b>
Remboursements de dette (8)	1,75	+19,9%	2,10	+6,7%	2,24	+16,1%	2,60
Emprunts (9)	4,09	-16,1%	3,43	+1,8%	3,49	+38,4%	4,83
Flux net de dette =(9)-(8)	+2,34		+1,33		+1,25		+2,23
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>37,87</b>	<b>+2,4%</b>	<b>38,79</b>	<b>+5,7%</b>	<b>41,00</b>	<b>+4,5%</b>	<b>42,84</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>38,06</b>	<b>+1,4%</b>	<b>38,59</b>	<b>+4,8%</b>	<b>40,42</b>	<b>+6,1%</b>	<b>42,89</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,19		-0,21		-0,58		+0,06
<b>Dette au 31 décembre (12)<sup>(b)</sup></b>	<b>33,01</b>	<b>+3,8%</b>	<b>34,28</b>	<b>+3,6%</b>	<b>35,53</b>	<b>+6,0%</b>	<b>37,67</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	20,3%	+0,8 pt	21,1%	-1,8 pt	19,3%	-0,0 pt	19,2%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	14,1%	-0,1 pt	14,0%	-2,0 pt	11,9%	-1,1 pt	10,9%
Taux d'endettement = (12) / (2)	116,3%	-0,2 pt	116,1%	+0,8 pt	116,8%	+4,6 pt	121,4%
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,7 ans	- 0,2 an	5,5 ans	+ 0,6 an	6,1 ans	+ 0,3 an	6,3 ans

*(a) Collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et de Guyane et collectivité de Corse.**(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.**Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes y compris EPSM (en M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.*

## C5. Consolidation BP et BA des syndicats

BP et BA consolidés	Valeurs provisoires						
	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>12,03</b>	<b>+7,7 %</b>	<b>12,38</b>	<b>+8,5 %</b>	<b>13,44</b>	<b>+1,9 %</b>	<b>13,69</b>
Achats et charges externes	6,50	+11,0 %	6,67	+7,6 %	7,18	+3,1 %	7,40
Frais de personnel	3,00	+6,2 %	3,18	+5,8 %	3,37	+7,6 %	3,62
Charges financières	0,48	-4,2 %	0,44	+18,2 %	0,52	+12,2 %	0,58
Dépenses d'intervention	1,01	-2,6 %	0,98	+6,5 %	1,04	+1,4 %	1,06
Autres dépenses de fonctionnement	1,04	+8,7 %	1,12	+19,5 %	1,34	-22,8 %	1,03
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>16,12</b>	<b>+5,4 %</b>	<b>16,20</b>	<b>+7,9 %</b>	<b>17,47</b>	<b>+1,9 %</b>	<b>17,81</b>
Impôts et taxes	2,27	+6,6 %	2,01	+15,4 %	2,33	+0,4 %	2,34
Concours de l'État	0,05	-16,8 %	0,04	+22,4 %	0,05	+19,9 %	0,06
Subventions reçues et participations	5,93	+4,8 %	6,03	+4,8 %	6,32	+4,0 %	6,57
Ventes de biens et services	6,22	+7,1 %	6,45	+5,6 %	6,81	+5,1 %	7,16
Autres recettes de fonctionnement	1,65	+1,0 %	1,66	+18,1 %	1,96	-14,4 %	1,68
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>4,09</b>	<b>-1,5 %</b>	<b>3,81</b>	<b>+5,8 %</b>	<b>4,03</b>	<b>+2,1 %</b>	<b>4,12</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>7,75</b>	<b>+8,5 %</b>	<b>8,09</b>	<b>+6,3 %</b>	<b>8,60</b>	<b>+2,1 %</b>	<b>8,78</b>
Dépenses d'équipement	6,84	+7,7 %	7,04	+7,8 %	7,59	+0,8 %	7,65
Subventions d'équipement versées	0,30	+8,6 %	0,32	+2,3 %	0,33	-10,1 %	0,30
Autres dépenses d'investissement	0,62	+17,3 %	0,72	-6,2 %	0,68	+22,8 %	0,83
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>3,74</b>	<b>+4,3 %</b>	<b>3,88</b>	<b>+1,0 %</b>	<b>3,92</b>	<b>+4,1 %</b>	<b>4,08</b>
FCTVA	0,28	-10,3 %	0,26	+8,3 %	0,28	+8,5 %	0,30
Dotations et subventions d'équipement	2,73	+5,8 %	2,88	+0,0 %	2,88	+3,5 %	2,98
Autres recettes d'investissement	0,72	+4,2 %	0,75	+2,5 %	0,77	+4,9 %	0,81
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>19,79</b>	<b>+8,1 %</b>	<b>20,48</b>	<b>+7,6 %</b>	<b>22,04</b>	<b>+2,0 %</b>	<b>22,48</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>19,86</b>	<b>+5,2 %</b>	<b>20,08</b>	<b>+6,6 %</b>	<b>21,40</b>	<b>+2,3 %</b>	<b>21,90</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+0,07</b>		<b>-0,40</b>		<b>-0,65</b>		<b>-0,58</b>
Remboursements de dette (8)	1,69	+8,0 %	1,77	-0,2 %	1,76	+3,7 %	1,83
Emprunts (9)	2,25	+9,5 %	2,43	-0,3 %	2,42	+12,6 %	2,73
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,56		+0,67		+0,66		+0,90
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>21,47</b>	<b>+8,1 %</b>	<b>22,24</b>	<b>+7,0 %</b>	<b>23,80</b>	<b>+2,1 %</b>	<b>24,31</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>22,11</b>	<b>+5,6 %</b>	<b>22,51</b>	<b>+5,8 %</b>	<b>23,82</b>	<b>+3,4 %</b>	<b>24,63</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,63		+0,27		+0,02		+0,32
<b>Dette au 31 décembre (12)<sup>(b)</sup></b>	<b>19,18</b>	<b>+2,9 %</b>	<b>18,93</b>	<b>+3,2 %</b>	<b>19,53</b>	<b>+3,9 %</b>	<b>20,29</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	25,4%	-1,6 pt	23,5%	-0,4 pt	23,1%	+0,0 pt	23,1%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	14,9%	-1,9 pt	12,6%	+0,4 pt	13,0%	-0,1 pt	12,9%
Taux d'endettement = (12) / (2)	119,0%	-2,9 pt	116,9%	-5,1 pt	111,7%	+2,1 pt	113,9%
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,7 ans	+ 0,2 an	5,0 ans	- 0,1 an	4,8 ans	+ 0,1 an	4,9 ans

(a) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) Les évolutions sont calculées en 2022 en neutralisant les effets de la sortie du Sytral (syndicat transport pour le Rhône et l'agglomération Lyonnaise) du périmètre des collectivités locales. Le Sytral prend la forme d'un établissement public local.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes y compris EPSM (en M22). Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

## 2D. Consolidation des budgets entre les différentes collectivités locales

BENOIT de LAPASSE (DGCL)

1) De même qu'il faut neutraliser les flux entre le budget principal (BP) d'une collectivité et ses budgets annexes (BA) pour pouvoir agréger l'ensemble de ses budgets, il faut neutraliser les flux entre les différentes collectivités pour pouvoir agréger les comptes des collectivités : flux entre communes pour présenter un compte de l'ensemble des communes, flux entre communes et groupements à fiscalité propre (GFP) pour les comptes du bloc communal, flux entre bloc communal, départements et régions pour présenter le compte de l'ensemble des collectivités locales.

Le groupe de travail précédemment évoqué (*cf. partie C sur la consolidation entre BP et BA*) a abouti à des préconisations sur les comptes à considérer pour estimer de la façon la plus vraisemblable possible les montants à neutraliser. Ces comptes sont présentés dans le tableau de définitions.

2) Les montants et les évolutions de certains comptes sont plus affectés que d'autres par la consolidation : la différence est concentrée sur les agrégats les plus impactés par la consolidation (*cf. tableau page suivante*) et ceux pour lesquels la différence est la plus grande entre, d'une part, budgets principaux et, d'autre part, les syndicats et les budgets annexes.

3) On peut décomposer par région les comptes consolidés. Pour comparer correctement les régions entre elles, il faut comparer les montants par habitant, tant en niveau qu'en évolution. Si les dépenses des collectivités dans une région augmentent, cela peut aussi refléter un besoin dû à une population qui augmente. Au cours des années 2010, la population française augmentait assez régulièrement de +0,5 % chaque année. Mais tandis qu'elle diminuait en Martinique et en Guadeloupe et qu'elle stagnait en Bourgogne-Franche-Comté et dans le Grand-Est, elle augmentait bien plus que la moyenne en Guyane, en Corse et en Occitanie.

## D1. Consolidation entre personnes morales distinctes : communes et groupements à fiscalité propre (GFP) (bloc communal) - 2021

Lecture : les achats et charges externes consolidés des collectivités du bloc communal sont égaux à la somme des achats et charges externes des budgets principaux et annexes des communes et des GFP (moins les flux BP-BA neutralisés), de laquelle on soustrait les remboursements de frais entre communes et GFP. Les remboursements de frais des communes aux GFP sont estimés par le crédit net du compte 70875 des GFP ; les remboursements de frais des GFP vers les communes sont estimés par le débit net du compte 62875 des GFP. Ces remboursements de frais versés respectivement par les communes et par les GFP se retrouvent par symétrie en recette des GFP et des communes, et ils sont donc soustraits aussi du montant des « ventes de biens et services » des collectivités du bloc communal.

<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>Comptes qui estiment les flux à neutraliser :</b>
<b>Achats et charges externes</b>	
Remboursements de frais des communes aux GFP :	Crédit net du 70875 des GFP
Remboursements de frais des GFP aux communes :	Débit net du 62875 des GFP
<b>Frais de personnel</b>	
Personnel facturé aux communes :	Crédit net du 70845 des GFP
Personnel facturé aux GFP :	Débit net du 6217 des GFP
<b>Charges financières</b>	
Remboursements d'intérêts aux GFP :	Crédit net du 76231 des GFP
Remboursements d'intérêts aux communes :	Débit net du 661131 des GFP
<b>Dépenses d'intervention</b>	
Subventions de fonctionnement des communes aux GFP :	Crédit net du 74741 et 74748 des GFP
Subventions de fonctionnement des GFP aux communes :	Débit net du 657341 et 657348 des GFP
<b>Autres dépenses de fonctionnement</b>	
<b>Recettes de fonctionnement</b>	
<b>Impôts et taxes</b>	
<b>Concours de l'État</b>	
<b>Subventions reçues et participations</b>	
Subventions de fonctionnement des communes aux GFP :	Crédit net du 74741 et 74748 des GFP
Subventions de fonctionnement des GFP aux communes :	Débit net du 657341 et 657348 des GFP
<b>Ventes de biens et services</b>	
Remboursements de frais des communes aux GFP :	Crédit net du 70875 des GFP
Remboursements de frais des GFP aux communes :	Débit net du 62875 des GFP
Personnel facturé aux communes :	Crédit net du 70845 des GFP
Personnel facturé aux GFP :	Débit net du 6217 des GFP
<b>Autres recettes de fonctionnement</b>	
Remboursements d'intérêts aux GFP :	Crédit net du 76231 des GFP
Remboursements d'intérêts aux communes :	Débit net du 661131 des GFP
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements</b>	
<b>Dépenses d'équipement</b>	
<b>Subventions d'équipement versées</b>	
Subventions d'investissement des communes aux GFP :	Crédit du 13141, 13241, 13148, et 13248 des GFP
Subventions d'investissement des GFP aux communes :	Débit du 204141 et 204148 des GFP
<b>Autres dépenses d'investissement</b>	
<b>Recettes d'investissement hors emprunts</b>	
<b>FCTVA</b>	
<b>Autres dotations et Subventions d'équipement</b>	
Subventions d'investissement des communes aux GFP :	Crédit du 13141, 13241, 13148, et 13248 des GFP
Subventions d'investissement des GFP aux communes :	Débit du 204141 et 204148 des GFP
<b>Autres recettes d'investissement</b>	
Remboursements d'emprunts par les GFP aux communes :	Crédit du 276341 et 276348 des GFP
Remboursements d'emprunts par les communes aux GFP :	Débit du 168741 et 168748 des GFP
<b>Remboursements de dette</b>	
Remboursements d'emprunts par les GFP aux communes :	Crédit du 276341 et 276348 des GFP
Remboursements d'emprunts par les communes aux GFP :	Débit du 168741 et 168748 des GFP
<b>Emprunts</b>	

**D1. Consolidation du bloc communal (hors syndicats)**

Comptes et niveaux consolidés	Valeurs provisoires						
	2021	2022 / 2021	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>109,56</b>	<b>+6,3%</b>	<b>116,47</b>	<b>+6,2%</b>	<b>123,74</b>	<b>+4,7%</b>	<b>129,58</b>
Achats et charges externes	32,60	+10,2%	35,92	+8,8%	39,08	+4,2%	40,72
Frais de personnel	51,01	+5,4%	53,77	+4,2%	56,01	+5,0%	58,80
Charges financières	2,49	-4,3%	2,38	+22,5%	2,91	+10,0%	3,20
Dépenses d'intervention	18,09	+4,0%	18,81	+5,4%	19,83	+5,8%	20,98
Autres dépenses de fonctionnement	5,38	+4,0%	5,59	+5,5%	5,90	-0,6%	5,87
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>133,66</b>	<b>+6,1%</b>	<b>141,81</b>	<b>+6,0%</b>	<b>150,29</b>	<b>+3,7%</b>	<b>155,85</b>
Impôts et taxes	80,42	+6,5%	85,67	+7,6%	92,14	+3,3%	95,20
Concours de l'État	24,50	+1,5%	24,86	+2,7%	25,52	+3,0%	26,28
Subventions reçues et participations	6,79	+0,8%	6,84	+3,2%	7,06	+2,9%	7,27
Ventes de biens et services	16,14	+11,2%	17,95	+3,2%	18,52	+5,5%	19,54
Autres recettes de fonctionnement	5,81	+11,6%	6,48	+8,7%	7,05	+7,4%	7,57
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>24,09</b>	<b>+5,1%</b>	<b>25,33</b>	<b>+4,8%</b>	<b>26,56</b>	<b>-1,1%</b>	<b>26,28</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>38,60</b>	<b>+9,4%</b>	<b>42,23</b>	<b>+8,2%</b>	<b>45,67</b>	<b>+9,9%</b>	<b>50,21</b>
Dépenses d'équipement	33,52	+10,0%	36,88	+9,8%	40,49	+10,2%	44,61
Subventions d'équipement versées	2,89	+4,0%	3,01	+4,2%	3,13	+5,1%	3,29
Autres dépenses d'investissement	2,19	+6,9%	2,34	-12,6%	2,05	+12,1%	2,30
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>17,42</b>	<b>+3,6%</b>	<b>18,04</b>	<b>+2,7%</b>	<b>18,53</b>	<b>+5,1%</b>	<b>19,49</b>
FCTVA	4,36	-8,0%	4,01	+3,6%	4,16	+11,8%	4,65
Autres dotations et Subventions d'équipement	9,03	+6,9%	9,65	+7,8%	10,40	+5,8%	11,00
Autres recettes d'investissement	4,03	+8,8%	4,38	-9,1%	3,98	-3,5%	3,84
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>148,17</b>	<b>+7,1%</b>	<b>158,70</b>	<b>+6,7%</b>	<b>169,41</b>	<b>+6,1%</b>	<b>179,78</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>151,07</b>	<b>+5,8%</b>	<b>159,85</b>	<b>+5,6%</b>	<b>168,83</b>	<b>+3,9%</b>	<b>175,34</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+2,90</b>		<b>+1,15</b>		<b>-0,58</b>		<b>-4,44</b>
Remboursements de dette (8)	11,28	+0,3%	11,31	+1,9%	11,53	+0,1%	11,55
Emprunts (9)	11,62	+15,8%	13,45	-8,9%	12,26	+14,7%	14,07
Flux net de dette = (9)-(8)	0,34		2,14		0,73		2,52
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>159,45</b>	<b>+6,6%</b>	<b>170,01</b>	<b>+6,4%</b>	<b>180,94</b>	<b>+5,7%</b>	<b>191,33</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>162,69</b>	<b>+6,5%</b>	<b>173,30</b>	<b>+4,5%</b>	<b>181,09</b>	<b>+4,6%</b>	<b>189,41</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+3,24		+3,29		+0,15		-1,92
<b>Dette au 31 décembre (12) <sup>(b)</sup></b>	<b>119,40</b>	<b>+1,7%</b>	<b>121,40</b>	<b>+0,7%</b>	<b>122,19</b>	<b>+2,4%</b>	<b>125,08</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	18,0%	-0,2 pt	17,9%	-0,2 pt	17,7%	-0,8 pt	16,9%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	9,6%	+0,3 pt	9,9%	+0,1 pt	10,0%	-0,5 pt	9,5%
Taux d'endettement = (12) / (2)	89,3%	-3,7 pt	85,6%	-4,3 pt	81,3%	-1,0 pt	80,3%
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,0 ans	-0,2 an	4,8 ans	-0,2 an	4,6 ans	+0,2 an	4,8 ans

(a) Y compris métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du Grand Paris (MGP).

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes, consolidés des flux croisés. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette

## D2. Consolidation entre personnes morales distinctes : ensemble (y compris syndicats)

Lecture : les dépenses d'intervention consolidés de l'ensemble des collectivités locales sont égales à la somme des dépenses d'intervention consolidées du bloc communal (voir D1), des syndicats (voir C5, des départements (voir C3) et des régions (voir C4) de laquelle on soustrait les subventions de fonctionnement entre personnes morales distinctes : du bloc communal auquel on ajoute les syndicats à cette étape de la consolidation (BC) aux départements et aux régions (et CTU), des départements au BC et aux régions, des régions au BC et aux départements etc. Le flux de subvention de fonctionnement du BC (y compris syndicats) aux départements est estimé par le débit net des comptes 65733 et 6552 des communes (hors Martinique et Guyane). Ces subventions du BC aux départements se retrouvent par symétrie en recette des départements, et ils sont donc soustraits aussi des recettes de fonctionnement (dans le sous-total "Subventions reçues et participations").

Bloc communal y compris syndicats [BC] +Départements +Régions +CTU	
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>Comptes qui estiment les flux à neutraliser :</b>
<b>Achats et charges externes</b>	
<b>Frais de personnel</b>	
<b>Charges financières</b>	
<b>Dépenses d'intervention</b>	
Subventions de fonctionnement du BC aux départements	Débit net du 65733 et 6552 du BC (hors Martinique et Guyane)
Subventions de fonctionnement du BC aux régions	Débit net du 65732 du BC
Subventions de fonctionnement du BC aux CTU	Débit net du 65732 et 6552 du BC de Martinique et Guyane
Subventions de fonctionnement des départements au BC	Crédit net du 7473 du BC
Subventions de fonctionnement des régions au BC	Crédit net du 7472 du BC (hors Martinique et Guyane)
Subventions de fonctionnement des CTU au BC	Crédit net du 7472 et 7473 du BC de Martinique et Guyane
Subventions de fonctionnement des régions aux départements	Crédit net du 7472 des départements
Subventions de fonctionnement des départements aux régions	Débit net du 65732 des départements
<b>Autres dépenses de fonctionnement</b>	
<b>Recettes de fonctionnement</b>	
<b>Impôts et taxes</b>	
<b>Concours de l'État</b>	
<b>Subventions reçues et participations</b>	
Subventions de fonctionnement du BC aux départements	Débit net du 65733 et 6552 du BC (hors Martinique et Guyane)
Subventions de fonctionnement du BC aux régions	Débit net du 65732 du BC
Subventions de fonctionnement du BC aux CTU	Débit net du 65732 et 6552 du BC de Martinique et Guyane
Subventions de fonctionnement des départements au BC	Crédit net du 7473 du BC
Subventions de fonctionnement des régions au BC	Crédit net du 7472 du BC (hors Martinique et Guyane)
Subventions de fonctionnement des CTU au BC	Crédit net du 7472 et 7473 du BC de Martinique et Guyane
Subventions de fonctionnement des régions aux départements	Crédit net du 7472 des départements
Subventions de fonctionnement des départements aux régions	Débit net du 65732 des départements
<b>Ventes de biens et services</b>	
<b>Autres recettes de fonctionnement</b>	
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements</b>	
<b>Dépenses d'équipement</b>	
<b>Subventions d'équipement versées</b>	
Subventions d'investissement du BC aux départements	Débit du 20413 du BC
Subventions d'investissement du BC aux régions	Débit du 20412 du BC
Subventions d'investissement des départements au BC	Crédit du 1313, 1323, 1383 du BC
Subventions d'investissement des régions au BC	Crédit du 1312, 1322, 1382 du BC
Subventions d'investissement des régions aux départements	Crédit du 1312, 1322, 1382 des départements
Subventions d'investissement des départements aux régions	Débit du 20412 des départements
<b>Autres dépenses d'investissement</b>	
<b>Recettes d'investissement hors emprunts</b>	
<b>FCTVA</b>	
<b>Autres dotations et subventions d'équipement</b>	
Subventions d'investissement du BC aux départements	Débit du 20413 du BC
Subventions d'investissement du BC aux régions	Débit du 20412 du BC
Subventions d'investissement des départements au BC	Crédit du 1313, 1323, 1383 du BC
Subventions d'investissement des régions au BC	Crédit du 1312, 1322, 1382 du BC
Subventions d'investissement des régions aux départements	Crédit du 1312, 1322, 1382 des départements

## ANNEXE 2D - LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES (CONSOLIDATIONS ENTRE COLLECTIVITÉS)

Subventions d'investissement des départements aux régions	Débit du 20412 des départements
<b>Autres recettes d'investissement</b>	
Remboursements d'emprunts du BC aux régions	Débit du 16872 du BC
Remboursements d'emprunts du BC aux départements	Débit du 16873 du BC
Remboursements d'emprunts des régions au BC	Crédit du 27632 du BC
Remboursements d'emprunts des départements au BC	Crédit du 27633 du BC
<b>Remboursements de dette</b>	
Remboursements d'emprunts du BC aux régions	Débit du 16872 du BC
Remboursements d'emprunts du BC aux départements	Débit du 16873 du BC
Remboursements d'emprunts des régions au BC	Crédit du 27632 du BC
Remboursements d'emprunts des départements au BC	Crédit du 27633 du BC
<b>Emprunts</b>	

**D2. Consolidation de l'ensemble des collectivités (y compris syndicats) <sup>(a)</sup>**

Comptes et niveaux consolidés	Valeurs provisoires						
	2021	2022 / 2021 (c)	2022	2023 / 2022	2023	2024 / 2023	2024
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>201,09</b>	<b>+5,0 %</b>	<b>210,68</b>	<b>+6,4 %</b>	<b>224,10</b>	<b>+4,1 %</b>	<b>233,26</b>
Achats et charges externes	47,39	+9,4 %	51,32	+9,2 %	56,06	+5,8 %	59,30
Frais de personnel	71,34	+5,3 %	75,10	+4,8 %	78,74	+4,8 %	82,49
Charges financières	4,11	-3,3 %	3,96	+27,7 %	5,05	+13,3 %	5,72
Dépenses d'intervention	70,71	+2,6 %	72,65	+4,6 %	76,01	+2,5 %	77,91
Autres dépenses de fonctionnement	7,54	+1,6 %	7,66	+7,6 %	8,25	-4,8 %	7,85
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>246,57</b>	<b>+5,0 %</b>	<b>258,22</b>	<b>+3,8 %</b>	<b>268,01</b>	<b>+2,5 %</b>	<b>274,75</b>
Impôts et taxes	156,92	+5,3 %	164,88	+3,4 %	170,50	+1,9 %	173,66
Concours de l'État	36,99	+0,6 %	37,21	+1,9 %	37,91	+0,7 %	38,18
Subventions reçues et participations	19,54	+5,8 %	20,58	+6,1 %	21,84	+3,7 %	22,65
Ventes de biens et services	23,44	+9,5 %	25,47	+4,2 %	26,54	+7,1 %	28,42
Autres recettes de fonctionnement	9,68	+3,9 %	10,08	+11,3 %	11,22	+5,5 %	11,83
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>45,47</b>	<b>+5,0 %</b>	<b>47,54</b>	<b>-7,6 %</b>	<b>43,91</b>	<b>-5,5 %</b>	<b>41,49</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>67,49</b>	<b>+7,5 %</b>	<b>72,23</b>	<b>+6,9 %</b>	<b>77,25</b>	<b>+6,8 %</b>	<b>82,50</b>
Dépenses d'équipement	52,03	+8,7 %	56,24	+8,1 %	60,82	+6,1 %	64,54
Subventions d'équipement versées	11,65	+3,0 %	12,00	+6,5 %	12,78	+6,7 %	13,65
Autres dépenses d'investissement	3,81	+4,8 %	3,99	-8,8 %	3,64	+18,5 %	4,32
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>25,35</b>	<b>+4,1 %</b>	<b>26,39</b>	<b>+6,9 %</b>	<b>28,21</b>	<b>+5,3 %</b>	<b>29,70</b>
FCTVA	6,23	-4,5 %	5,95	+4,6 %	6,22	+9,3 %	6,80
Dotations et Subventions d'équipement	13,42	+7,8 %	14,46	+12,8 %	16,31	+6,0 %	17,29
Autres recettes d'investissement	5,69	+4,9 %	5,98	-5,1 %	5,68	-1,3 %	5,60
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>268,59</b>	<b>+5,6 %</b>	<b>282,91</b>	<b>+6,5 %</b>	<b>301,35</b>	<b>+4,8 %</b>	<b>315,76</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>271,91</b>	<b>+4,9 %</b>	<b>284,61</b>	<b>+4,1 %</b>	<b>296,22</b>	<b>+2,8 %</b>	<b>304,45</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+3,33</b>		<b>+1,70</b>		<b>-5,12</b>		<b>-11,31</b>
Remboursements de dette (8)	18,26	+2,0 %	18,58	+1,6 %	18,87	+1,7 %	19,19
Emprunts (9)	20,98	+4,1 %	21,86	-3,0 %	21,20	+27,8 %	27,09
Flux net de dette = (9)-(8)	+2,72		+3,29		+2,33		+7,90
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>286,85</b>	<b>+5,4 %</b>	<b>301,49</b>	<b>+6,2 %</b>	<b>320,22</b>	<b>+4,6 %</b>	<b>334,95</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>292,89</b>	<b>+4,8 %</b>	<b>306,47</b>	<b>+3,6 %</b>	<b>317,42</b>	<b>+4,4 %</b>	<b>331,54</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+6,04		+4,99		-2,80		-3,41
<b>Dette au 31 décembre (12) <sup>(b)</sup></b>	<b>203,95</b>	<b>+1,4 %</b>	<b>206,16</b>	<b>+1,1 %</b>	<b>208,50</b>	<b>+3,8 %</b>	<b>216,52</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	18,4%	+0,0 pt	18,4%	-2,0 pt	16,4%	-1,3 pt	15,1%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	11,0%	+0,2 pt	11,2%	-1,9 pt	9,3%	-1,2 pt	8,1%
Taux d'endettement = (12) / (2)	82,7%	-2,8 pt	79,8%	-2,0 pt	77,8%	+1,0 pt	78,8%
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,5 ans	- 0,2 an	4,3 ans	+ 0,4 an	4,7 ans	+ 0,5 an	5,2 ans

(a) Non compris les établissements publics locaux.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) Les évolutions sont calculées en 2022 en neutralisant les effet de la sortie du Sytral (syndicat transport pour le Rhône et l'agglomération Lyonnaise) du périmètre des collectivités locales. Le Sytral prend la forme d'un établissement public local.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes, consolidés des flux croisés. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette

**D3 Régionalisé. Consolidation de l'ensemble des collectivités (y compris syndicats) (a) par région**

2024	Montants en € / habitant						Soldes et ratios comptables		
	Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionnement	Épargne brute	Dépenses d'investissement (hors remboursement de dette)	Recettes d'investissement (hors emprunts)	Dette au 31/12	Besoin (+) ou capacité (-) de financement (en € / hab. DGF)	Taux d'épargne brute (EB / RF)	Délai de désendettement (Dette / EB)
<b>France métropolitaine + DOM</b>	<b>3 386</b>	<b>3 989</b>	<b>602</b>	<b>1 198</b>	<b>431</b>	<b>3 143</b>	<b>-164</b>	<b>15,1%</b>	<b>5,2 ans</b>
Auvergne-Rhône-Alpes	3 280	4 011	731	1 265	431	2 981	-103	18,2%	4,1 ans
Bourgogne-Franche-Comté	3 194	3 824	630	1 076	390	2 713	-56	16,5%	4,3 ans
Bretagne	3 083	3 697	614	1 230	402	2 726	-213	16,6%	4,4 ans
Centre-Val de Loire	3 169	3 726	557	1 022	402	2 788	-63	14,9%	5,0 ans
Corse	5 291	6 144	854	2 108	928	5 114	-326	13,9%	6,0 ans
Grand Est	3 143	3 711	568	1 120	467	2 569	-86	15,3%	4,5 ans
Hauts-de-France	3 372	3 885	514	1 013	399	2 891	-100	13,2%	5,6 ans
Ile-de-France <sup>(b)</sup>	3 337	3 842	505	1 109	342	3 580	-262	13,1%	7,1 ans
Normandie	3 313	3 977	664	1 215	392	2 622	-159	16,7%	3,9 ans
Nouvelle-Aquitaine	3 416	4 020	604	1 277	460	3 181	-213	15,0%	5,3 ans
Occitanie	3 602	4 247	645	1 414	482	3 737	-287	15,2%	5,8 ans
Pays-de-la-Loire	3 056	3 644	588	1 117	359	2 619	-171	16,1%	4,5 ans
PACA	3 938	4 609	671	1 209	370	3 879	-168	14,6%	5,8 ans
Guadeloupe	4 888	5 503	615	1 479	1 034	2 608	+170	11,2%	4,2 ans
Guyane	3 329	3 833	504	1 763	1 354	1 151	+96	13,2%	2,3 ans
Martinique	4 658	5 263	605	1 156	539	3 919	-13	11,5%	6,5 ans
La Réunion	4 115	4 746	631	1 845	1 351	4 114	+137	13,3%	6,5 ans
Mayotte	3 253	3 866	612	1 367	879	932	+124	15,8%	1,5 ans

France métropolitaine + DOM	Taux de croissance <sup>(c)</sup> en 2024 (en %)						Écart <sup>(c)</sup> 2024 - 2023		
	+3,7%	+2,2%	-5,8%	+6,4%	+4,9%	+3,5%	-90	-1,3 pt	+ 0,5 an
Auvergne-Rhône-Alpes	+4,3%	+2,9%	-2,8%	+3,9%	-5,7%	+1,9%	-94	-1,1 pt	+ 0,2 an
Bourgogne-Franche-Comté	+3,5%	+2,5%	-2,7%	+1,9%	-2,7%	+0,9%	-48	-0,9 pt	+ 0,2 an
Bretagne	+4,0%	+2,1%	-6,4%	+10,3%	+9,1%	+4,5%	-123	-1,5 pt	+ 0,5 an
Centre-Val de Loire	+4,1%	+2,7%	-4,9%	+3,2%	+3,0%	+1,9%	-49	-1,2 pt	+ 0,3 an
Corse	+0,5%	-1,6%	-13,0%	+4,7%	+2,9%	+4,1%	-195	-1,8 pt	+ 1,0 an
Grand Est	+3,4%	+1,7%	-6,5%	+12,2%	+24,1%	+3,0%	-71	-1,4 pt	+ 0,4 an
Hauts-de-France	+2,5%	+1,3%	-5,8%	+9,4%	+6,2%	+0,5%	-95	-1,0 pt	+ 0,4 an
Ile-de-France <sup>(b)</sup>	+3,7%	+1,9%	-8,2%	+4,9%	-0,8%	+5,3%	-99	-1,4 pt	+ 0,9 an
Normandie	+3,1%	+2,4%	-1,0%	+4,9%	-5,8%	+5,3%	-87	-0,6 pt	+ 0,2 an
Nouvelle-Aquitaine	+3,9%	+2,4%	-5,3%	+7,5%	+8,8%	+5,6%	-86	-1,2 pt	+ 0,5 an
Occitanie	+3,9%	+1,8%	-8,7%	+8,3%	+10,7%	+6,0%	-123	-1,7 pt	+ 0,8 an
Pays-de-la-Loire	+4,3%	+1,7%	-9,6%	+6,0%	+3,1%	+3,5%	-116	-2,0 pt	+ 0,6 an
PACA	+5,0%	+3,1%	-6,9%	+10,2%	-0,4%	+0,8%	-163	-1,6 pt	+ 0,4 an
Guadeloupe	+2,0%	+0,1%	-13,3%	-4,4%	-10,5%	+1,9%	-147	-1,7 pt	+ 0,6 an
Guyane	+7,8%	+5,7%	-6,4%	+3,6%	+41,5%	+6,3%	+302	-1,7 pt	+ 0,3 an
Martinique	-6,6%	-4,2%	+18,9%	-3,0%	-6,3%	+2,3%	+95	+2,2 pt	- 1,1 an
La Réunion	+4,2%	+2,7%	-5,7%	+1,0%	+42,5%	-1,3%	+347	-1,2 pt	+ 0,3 an
Mayotte	+10,6%	+13,8%	+34,4%	-18,7%	-10,2%	+19,4%	+371	+2,4 pt	- 0,2 an

(a) Non compris les établissements publics locaux.

(b) La source utilisée n'inclut pas Ile-de-France mobilité.

(c) Évolutions des montants par habitant, donc compte tenu de la croissance de la population totale (municipale et comptée à part).

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes, consolidés des flux croisés. Insee, recensement de la population.

## 2E. Budgets primitifs des départements, des régions et CTU

BENOIT de LAPASSE (DGCL)

### E1. Départements (a)

en milliards d'euros

	2024	2025 / 2024	2025
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>63,68</b>	<b>+1,7%</b>	<b>64,76</b>
Achats et charges externes	4,67	-3,2%	4,52
Frais de personnel	13,83	+1,9%	14,10
Charges financières	0,83	+5,0%	0,87
Dépenses d'intervention	43,42	+2,1%	44,32
Autres dépenses de fonctionnement	0,92	+2,1%	0,94
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>67,76</b>	<b>+0,1%</b>	<b>67,82</b>
Impôts et taxes	49,81	-1,2%	49,23
- Impôts locaux	3,39	-2,7%	3,30
- Autres impôts et taxes	46,42	-1,1%	45,93
(Dont : DMTO)	10,35	-2,9%	10,05
(TICPE)	4,95	+0,1%	4,96
(TSCA)	8,55	+9,3%	9,34
Concours de l'État	9,58	-0,6%	9,53
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	7,51	-0,3%	7,49
- Autres dotations	0,44	-2,9%	0,43
- Péréquations et compensations fiscales	1,62	-1,2%	1,60
Subventions reçues et participations	6,12	+10,1%	6,74
Ventes de biens et services	0,43	+3,8%	0,45
Autres recettes de fonctionnement	1,81	+3,3%	1,87
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>4,09</b>	<b>-25,0%</b>	<b>3,06</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>0,53</b>		<b>-0,61</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>14,56</b>	<b>-9,6%</b>	<b>13,16</b>
Dépenses d'équipement	9,45	-8,4%	8,66
Subventions d'équipement versées	4,74	-11,9%	4,18
Autres dépenses d'investissement	0,36	-9,4%	0,33
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>3,60</b>	<b>-5,6%</b>	<b>3,40</b>
FCTVA	1,11	-1,9%	1,08
Autres dotations et subventions d'investissement	1,96	-13,0%	1,71
Autres recettes d'investissement	0,54	+13,6%	0,61
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>78,23</b>	<b>-0,4%</b>	<b>77,92</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>71,37</b>	<b>-0,2%</b>	<b>71,22</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>-6,87</b>		<b>-6,69</b>
Remboursements de dette (8)	3,56	+3,4%	3,68
Emprunts (9)	8,49	-2,6%	8,27
Flux net de dette =(9)-(8)	4,93		4,59
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>81,79</b>	<b>-0,2%</b>	<b>81,59</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>79,86</b>	<b>-0,5%</b>	<b>79,49</b>
<b>Variation du fonds de roulement = (11)-(10)</b>	<b>-1,93</b>		<b>-2,10</b>
<b>Dette au 31/12/N-1</b>	<b>28,64</b>	<b>+7,4%</b>	<b>30,77</b>
<b>Ratios</b>			
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	6,0%	-1,5 pt	4,5%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	0,8%	-1,7 pt	-0,9%
Taux d'endettement = (12) / (2)	42,3%	+3,1 pt	45,4%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	7,0 ans	+3,0 ans	10,0 ans

(a) hors départements de l'Aisne (02), de la Charente (16) et du Val-de-Marne (94) données non disponibles une des deux années

Source : DGCL. Données DGFIP. Budgets primitifs.

## E2. Régions et CTU (a)

en milliards d'euros

	2024	2025 / 2024	2025
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>24,94</b>	<b>+0,8%</b>	<b>25,15</b>
Achats et charges externes	4,92	+23,3%	6,07
Frais de personnel	4,58	+2,6%	4,70
Charges financières	1,12	+5,7%	1,19
Dépenses d'intervention	13,96	-7,6%	12,89
Autres dépenses de fonctionnement	0,35	-17,4%	0,29
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>30,32</b>	<b>-0,6%</b>	<b>30,14</b>
Impôts et taxes	24,79	-0,0%	24,78
- Impôts locaux	-1,17	+14,7%	-1,34
- Autres impôts et taxes	25,96	+0,6%	26,12
- dont : Cartes grises	2,16	+16,0%	2,50
- dont : TICPE	5,49	+11,2%	6,10
Concours de l'État	2,16	-21,6%	1,69
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	0,25	-0,1%	0,25
- Autres dotations	0,99	+3,8%	1,02
- Péréquations et compensations fiscales	0,92	-54,6%	0,42
Subventions reçues et participations	2,46	-9,7%	2,22
Ventes de biens et services	0,52	+100,5%	1,03
Autres recettes de fonctionnement	0,39	+5,9%	0,41
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>5,37</b>	<b>-7,0%</b>	<b>5,00</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>2,74</b>	<b>-22,4%</b>	<b>2,13</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>16,22</b>	<b>-9,4%</b>	<b>14,70</b>
Dépenses d'équipement	4,70	-4,9%	4,47
Subventions d'équipement versées	10,89	-13,5%	9,42
Autres dépenses d'investissement	0,62	+29,6%	0,80
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>7,35</b>	<b>-13,8%</b>	<b>6,34</b>
FCTVA	0,56	-7,9%	0,51
Autres dotations et subventions d'investissement	5,47	-15,9%	4,60
Autres recettes d'investissement	1,32	-7,8%	1,22
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>41,16</b>	<b>-3,2%</b>	<b>39,85</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>37,67</b>	<b>-3,2%</b>	<b>36,48</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>-3,50</b>		<b>-3,37</b>
Remboursements de dette (8)	2,63	+9,1%	2,87
Emprunts (9)	6,16	+2,2%	6,29
Flux net de dette =(9)-(8)	3,53		3,43
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>43,79</b>	<b>-2,5%</b>	<b>42,71</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>43,83</b>	<b>-2,4%</b>	<b>42,77</b>
<b>Variation du fonds de roulement = (11)-(10)</b>	<b>0,04</b>		<b>0,06</b>
<b>Dettes au 31/12/N-1</b>	<b>34,98</b>	<b>+6,1%</b>	<b>37,10</b>
<b>Ratios</b>			
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	17,7%	-1,1 pt	16,6%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	9,1%	-2,0 pt	7,1%
Taux d'endettement = (12) / (2)	115,4%	+7,7 pt	123,1%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	6,5 ans	0,9 an	7,4 ans

(a) hors région de Guadeloupe données non disponibles une des deux années

Source : DGCL. Données DGFIP. Budgets primitifs.

## 2F. Les dépenses des collectivités locales ventilées par fonction

### 1. Introduction - champ couvert

Les annexes précédentes décomposent les dépenses selon leur nature : achats et charges externes, frais de personnel, charges financières, dépenses d'intervention, autres charges, pour les dépenses de fonctionnement ; dépenses d'équipement, subventions d'équipement et autres dépenses, pour les investissements.

On décompose ici les dépenses de fonctionnement et d'investissement selon leur ventilation par fonction (santé, culture, transports etc.), pour les collectivités qui sont tenues de présenter cette ventilation : les régions et les CTU, les départements, toutes les métropoles, communautés urbaines et communautés d'agglomération, les communautés de communes ayant au moins une commune de 3 500 habitants ou plus, et enfin toutes les communes de 3 500 habitants ou plus.

Certaines dépenses sont toutefois dites "non ventilables," notamment les opérations financières ; c'est pourquoi nous avons présenté en une ligne séparée les charges financières des dépenses de fonctionnement (les remboursements de dette sont traditionnellement exclus des dépenses d'investissement, nous ne les rapportons pas ici non plus). En complément des dépenses des collectivités qui présentent cette ventilation, nous publions le total des dépenses des collectivités "hors champ", c'est-à-dire celles qui ne présentent pas obligatoirement de ventilation fonctionnelle dans leurs comptes : les communes de moins de 3 500 habitants, et les communautés de communes n'ayant que des communes de moins de 3 500 habitants. Cela permet de retrouver le total des dépenses publiées dans les autres annexes, et de mesurer le poids que représentent les collectivités qui ventilent leurs dépenses, tant en nombre de collectivités (9,2 % des communes et 69,5 % des groupements à fiscalité propre ventilent leurs dépenses par fonction en 2021), qu'en montant dépensé, hors charges financières (77,4 % des dépenses des communes, et 94,4 % de celles des GFP sont ventilés par fonction).

### 2. Une présentation commune à tous les niveaux de collectivités

Chaque instruction comptable et budgétaire a sa propre ventilation fonctionnelle des dépenses, plus ou moins détaillée en fonction des compétences attribuées. Par exemple, la M14 (bloc communal) détaille davantage les dépenses culturelles et sportives que la M52 (départements), qui se penche plus sur les dépenses sociales, ou que la M71 (régions) qui propose davantage de détail pour les dépenses de transports.

Nous proposons ici une nomenclature commune aux trois niveaux de collectivités, en 9 groupes et 34 agrégats : Services généraux (4 agrégats), Sécurité et salubrité publiques (1 agrégat), Enseignement-formation-apprentissage (5 agrégats), Culture-sport-vie sociale (4 agrégats), Santé-action sociale (3 agrégats), Aménagement des territoires-habitat (3 agrégats), Environnement (4 agrégats), Transports-routes-voirie (5 agrégats), Action économique (5 agrégats), à laquelle nous avons ajouté la ventilation propre à l'exercice 2021 concernant le plan de relance (crise sanitaire), regroupée ici en un seul agrégat. Les tableaux de correspondance entre les nomenclures M14, M52, M71 et cette nomenclature commune de diffusion sont présentés dans le fichier de l'annexe 2F disponible en ligne. La ventilation de l'ensemble des collectivités locales est présentée selon ces 9 groupes et 35 agrégats (*tableau F5*).

Pour les tableaux relatifs à chaque niveau de collectivité, on souhaite en revanche profiter des détails supplémentaires disponibles dans chaque nomenclature. Mais l'apparition récente de la nomenclature M57, transversale à tous les niveaux de collectivités, et qui se généralise progressivement à l'ensemble des collectivités, bouscule un peu les présentations habituelles. Par exemple, la M14 distingue les sports et la culture, tandis que la M57 les regroupe. Les importantes dépenses de "services communs" relatifs à ce groupe en M57 ne peuvent alors plus se décomposer entre, d'une part, la culture, et d'autre part, les sports. De même, la façon de séparer les dépenses relatives à l'aménagement du territoire, à l'habitat, et aux transports n'est pas du tout la même en M57 qu'en M14. Réciproquement, la M57 introduit de nombreuses innovations, qui ne sont pas ajoutées dans les autres nomenclatures : égalité entre hommes et femmes (fonction 341, au sein de sa fonction 3 : Culture-vie sociale-jeunesse-sports et loisirs), art public (fonction 513, au sein de sa fonction 5 : Aménagement du territoire), etc. Dès lors, tant que l'ensemble des collectivités n'a pas adopté la M57, on ne peut pas commenter la progression de ces dépenses, car leur évolution est chaque année, pour partie, due à la généralisation de la M57 (qui permet désormais de les identifier précisément, alors qu'elles étaient, avant la M57, enregistrées ailleurs, par exemple en "Administration générale" (fonction 020 en M14), ou en "Opérations non ventilables"

(fonction 01). Les différentes décompositions proposées dans les annexes F1 à F4, propres à chaque niveau de collectivités, ont alors pour but de ventiler au mieux les dépenses selon leurs différentes compétences, tout en respectant un regroupement commun à tous ces niveaux de collectivités. Par exemple, le groupe "Sécurité et salubrité publiques" ne comporte qu'un unique agrégat dans l'annexe F5 de l'ensemble des collectivités, car la M71 ne distingue rien d'autre que la fonction "Sécurité" (elle ne distingue pas les dépenses relatives aux incendies et secours, ou à l'hygiène publique, car les régions n'ont pas ces compétences). Pour l'ensemble des collectivités, on ne peut donc pas aller plus finement que le groupe "Sécurité" ; mais les annexes relatives aux communes et à leurs groupements (tableaux F1 et F2) détaillent ce groupe en 5 agrégats (services communs, police-sécurité-justice, incendie et secours, hygiène et salubrité publiques, autres interventions de protection des personnes et des biens), et celle sur les départements (F3) le détaille en 2 agrégats (incendie et secours, autres).

### **3. Rapporter les dépenses à une population correspondant au champ couvert, qui peut varier fortement d'une année d'une l'autre**

Les séries rétrospectives depuis 2013, date de disponibilité de la ventilation fonctionnelle dans les comptes de gestion produits par la DGFIP, sont présentées, en supplément, dans les fichiers disponibles en ligne. Chaque année, on propose également, en regard des montants des dépenses, les populations correspondant au champ couvert cette année-là. En effet, le champ relatif à chaque niveau de collectivités peut varier selon les changements de statuts des collectivités : par exemple, la Martinique et la Guyane deviennent des CTU en 2016 et acquièrent des compétences régionales ; nous les regroupons alors à partir de 2016 avec les régions. Les dépenses des départements chutent de ce fait, et rapporter ces dépenses des départements à leur population, qui diminue aussi sur le champ réduit aux seuls départements, permet de comparer 2016 aux années antérieures. Le champ couvert par les ventilations fonctionnelles peut aussi varier selon la taille de la collectivité : les nombreux regroupements d'EPCI en 2017 ont diminué le nombre d'EPCI ne regroupant que des communes de moins de 3500 habitants, et le champ couvert par la ventilation fonctionnelle s'est alors considérablement élargi. Il faut donc surtout comparer d'une année sur l'autre les dépenses par habitant, et pas seulement les dépenses en euros.

Pour présenter un panorama le plus complet possible des dépenses par fonction, nous présentons aussi selon notre nouvelle décomposition en 9 groupes les dépenses enregistrées, d'une part, par les budgets annexes, et, d'autre part, par les syndicats. La correspondance entre les codes d'activité enregistrés dans les comptes de gestion et la nouvelle nomenclature unique de diffusion est précisée en note du tableau sur les syndicats (*tableau F6*). Elle diffère un peu de celle élaborée jusqu'alors dans les éditions précédentes du rapport. Là aussi, les séries depuis 2013 sont disponibles en supplément dans la version en ligne de l'annexe 2F. En revanche, comme pour l'annexe 2F5 portant sur l'ensemble des dépenses ventilées par fonction, la population n'est pas indiquée, n'ayant pas la même pertinence que pour les tableaux par niveaux de collectivités : une partie des collectivités couvre l'ensemble de la population, comme les régions et CTU, ou les budgets annexes, et une autre partie sur un champ partiel, comme le bloc communal.

**F1. Communes de 3 500 habitants ou plus**

F1. Communes de 3 500 habitants ou plus		en millions d'euros					
2024	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant (1)	Part dans le budget	Évolution	
<b>Services généraux</b>	<b>20 796</b>	<b>3 981</b>	<b>24 778</b>	<b>520</b>	<b>28,9%</b>	<b>+5,2%</b>	
Opérations non ventilables	811	654	1 466	31	1,7%	-3,5%	
Administration générale	19 328	3 254	22 582	474	26,4%	+5,8%	
Conseils, assemblée locale	614	70	684	14	0,8%	+1,5%	
Coopération décentralisée et actions	42	4	47	1	0,1%	+34,7%	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>3 295</b>	<b>469</b>	<b>3 764</b>	<b>79</b>	<b>4,4%</b>	<b>+7,0%</b>	
Services communs (sécurité)	186	52	238	5	0,3%	+1,7%	
Police, sécurité, justice	1 940	297	2 237	47	2,6%	+8,1%	
Incendie et secours	792	62	854	18	1,0%	+6,4%	
Hygiène et salubrité publique	126	17	143	3	0,2%	+4,9%	
Autres interventions de protection civile	251	40	291	6	0,3%	+6,0%	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>10 728</b>	<b>3 371</b>	<b>14 099</b>	<b>296</b>	<b>16,5%</b>	<b>+6,9%</b>	
Services communs (enseignement)	1 403	329	1 732	36	2,0%	+1,8%	
Enseignement du premier degré	5 533	2 716	8 249	173	9,6%	+7,6%	
Enseignement du second degré	89	25	114	2	0,1%	+0,2%	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	151	27	179	4	0,2%	+23,9%	
Hébergement et restauration scolaires	3 015	245	3 260	68	3,8%	+7,0%	
Autres services annexes de l'enseignement	537	28	565	12	0,7%	+9,1%	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>11 438</b>	<b>4 183</b>	<b>15 621</b>	<b>328</b>	<b>18,2%</b>	<b>+4,3%</b>	
Services communs et vie sociale	1 480	196	1 676	35	2,0%	+9,1%	
Culture	4 372	1 360	5 732	120	6,7%	+1,0%	
<i>dont : expression et action culturelles</i>	2 699	554	3 253	68	3,8%	-3,8%	
<i>: conservation et diffusion du patrimoine</i>	1 673	806	2 479	52	2,9%	+8,1%	
Sports	2 551	2 346	4 896	103	5,7%	+6,0%	
Jeunesse et loisirs	3 036	281	3 317	70	3,9%	+5,6%	
<b>Santé, action sociale</b>	<b>8 572</b>	<b>672</b>	<b>9 244</b>	<b>194</b>	<b>10,8%</b>	<b>+3,2%</b>	
Services communs (y compris APA et RSA)	611	13	624	13	0,7%	+0,9%	
Santé	556	97	653	14	0,8%	+14,3%	
Action sociale (hors APA et RSA)	7 404	562	7 967	167	9,3%	+2,5%	
<i>dont : services communs action sociale</i>	1 822	73	1 895	40	2,2%	+0,7%	
<i>: famille et enfance</i>	4 022	343	4 365	92	5,1%	+1,9%	
<i>: personnes âgées</i>	345	57	402	8	0,5%	+4,3%	
<i>: personnes handicapées</i>	323	46	369	8	0,4%	+11,0%	
<i>: autres interventions sociales</i>	892	44	936	20	1,1%	+5,7%	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>4 897</b>	<b>4 637</b>	<b>9 534</b>	<b>200</b>	<b>11,1%</b>	<b>+25,0%</b>	
Services communs et sécurité	195	78	273	6	0,3%	+88,5%	
Aménagement des territoires	4 471	4 066	8 537	179	10,0%	+26,6%	
<i>dont : espaces verts urbains</i>	2 139	680	2 820	59	3,3%	+7,3%	
<i>: éclairage public</i>	585	534	1 119	23	1,3%	+1,9%	
<i>: autres aménagements urbains et ruraux</i>	1 747	2 852	4 599	96	5,4%	+52,5%	
Habitat	231	492	724	15	0,8%	-2,6%	
<b>Environnement</b>	<b>2 098</b>	<b>439</b>	<b>2 537</b>	<b>53</b>	<b>3,0%</b>	<b>-0,1%</b>	
Services communs et actions transversales	270	115	385	8	0,4%	-22,3%	
Collecte et traitement des déchets	699	36	735	15	0,9%	+9,4%	
Propreté urbaine	918	79	998	21	1,2%	+4,7%	
Actions en matière de gestion des eaux	90	93	183	4	0,2%	+11,7%	
Autres actions environnementales	120	116	236	5	0,3%	-6,8%	
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>2 148</b>	<b>2 987</b>	<b>5 136</b>	<b>108</b>	<b>6,0%</b>	<b>-15,8%</b>	
Services communs (transports)	41	11	52	1	0,1%	-90,3%	
Transports scolaires	64	1	64	1	0,1%	-0,6%	
Transports publics (hors scolaire)	634	145	779	16	0,9%	+1,3%	
Routes et voiries	1 374	2 717	4 090	86	4,8%	+8,2%	
Infrastructures de transport	35	114	149	3	0,2%	-84,1%	
<b>Action économique</b>	<b>612</b>	<b>327</b>	<b>938</b>	<b>20</b>	<b>1,1%</b>	<b>+3,2%</b>	
Services communs (y compris R & D)	287	126	414	9	0,5%	+10,4%	
Foires et marchés	43	28	72	2	0,1%	-34,3%	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	15	21	36	1	0,0%	+15,6%	
Industrie, commerce et artisanat	118	95	212	4	0,2%	+14,1%	
Développement touristique	148	57	204	4	0,2%	-1,5%	
<b>TOTAL (communes &gt;= 3 500 h.)</b>	<b>64 583</b>	<b>21 067</b>	<b>85 651</b>	<b>1 797</b>	<b>100,0%</b>	<b>+5,3%</b>	
Charges financières (communes >= 3 500 h.)	1 396			29		+9,9%	
Communes hors champ (< 3500 habitants)	16 813	8 778	25 591	1 206		+6,2%	

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles.

La Ville de Paris est considérée comme une commune.

(1) Population totale au sens de l'Insee (=municipale+comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des communes : communes de 3500 habitants ou plus.

## F2. Métropoles, communautés urbaines (CU), communautés d'agglomération (CA), communautés de communes (CC) ayant au moins une commune de 3 500 habitants ou plus

GFP ayant au moins une commune de 3 500 habitants ou plus

en millions d'euros

2024	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant (1)	Part dans le budget	Évolution
<b>Services généraux</b>	<b>7 821</b>	<b>1 957</b>	<b>9 778</b>	<b>152</b>	<b>22,5%</b>	<b>+3,4%</b>
Opérations non ventilables	610	471	1 080	17	2,5%	-0,2%
Administration générale	6 936	1 470	8 405	131	19,4%	+4,0%
Conseils, assemblée locale	240	1	240	4	0,6%	+2,6%
Coopération décentralisée et actions	36	16	51	1	0,1%	-3,0%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>1 543</b>	<b>93</b>	<b>1 636</b>	<b>25</b>	<b>3,8%</b>	<b>+7,5%</b>
Services communs (sécurité)	31	19	49	1	0,1%	+7,6%
Police, sécurité, justice	85	16	101	2	0,2%	+44,6%
Incendie et secours	1 380	35	1 415	22	3,3%	+4,8%
Hygiène et salubrité publique	21	6	27	0	0,1%	+27,6%
Autres interventions de protection civile	26	17	43	1	0,1%	+26,3%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>838</b>	<b>459</b>	<b>1 298</b>	<b>20</b>	<b>3,0%</b>	<b>+18,6%</b>
Services communs (enseignement)	135	13	148	2	0,3%	+104,6%
Enseignement du premier degré	191	128	319	5	0,7%	+1,6%
Enseignement du second degré	79	76	156	2	0,4%	+27,5%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	133	207	339	5	0,8%	+18,2%
Hébergement et restauration scolaires	238	28	266	4	0,6%	+10,0%
Autres services annexes de l'enseignement	62	7	69	1	0,2%	+21,5%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>4 187</b>	<b>1 457</b>	<b>5 645</b>	<b>88</b>	<b>13,0%</b>	<b>+7,6%</b>
Services communs et vie sociale	305	27	332	5	0,8%	+15,3%
Culture	1 881	477	2 358	37	5,4%	+6,7%
<i>dont : expression et action culturelles</i>	<i>1 209</i>	<i>243</i>	<i>1 453</i>	<i>23</i>	<i>3,3%</i>	<i>+4,5%</i>
<i>: conservation et diffusion du patrimoine</i>	<i>671</i>	<i>234</i>	<i>905</i>	<i>14</i>	<i>2,1%</i>	<i>+10,3%</i>
Sports	1 420	884	2 304	36	5,3%	+5,7%
Jeunesse et loisirs	582	69	650	10	1,5%	+14,0%
<b>Santé, action sociale</b>	<b>2 690</b>	<b>241</b>	<b>2 931</b>	<b>46</b>	<b>6,8%</b>	<b>+3,8%</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	455	8	463	7	1,1%	+4,3%
Santé	111	55	166	3	0,4%	+20,3%
Action sociale (hors APA et RSA)	2 125	178	2 302	36	5,3%	+2,7%
<i>dont : services communs action sociale</i>	<i>290</i>	<i>19</i>	<i>309</i>	<i>5</i>	<i>0,7%</i>	<i>+19,1%</i>
<i>: famille et enfance</i>	<i>1 194</i>	<i>115</i>	<i>1 309</i>	<i>20</i>	<i>3,0%</i>	<i>+2,0%</i>
<i>: personnes âgées</i>	<i>154</i>	<i>10</i>	<i>164</i>	<i>3</i>	<i>0,4%</i>	<i>+4,1%</i>
<i>: personnes handicapées</i>	<i>269</i>	<i>3</i>	<i>272</i>	<i>4</i>	<i>0,6%</i>	<i>+3,1%</i>
<i>: autres interventions sociales</i>	<i>217</i>	<i>32</i>	<i>248</i>	<i>4</i>	<i>0,6%</i>	<i>-10,5%</i>
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>2 080</b>	<b>3 127</b>	<b>5 207</b>	<b>81</b>	<b>12,0%</b>	<b>+31,0%</b>
Services communs et sécurité	257	134	391	6	0,9%	+55,7%
Aménagement des territoires	1 528	2 134	3 661	57	8,4%	+35,2%
<i>dont : espaces verts urbains</i>	<i>293</i>	<i>101</i>	<i>394</i>	<i>6</i>	<i>0,9%</i>	<i>+13,5%</i>
<i>: éclairage public</i>	<i>214</i>	<i>221</i>	<i>434</i>	<i>7</i>	<i>1,0%</i>	<i>+3,5%</i>
<i>: autres aménagements urbains et ruraux</i>	<i>1 021</i>	<i>1 812</i>	<i>2 833</i>	<i>44</i>	<i>6,5%</i>	<i>+45,9%</i>
Habitat	296	859	1 155	18	2,7%	+13,8%
<b>Environnement</b>	<b>6 390</b>	<b>1 346</b>	<b>7 737</b>	<b>120</b>	<b>17,8%</b>	<b>+4,3%</b>
Services communs et actions transversales	324	100	424	7	1,0%	+13,2%
Collecte et traitement des déchets	4 448	412	4 860	76	11,2%	+0,8%
Propreté urbaine	612	40	651	10	1,5%	+8,2%
Actions en matière de gestion des eaux	760	528	1 288	20	3,0%	+13,8%
Autres actions environnementales	247	267	514	8	1,2%	+4,3%
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>3 033</b>	<b>3 457</b>	<b>6 490</b>	<b>101</b>	<b>15,0%</b>	<b>+0,7%</b>
Services communs (transports)	180	67	246	4	0,6%	-40,3%
Transports scolaires	210	1	211	3	0,5%	-4,3%
Transports publics (hors scolaire)	1 523	473	1 996	31	4,6%	+5,0%
Routes et voiries	1 057	2 578	3 635	57	8,4%	+8,8%
Infrastructures de transport	64	338	402	6	0,9%	-29,6%
<b>Action économique</b>	<b>1 572</b>	<b>1 086</b>	<b>2 658</b>	<b>41</b>	<b>6,1%</b>	<b>+2,8%</b>
Services communs (y compris R & D)	947	814	1 761	27	4,1%	-1,7%
Foires et marchés	67	43	110	2	0,3%	+29,3%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	36	36	72	1	0,2%	+28,9%
Industrie, commerce et artisanat	40	49	89	1	0,2%	+17,6%
Développement touristique	482	143	625	10	1,4%	+8,3%
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>						
<b>TOTAL (GFP dans le champ)</b>	<b>30 155</b>	<b>13 224</b>	<b>43 379</b>	<b>675</b>	<b>100,0%</b>	<b>+6,9%</b>
Charges financières (GFP dans le champ)	768			12		+11,3%
GFP hors champ	1 940	600	2 540	546		+6,1%

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles.

(1) Population totale au sens de l'Insee (=municipale+comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des GFP (donc hors communes isolées).

Champ : GFP ayant au moins une commune de 3500 habitants ou plus. La métropole de Lyon est considérée comme un GFP.

## F3. Départements

en millions d'euros

2024	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant (1)	Part dans le budget	Évolution
<b>Services généraux</b>	<b>5 971</b>	<b>1 249</b>	<b>7 220</b>	<b>113</b>	<b>9,4%</b>	<b>-0,2%</b>
Opérations non ventilables	228	187	416	6	0,5%	-17,0%
Administration générale	5 429	1 060	6 488	101	8,4%	+1,3%
Conseils, assemblée locale	213	0	213	3	0,3%	-0,8%
Coopération décentralisée et actions internationales	101	2	103	2	0,1%	-10,3%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>3 095</b>	<b>265</b>	<b>3 361</b>	<b>52</b>	<b>4,4%</b>	<b>+4,1%</b>
Incendie et secours	3 012	242	3 253	51	4,2%	+4,4%
Autres sécurité et salubrité	84	24	108	2	0,1%	-3,2%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>3 957</b>	<b>2 705</b>	<b>6 663</b>	<b>104</b>	<b>8,6%</b>	<b>+0,4%</b>
Services communs	628	8	636	10	0,8%	+4,5%
Enseignement du premier degré	3	81	83	1	0,1%	+3,6%
Enseignement du second degré	3 109	2 491	5 600	87	7,3%	-0,9%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	100	95	196	3	0,3%	+20,1%
Autres services annexes de l'enseignement	117	31	148	2	0,2%	+12,3%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>1 556</b>	<b>737</b>	<b>2 293</b>	<b>36</b>	<b>3,0%</b>	<b>+1,7%</b>
Services communs et vie sociale	427	31	458	7	0,6%	+24,8%
Culture	739	389	1 128	18	1,5%	+1,1%
Sports	310	294	603	9	0,8%	-8,6%
Jeunesse et loisirs	80	23	103	2	0,1%	-6,9%
<b>Santé, action sociale</b>	<b>45 859</b>	<b>544</b>	<b>46 403</b>	<b>724</b>	<b>60,2%</b>	<b>+4,4%</b>
Santé (y c. PMI et planification familiale)	1 031	49	1 079	17	1,4%	+7,4%
Action sociale (hors APA et RSA)	27 250	460	27 710	433	35,9%	+5,5%
dont : services communs action sociale	2 847	138	2 984	47	3,9%	+2,1%
: famille et enfance	10 948	121	11 069	173	14,4%	+7,3%
: personnes âgées	2 512	141	2 652	41	3,4%	+1,5%
: personnes handicapées	10 318	39	10 357	162	13,4%	+6,3%
: autres interventions sociales	625	22	647	10	0,8%	-3,6%
Personnes dépendantes (APA)	7 090	0	7 090	111	9,2%	+4,4%
dont : services communs APA	150		150	2	0,2%	+13,9%
: à domicile	4 274	0	4 274	67	5,5%	+5,2%
: versée aux bénéficiaires en établissement	218	0	218	3	0,3%	+3,1%
: versée aux établissements	2 447		2 447	38	3,2%	+2,7%
RSA et RMI	10 489	35	10 524	164	13,6%	+1,4%
dont : RSA-insertion sociale	577	6	583	9	0,8%	-0,4%
: RSA-insertion professionnelle	549	3	552	9	0,7%	+4,0%
: RSA-allocations	9 021	0	9 021	141	11,7%	+1,3%
: RSA-autres	341	9	350	5	0,5%	-4,0%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>457</b>	<b>1 610</b>	<b>2 067</b>	<b>32</b>	<b>2,7%</b>	<b>+18,9%</b>
Services communs et sécurité	179	80	259	4	0,3%	+339,2%
Aménagement des territoires	197	1 116	1 313	21	1,7%	+16,4%
Habitat	81	413	494	8	0,6%	-10,3%
<b>Environnement</b>	<b>473</b>	<b>636</b>	<b>1 108</b>	<b>17</b>	<b>1,4%</b>	<b>-4,4%</b>
Services communs et actions transversales	270	206	476	7	0,6%	+7,7%
Actions en matière de déchets et propreté urbaine	9	12	21	0	0,0%	+56,7%
Actions en matière de gestion des eaux	74	227	301	5	0,4%	+5,8%
Autres actions environnementales	119	191	310	5	0,4%	-26,2%
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>2 978</b>	<b>4 017</b>	<b>6 995</b>	<b>109</b>	<b>9,1%</b>	<b>-4,3%</b>
Services communs	542	23	565	9	0,7%	+40,8%
Transports scolaires	275	0	275	4	0,4%	+1,8%
Transports publics (hors scolaire)	465	194	659	10	0,9%	+9,1%
Routes et voiries	1 627	3 551	5 178	81	6,7%	-10,0%
dont : voirie départementale	1 419	3 319	4 738	74	6,1%	+0,1%
: autres services	208	232	440	7	0,6%	-56,9%
Infrastructures de transport (gares, ports etc.)	68	250	318	5	0,4%	+14,0%
<b>Action économique</b>	<b>604</b>	<b>415</b>	<b>1 019</b>	<b>16</b>	<b>1,3%</b>	<b>-9,5%</b>
Services communs (y compris R & D)	192	98	290	5	0,4%	-14,8%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	191	113	304	5	0,4%	-1,6%
Industrie, commerce et artisanat	20	55	75	1	0,1%	-24,1%
Développement touristique	201	149	350	5	0,5%	-7,5%
<b>TOTAL</b>	<b>64 950</b>	<b>12 178</b>	<b>77 128</b>	<b>1 204</b>	<b>100,0%</b>	<b>+2,7%</b>
Charges financières (fonctionnement)	838		838	13		+11,8%

Source : DGCL. Données DGFI, comptes de gestion ; budgets principaux.

(1) Population totale au sens de l'Insee (=municipale+comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des conseils départementaux : hors Paris, Guyane, Martinique, Corse et communes de la métropole de Lyon.

## F4. Régions et CTU

en millions d'euros

2024	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant <sup>(1)</sup>	Part dans le budget	Évolution
<b>Services généraux</b>	<b>3 293</b>	<b>2 572</b>	<b>5 865</b>	<b>85</b>	<b>15,3%</b>	<b>+1,2%</b>
Opérations non ventilables	46	21	67	1	0,2%	+4,8%
Administration générale	2 516	300	2 816	41	7,3%	+6,1%
Conseils, assemblée locale	146	0	147	2	0,4%	+2,0%
Coopération décentralisée et actions internationales	585	2 250	2 835	41	7,4%	-3,3%
<i>dont : gestion des fonds européens</i>	523	2 243	2 766	40	7,2%	-2,9%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>96</b>	<b>38</b>	<b>134</b>	<b>2</b>	<b>0,3%</b>	<b>-0,8%</b>
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>8 761</b>	<b>3 423</b>	<b>12 184</b>	<b>178</b>	<b>31,7%</b>	<b>-2,9%</b>
Services communs (enseignement)	61	29	90	1	0,2%	+22,5%
Enseignement du premier degré	1	2	3	0	0,0%	-75,4%
Enseignement du second degré	4 329	2 570	6 900	101	18,0%	-2,8%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	4 174	521	4 694	68	12,2%	-5,7%
<i>dont : enseignement supérieur</i>	108	251	359	5	0,9%	-0,9%
: <i>formation professionnelle</i>	2 544	26	2 570	37	6,7%	-11,6%
: <i>apprentissage</i>	97	167	264	4	0,7%	-13,0%
: <i>formation sanitaire et sociale</i>	1 425	77	1 502	22	3,9%	+6,7%
Autres services annexes de l'enseignement	196	301	497	7	1,3%	+28,4%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>852</b>	<b>518</b>	<b>1 370</b>	<b>20</b>	<b>3,6%</b>	<b>+2,3%</b>
Services communs et vie sociale	52	11	63	1	0,2%	+28,0%
Culture	562	261	823	12	2,1%	+5,3%
Sports	179	237	416	6	1,1%	-6,1%
Jeunesse et loisirs	58	7	65	1	0,2%	+2,8%
<b>Santé, action sociale</b>	<b>746</b>	<b>84</b>	<b>829</b>	<b>12</b>	<b>2,2%</b>	<b>-18,7%</b>
Services communs (santé, social)	299		299	4	0,8%	-28,7%
Santé	54	60	114	2	0,3%	+7,6%
Action sociale	393	24	416	6	1,1%	-15,9%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>125</b>	<b>1 172</b>	<b>1 297</b>	<b>19</b>	<b>3,4%</b>	<b>-1,9%</b>
Services communs et sécurité	15	47	62	1	0,2%	+19,9%
Aménagement des territoires	104	1 010	1 114	16	2,9%	-2,1%
Habitat	5	115	121	2	0,3%	-8,7%
<b>Environnement</b>	<b>279</b>	<b>450</b>	<b>729</b>	<b>11</b>	<b>1,9%</b>	<b>+3,1%</b>
Services communs et actions transversales	58	17	74	1	0,2%	-23,4%
Actions en matière de déchets et propreté urbaine	8	34	42	1	0,1%	+14,4%
Actions en matière de gestion des eaux	30	83	113	2	0,3%	+0,3%
Autres actions environnementales	183	315	499	7	1,3%	+8,5%
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>8 794</b>	<b>4 619</b>	<b>13 413</b>	<b>195</b>	<b>34,9%</b>	<b>+13,4%</b>
Services communs (transports)	58	105	163	2	0,4%	+29,3%
Transports scolaires	1 640	3	1 643	24	4,3%	+6,0%
Transports publics (hors scolaire)	6 740	3 061	9 801	143	25,5%	+16,0%
<i>dont : transports ferroviaire de voyageurs</i>	4 215	2 832	7 048	103	18,3%	+22,3%
: <i>autres transports de voyageurs</i>	2 522	173	2 695	39	7,0%	+3,3%
: <i>transports de marchandises</i>	2	56	58	1	0,2%	-26,7%
Routes et voiries	79	564	643	9	1,7%	-3,8%
<i>dont : voirie nationale</i>	0	150	151	2	0,4%	+0,2%
: <i>voirie régionale</i>	66	256	322	5	0,8%	-11,3%
Infrastructures de transport	277	886	1 163	17	3,0%	+12,8%
<i>dont : gares et infrastructures ferroviaires</i>	34	688	722	11	1,9%	+38,0%
: <i>infrastructures portuaires et aéroportuaires</i>	53	186	238	3	0,6%	-11,6%
: <i>liaisons multimodales</i>	191	13	203	3	0,5%	-14,9%
<b>Action économique</b>	<b>939</b>	<b>1 659</b>	<b>2 599</b>	<b>38</b>	<b>6,8%</b>	<b>-0,0%</b>
Services communs (y compris R & D)	444	717	1 161	17	3,0%	+2,4%
<i>dont : R &amp; D</i>	181	448	628	9	1,6%	+18,6%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	171	404	575	8	1,5%	+9,3%
Industrie, commerce et artisanat	205	411	615	9	1,6%	-7,8%
Développement touristique	119	128	247	4	0,6%	-9,0%
<b>TOTAL</b>	<b>23 885</b>	<b>14 536</b>	<b>38 421</b>	<b>560</b>	<b>100,0%</b>	<b>+3,0%</b>
Charges financières (fonctionnement)	1 083		1 083	16		+26,3%

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

(1) Population totale au sens de l'Insee (=municipale+comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des conseils régionaux et des collectivités territoriales uniques, donc hors Mayotte.

**F5. Ensemble des collectivités locales et de leurs groupements à fiscalité propre***en millions d'euros*

2024	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	Part dans le budget	Évolution
<b>Services généraux</b>	<b>37 881</b>	<b>9 759</b>	<b>47 640</b>	<b>19,5%</b>	<b>+3,5%</b>
Opérations non ventilables	1 696	1 333	3 029	1,2%	-4,3%
Administration générale	34 209	6 083	40 292	16,5%	+4,7%
Conseils, assemblée locale	1 213	71	1 284	0,5%	+1,4%
Coopération décentralisée et actions internationales	764	2 272	3 036	1,2%	-3,1%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>8 030</b>	<b>865</b>	<b>8 895</b>	<b>3,6%</b>	<b>+5,9%</b>
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>24 284</b>	<b>9 959</b>	<b>34 243</b>	<b>14,0%</b>	<b>+2,3%</b>
Services communs (enseignement)	2 227	379	2 606	1,1%	+6,1%
Enseignement du premier degré	5 728	2 927	8 655	3,5%	+7,2%
Enseignement du second degré	7 607	5 162	12 769	5,2%	-1,7%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	4 558	850	5 408	2,2%	-3,0%
Autres services annexes de l'enseignement	4 165	640	4 805	2,0%	+339,5%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>18 033</b>	<b>6 896</b>	<b>24 929</b>	<b>10,2%</b>	<b>+4,7%</b>
Services communs et vie sociale	2 264	265	2 529	1,0%	+12,9%
Culture	7 553	2 487	10 040	4,1%	+2,6%
Sports	4 459	3 761	8 220	3,4%	+4,0%
Jeunesse et loisirs	3 756	381	4 137	1,7%	+6,4%
<b>Santé, action sociale</b>	<b>57 866</b>	<b>1 541</b>	<b>59 408</b>	<b>24,3%</b>	<b>+3,8%</b>
Services communs (santé, social)	18 943	57	19 000	7,8%	+331,4%
Santé	1 752	261	2 012	0,8%	+10,6%
Action sociale	37 172	1 224	38 395	15,7%	-24,7%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>7 559</b>	<b>10 546</b>	<b>18 105</b>	<b>7,4%</b>	<b>+23,5%</b>
Services communs et sécurité	646	339	986	0,4%	+94,4%
Aménagement des territoires	6 300	8 326	14 626	6,0%	+24,8%
Habitat	614	1 880	2 494	1,0%	+2,1%
<b>Environnement</b>	<b>9 240</b>	<b>2 871</b>	<b>12 111</b>	<b>5,0%</b>	<b>+2,4%</b>
Services communs et actions transversales	922	438	1 360	0,6%	-3,5%
Actions en matière de déchets et propreté urbaine	6 694	613	7 307	3,0%	+25,5%
Actions en matière de gestion des eaux	954	931	1 885	0,8%	+62,0%
Autres actions environnementales	670	889	1 559	0,6%	-4,1%
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>16 953</b>	<b>15 081</b>	<b>32 034</b>	<b>13,1%</b>	<b>+1,1%</b>
Services communs	821	206	1 027	0,4%	-30,7%
Transports scolaires	2 188	4	2 193	0,9%	+4,2%
Transports publics (hors scolaire)	9 362	3 873	13 235	5,4%	+12,9%
Routes et voiries	4 137	9 409	13 546	5,5%	+0,0%
Infrastructures de transport	445	1 588	2 033	0,8%	-28,0%
<b>Action économique</b>	<b>3 726</b>	<b>3 487</b>	<b>7 213</b>	<b>2,9%</b>	<b>-0,1%</b>
Services communs (y compris R & D, foires et marché)	1 981	1 827	3 807	1,6%	+4,6%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	413	574	988	0,4%	+7,0%
Industrie, commerce et artisanat	383	610	992	0,4%	-3,6%
Développement touristique	950	476	1 426	0,6%	-0,5%
<b>TOTAL</b>	<b>183 573</b>	<b>61 005</b>	<b>244 579</b>	<b>100,0%</b>	<b>+4,4%</b>
Charges financières (fonctionnement)	4 085	0	1 921		-46,2%
Communes et GFP hors champ	18 753	9 378	28 131		+59,7%

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.